

TABLE DES MATIERES	1
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS.....	3
PREFACE	4
RESUME EXECUTIF.....	6
1. INTRODUCTION GENERALE	8
2. ANALYSE DU CONTEXTE ET EVALUATION DES RISQUES	9
2.1 Contexte et analyse	10
2.2 Identification des risques par province	13
2.3 Hiérarchisation des risques majeurs	14
3. DEFINITION DES SCENARII ET HYPOTHESE DE PLANIFICATION	16
4. MECANISMES GENERAL DE COORDINATION ET GESTION DES OPERATIONS	31
4.1 Schéma de montage institutionnel national de coordination	31
4.2 Schéma de coordination sectorielle des crises	32
5. MECANISMES DE MOBILISATION DES RESSOURCES	33
5.1 Aperçu du système de financement.....	33
5.2 Mécanismes de financement durables	33
5.3 Mobilisation des ressources financières additionnelles	34
6. PLANS DE PREPARATION ET DE REPOSE GLOBAUX	35
6.1. Grandes lignes du plan de préparation global pour les six contingences:	35
6.2 Grandes lignes du plan de réponse global pour les six contingences :	35
6.3 Plans de préparation par acteur.....	37
6.4 Plans de réponse par acteur.....	50
ANNEXES.....	62
Annexe 1 : Analyse du contexte actuel	63
Annexe 2 : Chronogramme du plan de réponse rapide du SNU	78
Annexe 3 : Membres de la Plateforme de Réduction des Risques et la Gestion des Catastrophes .	80
Annexe 4: Contacts principaux par secteur/institution	81
Annexe 5. Mécanismes de gestion du Fonds Spécial de PRGC	83
Annexe 6 : Plans de réponse par cluster	85
Annexe 7 : Stocks d’urgence disponibles pour la période octobre 2013-octobre 2014	98

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

Abréviation	Signification
C1, C2, ...	Contraintes1 ; contraintes2, ...
CAH	Cadre d'Action de Hyōgo
CCF	Cellule de Commandent Fixe
CCMP	Comité Communal Mixte de Planification
CCO	Cellule de Commandement Opérationnel
CCOU	Centre Communal des Opérations d'Urgence
CHU	Centre Hospitalier Universitaire
CNCF	Comité National de Commandement Fixe
CPCF	Comité Provincial de Commandement Fixe
CPCOM	Cellule Provinciale de Commandement Opérationnel Mixte
CPMP	Cellule Provinciale Mixte de Planification
CPOU	Centre Provincial des Opérations d'Urgence
CRB	Croix Rouge Burundaise
CRS	Catholic Relief Service
CSCMO	Comité Sectoriel Communal Mixte des Opérations
DMU-SSR	Dispositif Minimum d'Urgence en Santé Sexuelle et Reproductive
EDSB	Enquête Démographique de Santé du Burundi 2010
ENP TB-VIH	Enquête Nationale sur la Prévalence du Tuberculose-VIH
ENS	Enquête Nationale de Séroprévalence
FAB	Force Armée Burundaise
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation
FDN	Forces de Défense Nationale
H1, H2, ...	Hypothèse de planification N ° 1, Hypothèse de planification N ° 2, ...
IRC	International Rescue Committee
MSF	Médecins Sans Frontières
MSP	Ministre de la Sécurité Publique
OMS	Organisation Mondiale pour la Santé
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONPRA	Office National de Protection des Réfugiés et Apatrides
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PCN	Plan de Contingence National
PFN -PRGC	Plate –forme nationale de prévention de risques et gestion de catastrophes
PNB	Police Nationale du Burundi
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPCDR	Programme Post Conflit de Développement Rural
RGPH	Recensement Général de la Population et Habitat
R1, R2, ...	Réponse N°1, Réponse N°2, ...
RDC	République Démocratique du Congo
SETEMU	Services Techniques Municipaux
SNU	Système des Nations Unies
UNHCR	Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population

PREFACE

Face aux énormes mutations et contraintes que connaît le domaine de la gestion des urgences ces dernières années tant au niveau national qu'international, la Plate-Forme Nationale de Prévention de Risques et de Gestion de Catastrophes (PFN-PRGC) au Burundi se doit de relever de nombreux défis. Cette Plate-Forme est en effet appelée à assurer efficacement une coordination de toute activité de Prévention de Risques et de Gestion de Catastrophes de manière permanente. Et cela suppose un développement remarquable de certaines performances en termes de mobilisation de ressources financières, humaines et matérielles requises pour faire face à chaque typologie de risques de catastrophes susceptibles de survenir au niveau national. Pour réussir ce pari, tous les acteurs aussi bien du secteur humanitaire que du développement doivent faire face à la question de gestion des urgences, particulièrement en terme de préparation d'une réponse efficace en cas de catastrophe comme le recommande la cinquième priorité du Cadre d'Action d'Hyōgo 2005-2015, qui est le plus important outil mondial de référence en matière de Prévention de risques et de Gestion de catastrophes.

Il est à rappeler que les deux dernières décennies ont été caractérisées par un nombre croissant des catastrophes. De ces catastrophes, 90% sont liées aux perturbations climatiques. Jamais auparavant le défi de réduire considérablement les effets des catastrophes et de faire de la réduction des risques un élément essentiel des politiques et programmes de développement, tel qu'énoncé dans le Cadre d'action de Hyōgo (CAH) pour 2005-2015, n'a été plus urgent ou plus impérieux.

A travers ce CAH, les gouvernements se sont engagés à appliquer trois objectifs stratégiques, à savoir (i) intégrer la réduction des risques de catastrophe dans les politiques et plans de développement durable, (ii) créer et renforcer des institutions, mécanismes et moyens permettant de résister aux catastrophes et (iii) incorporer systématiquement des considérations de réduction des risques dans la mise en œuvre des programmes de planification des secours en cas de catastrophe, d'intervention et de relèvement. Pour atteindre ces objectifs, le CAH a énoncé cinq priorités d'action :

(1°) Ériger la réduction des risques de catastrophe en priorité; (2°) Mieux informer sur les risques et les systèmes d'alerte rapide;(3°) Instaurer une culture de sécurité et de résilience;(4°) Réduire les risques dans des secteurs clés;(5°) Renforcer la planification des interventions en cas de catastrophe.

C'est à travers cette cinquième priorité que le Burundi a initié, depuis fin 2009, une planification anticipée des actions de réponse aux urgences. Le présent document est élaboré de manière à faire participer tous les acteurs clés du domaine de la gestion des urgences.

Se conformant donc au CAH pour 2005-2015, le Burundi se heurte au défi majeur de procéder à une planification efficace des activités de prévention de risques et gestion de catastrophes, et de prendre en charge toute forme de vulnérabilités des communautés par réduction des effets néfastes des catastrophes.

Le Burundi est en évidence soumis aux effets néfastes des catastrophes les plus récurrentes. Ces dernières sont d'origine anthropique, climatique voire même mixte. Elles sont surtout des domaines sanitaire, hydrométéorologiques, technologique, naturelle etc.... Nous nous

souviendrons en l'occurrence du récent incendie dévastateur du marché central de Bujumbura et de l'épidémie de choléra qui vient d'étendre sa zone épidémique en sévissant dans la région Mosso alors qu'elle se limitait précédemment à la région Imbo et le long du lac Tanganyika. Les risques de catastrophes d'origine naturelle tels que les inondations, la sécheresse ; anthropiques tels que les conflits sociaux divers, le terrorisme engendrent également d'autres risques sous-jacents conduisant davantage le pays dans une situation d'extrême pauvreté. Car en effet, les catastrophes ont de graves conséquences pour la vie, les moyens de subsistance des populations, en particulier des pauvres, et la préservation des fruits du développement, acquis de haute lutte. Les catastrophes constituent de ce fait un facteur aggravant de la pauvreté et une sérieuse entrave à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement d'ici à 2015.

La situation actuelle appelle les intervenants dans le domaine des urgences à la vigilance sans égal matérialisée par des actions concrètes de préparation de la réponse aux urgences en anticipation d'une crise prévisible telle que le recommande la 5ème priorité du CAH ainsi libellée : « Se préparer et se tenir prêt à agir ». Le présent plan de contingence poursuit comme but, la création d'un environnement protecteur, qui réduise les risques et menaces de catastrophes, en assurant la survie des populations affectées, la protection et l'accomplissement de leurs droits fondamentaux ainsi que leur bien-être tout en sauvegardant leur dignité face aux catastrophes.

La réalisation de cet environnement nécessite :

- l'appropriation des problématiques liées à la gestion des catastrophes par tous les acteurs, pour la capitalisation sur les avantages comparatifs, que porte chacun d'eux et leurs partenaires, de même que les ressources disponibles à leur niveau et à mobiliser auprès de leurs partenaires ;
- l'organisation sectorielle et l'intégration des problématiques de gestion des catastrophes dans le cadre plus global des politiques de développement et de réalisation des OMD ;
- une stratégie de préparation et de réponse aux catastrophes, qui doit s'inscrire comme une thématique transversale dans les stratégies de tous les secteurs et de tous les jours et surtout ;
- un renforcement des capacités compris en termes de formation des acteurs pour la réduction des risques et la gestion des catastrophes et pour une bonne coordination à tous les niveaux.

Ce plan fait siens les principaux engagements des différents acteurs présents dans le pays pour la cause des populations en situation de risques ou en situation d'urgence et face aux principes humanitaires.

La mise en œuvre de ce plan recommande la collaboration de tous les acteurs et surtout le maintien en bons termes de leurs rapports avec la Plate-forme Nationale pour la Réduction des Risques et la Gestion des Catastrophes qui est déjà opérationnelle. Il suggère un partenariat étudié à l'avance et des actions bien pensées et coordonnées, pour une réelle articulation entre urgence et développement.

**Le Premier Vice –Président de la République du Burundi
Bernard BUSOKOZA**

RESUME EXECUTIF

L'élaboration du présent Plan de contingence constitue un nouveau jalon dans la mise en œuvre du plan d'action de Prévention de Risques et de Gestion de Catastrophes 2013-2016 au Burundi et se réfère aussi bien aux documents nationaux (comme le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté, 2^{ème} génération) qu'internationaux comme le Cadre d'Action de Hyōgo 2005-2015.

Elaboré de manière participative et inclusive par les membres de la Plate-forme Nationale de Prévention des Risques et de Gestion des Catastrophes, les Gouverneurs de Province, les coordonnateurs provinciaux de la protection civile, les Représentants du Système des Nations Unies (PAM, PNUD, HCR, UNICEF, FAO, OCHA NAIROBI), la Société Civile, la Croix Rouge, ONGs Internationales et locales, les Acteurs DMU-SSR, ainsi que huit formateurs nationaux en élaboration des plans de contingence de la Plate-forme Nationale, ayant pour objectif de renforcer la préparation aux catastrophes afin de pouvoir intervenir plus efficacement à tous les niveaux lorsqu'elles se produisent, le Plan de contingence est un outil stratégique de gestion au service de la préparation de la réponse aux catastrophes visant à garantir que les dispositions adéquates soient prises en anticipation d'une crise et mises en œuvre de la déclaration d'une catastrophe. Il constitue donc un outil de planification et de réponse pour une prévision d'événements imminents, de ressources et de services requis pour atteindre les objectifs déterminés selon un ordre de priorité établi, permettant de choisir la ou les solutions optimales parmi plusieurs alternatives, tout en prenant en considération le contexte et les contraintes internes et externes, connues actuellement ou prévisibles dans le futur.

L'actualisation du plan de contingence national et son harmonisation avec le plan de contingence des Nations-Unies se sont déroulés au cours de 2 ateliers tenus du 23 au 26 juillet 2013 à Gitega et du 10 au 12 octobre 2013 à Bujumbura. Au cours de ces ateliers, les participants ont défini les risques et profil d'urgence du Burundi pour une période d'une année.

Le présent document est le fruit de ce travail. Il présente dans un premier temps un résumé de l'analyse du contexte actuel pour embrayer sur le profil de six risques majeurs à savoir : (i) les conflits sociaux internes, (ii) l'afflux massif de population venant de l'extérieur, (iii) les incendies et accidents technologiques, (iv) les inondations et les glissements de terrain, (v) le terrorisme, (vi) l'insécurité alimentaire. Ces risques ont été identifiés suite à un travail de recensement et hiérarchisation des risques selon les critères de probabilité d'occurrence et de leur impact sur les communautés. Par rapport au dernier plan de contingence, le terrorisme a été considéré comme un risque majeur suite aux récentes menaces et attaques dans la sous-région.

Les six contingences retenues ont ensuite été analysées pour préconiser des hypothèses de planification en vue d'une réponse efficace à partir d'une situation considérée comme la plus désastreuse. Pour y parvenir, ce plan de contingence se fixe comme but : de minimiser les risques, d'établir, par une préparation, par un état de veille permanent et de répondre aux catastrophes par une réponse comprise en termes de secours d'urgence et de relèvement précoce, pour la protection des populations et de rétablir le bien-être de celles affectées (dont les enfants, les femmes et les autres vulnérables), à la fois bénéficiaires et

acteurs. La notion de DMU-SSR et la prise en compte du genre en situation de crise occupent une place de choix dans cette planification nationale de préparation de la réponse aux urgences. Cette planification est proposée de façon globale puis sectorielle avec des activités clés et ressources requises. Ce document prévoit aussi les mécanismes de mobilisation de ressources et de coordination. **(Développer davantage les notions de DMU-SSR par un expert en la matière).**

INTRODUCTION GENERALE

Le Burundi est un pays enclavé situé en Afrique de l'Est avec une superficie de 27.834 Km². Il est l'un des 3 pays de l'Afrique des Grands Lacs et appartient à la Communauté Est Africaine.

Le Burundi fait face à une série de catastrophes d'origines diverses, ce qui entraîne de graves conséquences pour la vie des populations et leurs moyens de subsistance, en particulier les pauvres. La préservation des fruits de développement acquis après de durs labeurs devient menacée. Ces catastrophes engendrent une vulnérabilité croissante liée à la pression démographique, aux risques technologiques, sanitaires, hydro météorologique et socioéconomique, à une urbanisation sauvage, à l'exploitation anarchique des minerais, à la dégradation de l'environnement ainsi qu'à l'incidence des épidémies telles que le choléra, le paludisme, VIH sida....

L'actualisation du plan de contingence National version 3 intervient dans un moment particulier caractérisé par l'incendie du Marché Central de Bujumbura survenu le 27 janvier 2013, l'épidémie de Choléra qui a sévit dans le pays surtout dans la plaine de l'Imbo et dans d'autres localités du Pays, l'afflux massif de Burundais expulsés de la Tanzanie et encore la recrudescence des attaques terroristes au niveau de la sous-région et au niveau mondial,

L'actualisation du plan de contingence national version 3 s'inscrit dans la démarche anticipative de mettre en place un outil de gestion conformément à la 5ème priorité du Cadre d'Action d'Hyōgo 2005-2015 qui recommande aux nations de toujours se tenir prêt à agir. Son actualisation a été élaborée sur base d'une méthodologie participative et reflète un consensus de tous les acteurs présents, impliqués dans la gestion des risques de catastrophes.

Actuellement, le Burundi connaît des risques de catastrophes naturelles, technologiques, sanitaires, sociopolitiques, anthropiques dont principalement les conflits sociaux, le déplacement massif des populations, les dégâts climatiques, les épidémies sans oublier les conséquences des crises répétitives qu'a connus depuis son accession à l'indépendance. Les plus dramatiques ont été celles de 1972, 1988 et 1993 qui ont occasionné d'innombrables pertes aussi bien en vies humaines que matérielles. Entre autres conséquences de ces crises, signalons les déplacements massifs des populations tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, surtout vers les pays limitrophes comme le Rwanda, la Tanzanie et la RDC. En dehors de la dernière vague de rapatriement de 33.000 ayant eu lieu fin 2012, le Burundi doit actuellement faire face à l'arrivée de plus de 40.000 burundais expulsés de la Tanzanie.

Les risques majeurs identifiés actuellement sont les conflits sociaux internes, le retour massif de la population burundaise immigrée, les incendies et accidents technologiques, les inondations et catastrophes climatiques, le terrorisme et les crises alimentaires. Ce plan de contingence doit donc dessiner le profil d'urgence face auquel des dispositions adéquates doivent être prises en anticipation aux différentes crises, ceci dans le but d'une gestion efficiente et efficace des catastrophes axée sur une préparation et une réponse plus adéquates, plus structurées et mieux coordonnées.

Pour ce faire, le plan de contingence prouve son impérieuse nécessité. Défini par R. PINEAULT (1986) comme un « Processus participatif continu de prévision d'événements

imminents, de ressources et de services requis pour atteindre les objectifs déterminés selon un ordre de priorité établi, permettant de choisir la ou les solutions optimales parmi plusieurs alternatives, tout en prenant en considération le contexte de contraintes internes et externes, connues actuellement ou prévisibles dans le futur », il trouve sa place dans le cycle de gestion des catastrophes en tant que première étape de la préparation de la réponse.

Comme toute planification, l'élaboration de même que l'actualisation du plan de contingence repose sur la connaissance de ce qui pourra se passer, de ce qui sera important, de ce qu'on pourra faire, de ce qu'on voudra faire, de comment et quand on va le faire, d'avec quoi on va le faire, de comment et de la façon dont on coordonnera ce qui va être fait.

Le présent Plan de Contingence version3 du Burundi, actualisé avec l'appui financier de la coordination des Nations-Unies, est une troisième version qui prend en compte les aspects du DMU-SSR et l'intégration des thématiques transversales comme genre, l'enfant et les femmes sans oublier les vulnérables en situation d'urgence. En outre elle repose sur les données recueillies auprès des représentants des acteurs ou groupes d'acteurs impliqués dans la préparation de la réponse aux catastrophes œuvrant au Burundi. Enfin, elle intègre des actions du relèvement précoce, afin d'assurer une réelle articulation entre urgence et développement, pour des communautés résilientes face aux catastrophes.

ANALYSE DU CONTEXTE ET EVALUATION DES RISQUES

2.1 Contexte et analyse

Alors que les détails de l'analyse contextuelle sont synthétisés dans le tableau en annexe, le processus d'actualisation du plan de contingence harmonisé (Plate forme Nationale et SNU) mené au mois d'octobre 2013 insiste particulièrement sur les éléments suivants ;

a. Situation politique

Après une longue décennie marquée de conflits politiques et d'insécurité, l'environnement politique s'est nettement amélioré avec l'organisation des élections démocratiques suivies de l'accord de paix avec le dernier mouvement rebelle en 2008.

Cependant depuis la contestation des élections de 2010 par plus de 12 partis de l'opposition qui se sont par la suite regroupés au sein de « l'Alliance Démocratique pour le Changement », ADC-Ikibiri, le climat politique s'est encore dégradé poussant une bonne partie des leaders des partis d'opposition à l'exil.

Malgré le récent retour, à partir de mi 2013, de la plupart des leaders en exil avec le concours du BNUB, l'approche des prochaines échéances électorales 2015 semble réactiver l'intolérance politique entre le parti au pouvoir et les partis de l'opposition. Depuis le second semestre 2013, des cas d'affrontements entre la jeunesse du parti au pouvoir d'une part et celle des partis de l'opposition (MSD, FNL, FRODEBU et UPRONA) ont été rapportés dans certaines localités du pays (ex. Bubanza, Kirundo, Muyinga,...) et prennent de plus en plus de l'ampleur.

Par ailleurs sur le plan politique, les activités de la Commission des Terres et Autres Biens-CNTB divise l'opposition et la mouvance présidentielle alors que sur terrains des tensions sont réelles avec des risques de dérapages.

b. Situation socio-économique

Le Burundi est l'un des pays les plus pauvres d'Afrique avec en 2011 un PIB par habitant de 170 USD (USD 286 avant la crise de 1993) et 600 USD sur une base de parité de pouvoir d'achat, se situant ainsi au 222^{ème} rang mondial sur 226¹. Selon le Rapport sur le développement mondial en 2012, il était également classé 178^{ème} sur 186 pays selon l'indice de développement humain (IDH), ce qui représente une amélioration dans son classement par rapport à l'année précédente même s'il reste très bas. L'indice de développement humain (IDH) croit de façon constante depuis 2005 mais n'atteint ni la moyenne de l'Afrique sub-saharienne, ni celle des pays à développement humain faible compte tenu du niveau faible de l'indice en 2005.

Le statut socio économique des femmes devient encore plus fragile pendant les périodes de crise et les services sanitaires de base comme les soins obstétricaux et néonataux d'urgence et la planification familiale sont complètement inaccessibles.

C. Situation sanitaire :

¹ CIA World Factbook, janvier 2012.

Le système sanitaire du Burundi est organisé du point de vue administratif sous forme pyramidale à trois niveaux : le niveau central qui est représenté par l'administration centrale du Ministère de la Santé Publique et de la lutte contre le SIDA, le niveau intermédiaire constitué de 17 bureaux provinciaux de santé et le niveau périphérique représenté par 45 bureaux de districts sanitaires.

Les progrès en matière de santé sont encourageants mais la situation reste préoccupante au vue des indicateurs de mortalité maternelle et infantile. Le ratio de mortalité maternelle est estimé à 499 décès maternels pour 100.000 naissances vivantes (EDSB2010). La mortalité des enfants de moins d'un an est de 59 pour 1000 naissances vivantes; ce taux reste difficile à estimer suite à un nombre relativement élevé d'accouchements qui se passent à domicile et de la faible notification des cas de décès. Le taux d'accouchements assistés augmente mais reste faible (71% Juin 2013)

Le statut socio économique des femmes est encore faible et devient plus fragile pendant les périodes de crise et les services sanitaires de base comme les soins obstétricaux et néonataux d'urgence et la planification familiale sont complètement inaccessibles

d. Sécurité alimentaire et nutritionnelle

Le Burundi compte parmi les pays les plus minés par l'insécurité alimentaire dans le monde. Selon l'indice global de sécurité alimentaire² de l'Economist Intelligence Unit, le Burundi est le 3^{ème} pays sur 105 pays à l'indice de sécurité alimentaire le plus faible derrière la RDC et le Tchad. D'après le rapport mondial d'IFPRI (International Food Policy Research Institute) de 2013, le Burundi occupe la dernière position mondiale (78^{ème} des pays classés³) avec un score de 38,8 de l'indice mondial de la faim.

L'Enquête Démographique et de Santé de 2010 montrait des taux de malnutrition chronique les plus élevés surtout en milieu rural avec près de deux tiers de tous les enfants de moins de 5 ans qui en souffrent. Pratiquement toutes les provinces affichent un taux de prévalence de la malnutrition chronique de plus de 48% en dehors de Bujumbura-Mairie (28%). La situation est au-delà du seuil critique à Ngozi (71.2%), Karuzi (68%), Ruyigi (64%), Muramvya (64%), Makamba (62%), Bujumbura Rural (60%) et Gitega (60%).

Avec la dernière analyse IPC⁴ d'août 2013, la situation reste particulièrement préoccupante surtout dans les régions à forte pression démographique de la zone des plateaux humides (Ngozi, Kayanza, Gitega, Karuzi), la région de l'Est du pays (Mosso) qui a accueilli et continue à accueillir le plus de retournés ainsi que le Nord du pays (Bugesera) exposé au risque de perturbations climatiques.

² Cet indice mesure les risques et les facteurs qui déterminent la sécurité alimentaire et est calculé sur la base d'indicateurs relatifs à la disponibilité, l'accès et la qualité sanitaire.

³ Les pays avec un indice global de la faim inférieur à 35 ne sont pas classés!

⁴ Integrated Food Security Phase Classification, exercice semestriel d'analyse de la sécurité alimentaire

Situation Projetée (Situation la plus probable vue les indicateurs SA de la même période de l'année antérieure, période de soudure - Octobre à décembre 2013)

	Population totale	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 5		% crise	Phase finale
		%	Pop	%	Pop	%	Pop	%	Pop	%	Pop		
Depression Nord	801,833	14	112,257	40	320,733	43	344,788	4	32,073	0	0	47	III
Buragane	210,643	31	65,299	52	109,534	17	35,809	0	-	0	0	17	II
Haute altitude	1,189,370	31	368,705	50	594,685	18	214,087	0	-	0	0	18	II
Plateaux humides	2,577,290	15	386,593	46	1,185,553	38	979,370	1	25,773	0	0	39	III
Plateaux Secs Est	1,568,390	30	470,517	52	815,563	16	250,942	1	15,684	0	0	17	II
Depression Est	576,074	33	190,104	47	270,755	20	115,215	0	-	0	0	20	III
Plaine Imbo	673,201	20	134,640	51	343,332	28	188,496	0	-	0	0	28	II (III pour Imbo Sud)
Crete Congo Nil	1,036,316	23	238,353	55	569,974	21	217,626	0	-	0	0	21	III
Total		25	1,966,468	49	4,210,130	25	2,346,334	1	73,530	0	0	26	

Le dernier rapport de 2013 retraçant la faim dans le monde, montre que le Burundi compte la plus grande proportion de la population sous alimentée avec un taux de 73.4%⁵.

Les raisons majeures à cette insécurité alimentaire et nutritionnelle sont entre autres la pauvreté, la forte pression démographique sur les ressources productives, la perte de la fertilité des sols, l'irrégularité des précipitations, les changements climatiques, les maladies des plantes et la flambée des prix des denrées alimentaire.

e. Facteurs d'insécurité

Au niveau mondial et régional, les activités terroristes ne cessent de prendre de l'ampleur et le Burundi est parmi les pays qui figurent sur la liste des pays les plus menacés en raison de son implication dans la mission de maintien de la paix en Somalie (AMISOM) ; La récente attaque terroriste contre la population civile dans le complexe commercial Westgate de Nairobi le 23 Septembre 2013 et les menaces du mouvement Al Shabaab à l'encontre des pays disposant des troupes en Somalie n'en sont que des preuves éloquents. Sur le plan régional, il faut noter que l'insécurité à l'Est de la République Démocratique du Congo a déjà conduit à l'accueil d'environ 50.000 réfugiés congolais au Burundi.

Par ailleurs, le Gouvernement Tanzanien a depuis le mois d'août 2013 pris des mesures d'expulsion de Burundais et rwandais en situation irrégulière avec en conséquence plus de 40.000 burundais déjà expulsés.

Au niveau national, les risques d'insécurité couvre également les incendies et accidents technologiques liés au non-respect des normes de sécurité en matière d'implantation des infrastructures (stations d'essence dans les agglomérations,...). L'incendie du marché central de Bujumbura en est un exemple éloquent. A cela s'ajoute les différentes formes de pollution.

⁵ World Food Programme, HungerMap 2013

f. Autres facteurs

En plus de ces inquiétudes, le Gouvernement et les acteurs Humanitaires restent vigilants au niveau de la santé pour faire face au Choléra qui sévit de façon endémique au bord des lacs Tanganyika, les risques sismiques permanents, glissement de terrains/éboulements, la pollution du lac Tanganyika etc...

2.2 Identification des risques par province

Les participants à l'atelier d'actualisation et d'harmonisation du PCN ont, sous la conduite de la Plate Forme Nationale de PRGC et avec la participation des Gouverneurs de Province et Présidents des Plates Formes Provinciales de PRGC, et les agences de Nations Unies identifié les risques suivants :

Provinces	Risques
BUBANZA	Inondations, glissements de terrains, vents violents, conflits sociaux, feux de brousse, sécheresse
BUJUMBURA M	Incendies, inondations, épidémies de choléra, glissements de terrain, risques sismiques, accidents technologiques, conflits sociaux, terrorisme
BUJUMBURA	Inondation, Erosions, glissements de terrain, sécheresse, grêle, pollution du lac, accidents, conflits sociaux.
BURURI	Inondations, glissement de terrain, vents violents, grêle, épidémies de choléra, conflits fonciers, feux de brousse, accidents routiers, pollution du lac.
CANKUZO	Epidémies, feux de brousse, insécurité alimentaire, déforestation, sécheresse, conflits sociaux,
CIBITIKE	Epidémies (choléra et paludisme), mouvement de la population(en provenance de la RDC), glissement de terrain, mosaïque de manioc, BXW Banana Xanthomonas Wilt(RUHONYABITIKE).
GITEGA	Inondations, grêle, insécurité alimentaire, accidents, incendies, peste porcine, terrorisme
KAYANZA	Accidents, glissement de terrain, feux de brousse, conflits fonciers, troubles sociaux, inondations, grêle, insécurité alimentaire, érosions
KARUSI	Insécurité alimentaire, inondations, grêle, mosaïque de manioc, épidémies sanitaires, conflits fonciers, érosions.
KIRUNDO	Sécheresse, conflits sociaux, insécurité alimentaire,, vents violents,
MAKAMBA	Conflits sociaux, inondation, érosions, mosaïque de manioc, vents violents, sécheresse, glissement de terrain, épidémies de choléra, retour massif, feux de brousse, insécurité alimentaire.
MURAMVYA	Vents violents, grêle, accidents, conflits sociaux, feux de brousse
MUYINGA	Conflits sociaux, grêle, vents violents, insécurité alimentaire, glissements de terrain, épidémies, accidents, retour massif, feux de brousse.
MWARO	Conflits fonciers, vents violents, grêle, inondation, érosions
NGOZI	Conflits sociaux, grêle, vents violents, accidents, inondations, incendies/explosion des munitions et autres engins explosifs.
RUTANA	Inondation, conflits sociaux, érosions, grêle, sécheresse, feux de brousse, épidémies de choléra et paludisme, retour massif des expulsés de la TZ, mosaïque

	du manioc, accidents et vents violents
RUYIGI	Feux de brousse, inondations, conflits sociaux, sécheresse, accidents, insécurité alimentaire, déplacements/retour massif des populations.

Le profil d'urgence du Burundi comprend les risques suivants : Conflits sociaux, afflux massif de population, insécurité alimentaire, Conséquence des aléas climatiques (Inondations, Sècheresses, grêle, vents violents, glissement de terrain), épidémie, terrorisme, incendies, feux de brousse, risques sismiques, accidents,...

2.3 Hiérarchisation des risques majeurs

Après la revue des risques potentiels, les participants à l'atelier d'harmonisation du plan de contingence ont procédé à l'évaluation de chacun des risques selon trois critères à savoir : la probabilité d'occurrence, l'impact sur les communautés et la sévérité (définie comme le produit de la probabilité et de l'impact). Cet exercice a été réalisé en travaux de groupes.

Une moyenne des résultats obtenus dans chacun des 2 groupes de travail a été réalisée. Les risques ont ensuite été hiérarchisés par ordre décroissant sur la base de cette moyenne.

La synthèse des discussions a abouti aux six risques majeurs suivants :

Les conflits sociaux, l'afflux massif de l'extérieur, les incendies et accidents technologiques, les inondations, le terrorisme et l'insécurité alimentaire. Le risque de « flambées des prix » a été retenu dans le risque « Insécurité alimentaire ».

Risques	1 ^{er} groupe			2 ^{eme} groupe			Moyenne	Rang
	Probabilité	Impact	Sévérité	Probabilité	Impact	Sévérité		
HUMAIN								
conflits sociaux (interne)	4	5	20	4	4	16	18	1 ^{er}
afflux massif de l'extérieur	4	4	16	4	3	12	14	3 ^{ème}
CLIMATIQUE								
Sécheresse (Insécurité alimentaire.....)	3	4	12	2	2.5	5	8,5	8 ^{ème}
Inondations, Glissements de terrains (Insécurité alimentaire.....)	3.5	4	14	3	3.5	10.5	12,25	5 ^{ème}
Tempête, Grêle	3	4	12	3	1.5	4.5	8,25	9 ^{ème}

SANTE/NUTRITION								
Epidémies	3.5	3	10.5	3	2	6	8,25	9 ^{ème}
Epizooties	3	2	6	4	2	8	7	10 ^{ème}
AUTRE								
Flambée des prix	5	5	25	3	3	9	17	2 ^{ème}
Incendies	4	4	16	2	5	10	13	4 ^{ème}
Feux de brousse	3	2	6	1	2	2	4	12 ^{ème}
Accidents	3	2	6	2	2	4	5	11 ^{ème}
Terrorisme	3	4	12	3	3	9	10, 5%	6 ^{ème}
Risques sismiques	3	4	12	2	3	6	9	7 ^{ème}
Pollution des lacs	3	2	6	3	3	9	7,5	10 ^{ème}

DEFINITION DES SCENARII ET HYPOTHESES DE PLANIFICATION

Contingence 1 : CONFLITS SOCIAUX INTERNES

Scénario du meilleur cas	Un conflit social opposant des groupes antagonistes dans deux communes au sujet des terres et/ou opposant les militants de différentes formations politiques a occasionné des affrontements mais la situation a été vite maîtrisée par l'administration et les forces de l'ordre. Il n'ya pas eu de dégâts.				
Scénario le plus probable	Un conflit social opposant des groupes antagonistes dans deux communes au sujet des terres et/ou opposant les militants de différentes formations politiques a occasionné des affrontements : 3 personnes grièvement blessées, 5 maisons brûlées et un champ de bananeraie de 2 ha détruit.				
Scénario du pire cas	Un conflit social opposant des groupes antagonistes de deux communes au sujet des terres et/ou opposant les militants de différentes formations politiques a occasionné des affrontements que les autorités administratives et les forces de l'ordre n'ont pas pu empêcher : Embrasement de la crise dans les communes environnantes et des milliers de personnes ont péri dans leurs maisons ; plusieurs personnes se sont réfugiées vers les pays voisins. Des maisons ont été incendiées et des ponts détruits pour empêcher les interventions des forces de l'ordre.				
Scénario du pire cas :	Indicateurs/ Eléments déclencheurs	Conséquences humanitaires potentielles / besoins	Population affectée (nbre)/ Localisation	Acteurs disponibles	Contraintes / Facteurs aggravants
	<p>Indicateurs</p> <ul style="list-style-type: none"> - Cas d'hostilité ouverte - Nombre de blessés 	<p>Conséquences</p> <ul style="list-style-type: none"> - Destruction des ponts et voies d'accès aux lieux de conflits. - Plus de 200 000 personnes touchées dont 5 500 morts - 100 000 déplacés - 200 000 maisons incendiées - Difficulté d'accès des populations déplacés aux services de base (eau potable, nourriture, abris, éducation, santé, habillement) et aux programmes humanitaires - Pillages (diminution de la capacité de subsistance) et baisse de la production agricole et de l'accès aux produits agricoles de première nécessité. 	<p>Localisations</p> <p>Deux communes du pays,</p> <p>10 communes environnantes</p> <p>Nombre populations affectées</p> <p>100 000 déplacés – 5 500 morts en 3 mois</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Ministère de la santé - Ministère de l'intérieur, - Ministère a la solidarité - Population locale impliquée - la croix rouge. 	<p>Contraintes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ponts détruits et Routes impraticables - 80% des nouveaux déplacés ne trouveront pas de logement chez une famille d'accueil <p>Facteurs aggravants</p> <p>Absence de mécanismes de résolution pacifique des conflits.</p>

	<p><u>Éléments déclencheurs</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Tracts et propos d'incitation à la haine - Affrontement entre des groupes de jeunes affiliés aux partis politiques - Remobilisation de groupes armés 	<p>- Augmentation des violations des droits humains et du droit international humanitaires, incluant des cas de , violences sexuelles particulièrement à l'égard des filles et des femmes, disparitions, arrestations arbitraires, tortures, massacres, etc.</p> <p>-Augmentation des populations vulnérables (ENA, femmes chefs de ménages, malades, handicapés, vieillards isolés)</p> <p>-Augmentation de la malnutrition et des maladies épidémiques</p> <p>-Destruction de l'environnement et des ressources naturelles</p> <p><u>Besoins</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Dégagement/ Réparation des voies d'accès aux sites - évacuation des blessés (ambulances, médicaments, infirmiers,...) - Gestion des cadavres - Besoin en vivres et non vivres pour les survivants. - Site d'accueil et abris. - Repeuplement cheptel. 	<p><u>Seuil d'activation:</u> 1500 personnes sinistrées dans une même zone et en même temps.</p>	<p>- les ONG nationaux et internationaux.</p> <p>- Agences des Nations Unies</p>	<p>La crise a pris une connotation ethnique</p> <p>Des épidémies</p> <p>Mauvaise gestion des cas de litiges fonciers.</p> <p>Difficulté de fonctionnement de la chaîne d'approvisionnement de l'assistance</p>
--	---	--	---	--	--

Scénario du pire cas :	Hypothèses de planification, contraintes et réponses <ul style="list-style-type: none"> - H1 : Secourir les blessés - C1 : Insuffisance des secouristes et les kits de secours - R1 : Recourir auprès de la Croix Rouge, la Mini santé, et la Protection Civile - H2 : Gestion des cadavres - C2 : Insuffisance de matériels funèbres - R2 : Recourir aux différents partenaires - H3 : Création d'un site des déplacés - C3 : Insuffisance de terrain à aménager - R3 : Recourir aux autorités administratives - - H4 : Abriter les déplacés - C4 : Insuffisance des moyens logistiques - R4 : Recourir aux différents partenaires - H5 : Réconcilier la population - C5 : Insuffisance de spécialiste habitué dans le domaine de résolution pacifique des conflits - R5 : Recruter les experts grâce à l'appui des partenaires. - - H6: Organiser le rapatriement - C6 : Insuffisance de fonds suffisants - R6 : Recourir aux partenaires techniques et financiers - H7 : Dégagement/ Réparation des voies d'accès - C7 : Insuffisance de moyens logistiques - R7 : Recourir aux différents partenaires
-------------------------------	---

Contingence2: RETOUR MASSIF DE POPULATIONS BURUNDAISES IMMIGREES

Scénario du meilleur cas	50 ménages des Burundais expulsés par semaine de la Tanzanie, sont enregistrés et transférés dans leurs zones et sont bien accueillis par les communautés d'origine.				
Scénario le plus probable	50 ménages des Burundais expulsés par semaine de la Tanzanie, sont enregistrés, certains cas de maladies sont remarqués, sont prise en charge par les services de santé locaux, et ils regagnent leur communauté d'origine.				
Scénario du pire cas	Suite aux combats/conflits sociaux qui se déroulent dans un des pays voisins ; des milliers de personnes débordent sur le sol Burundais. Ils sont sans abris et dépourvus de moyens de survie et épuisés. L'expulsion des burundais vivants illégalement en Tanzanie s'accroît et plus de 50.000 personnes doivent être accueillies dans une période de moins de 3 mois. Les enfants, les personnes âgées et les handicapés sont dans une situation critique. Les services d'accueil sont débordés. Certains sont déjà atteints de maladies. Certains logent à la belle étoile tandis que les autres occupent les écoles et les églises				
Scénario du pire cas :	Indicateurs/ Eléments déclencheurs	Conséquences humanitaires potentielles / besoins	Population affectée (nbre)/ Localisation	Acteurs disponibles	Contraintes /Facteurs aggravants
	<p>Indicateurs</p> <ul style="list-style-type: none"> -Augmentation des groupes armés au Sud Kivu - Augmentation du nombre d'effectifs entrant sur le territoire enregistrés par jour -Augmentation du nombre d'effectif Burundais expulsés de la Tanzanie <p>Éléments déclencheurs</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les conflits 	<p>Conséquences-Regroupement des populations fuyant l'insécurité le long de la frontières Burundo-Congolais et Burundo-Tanzanienne</p> <p>Augmentation des populations vulnérables (ENA, femmes chefs de ménages, malades, handicapés, blessés,)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prolifération des maladies (choléra, dysenterie, malaria, etc.) - Dégradation de la sécurité alimentaire et des moyens économiques des communautés locales provoquées par les migrants dispersés parmi la population hôte. 	<p>Localisations</p> <ul style="list-style-type: none"> - Cibitoke - Bubanza - Bujumbura Rural - Bujumbura Mairie - Bururi - Muyinga, - Ruyigi - Rutana- - Makamba 	<ul style="list-style-type: none"> - Administration locale - ONPRA - Mini Solidarité - Mini Santé - Police - CRB - HCR - Caritas - Handicap international 	<p>Contraintes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Insécurité - Accessibilité - Moyens financiers - Moyens matériel - Disponibilité des agents de sécurité - Eloignement/insuffisance des infrastructures sanitaires - Seuls 5-10% sont hébergés par la population locale <p>Facteurs aggravants</p> <ul style="list-style-type: none"> - La pluie/conditions

	<p>intercommunautaires en RDC</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prolifération des armes - Conflits liés à l'expulsion des Burundais et certains Rwandais vivant en Tanzanie. - Tensions politiques entre les dirigeants de la région. 	<ul style="list-style-type: none"> - Destruction de l'environnement, par la coupe anarchique du bois de chauffage - Vol des récoltes sur pied - Risque d'expulsion immédiat à la frontière <p><u>Besoins</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Assistance en vivres et non vivres - construction des abris - Eau et assainissement - Médicaments - vêtements - Protection, assistance et suivi des victimes des violations des droits humains subies dans le pays d'origine, lors de leur fuite ou en raison de leur vulnérabilité dans les camps ou zone d'installation temporaire 	<ul style="list-style-type: none"> - Gitega - Karusi <p><u>Nombre de populations affectées.</u></p> <p>30 000 Burundais sont refoules de Tanzanie sur une période de 3 mois et jusqu'à 50,000 personnes en 6 mois</p> <p><u>Seuil d'activation :</u> dès le début de l'afflux massif</p>	<ul style="list-style-type: none"> - AHA (Africa Humanitarian Action - PAM - UNICEF - OIM 	<p>climatiques extrêmes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Difficulté de fonctionnement de la chaîne d'approvisionnement de l'assistance - Vivres insuffisants - Pauvreté des ménages des alentours - Manque d'eau potable - Soins insuffisants - Capacité d'absorption dépassée - 40% des congolais ne passeront pas par les antennes d'accueil et sont réticents au transfert rapide vers les camps déjà à l'intérieur
<p>Scénario du pire cas :</p>	<p>Hypothèses de planification, contraintes et réponses</p> <p>H1 : Identification et accueil de la population affectée C1 : Insuffisance de moyens humains et matériels R1 : Mobiliser les fonds supplémentaires</p> <p>H2 : Construire les abris et assurer la sécurité de la population touchée C2 : Problème d'espace et d'effectifs</p>				

R2 : Trouver un espace et renforcer les effectifs

H3 : Assister la population en vivres, non vivres et médicaments

C3 : Insuffisance des stocks

R3 : Mobiliser les fonds auprès des partenaires

H4 : Sensibiliser/ Eduquer les sinistrés sur le concept des DMU/SSR

C4 : Ignorance de la population de ces concepts

R4 : Renforcer l'éducation sur les méthodes contraceptives

H5 : Intégrer les sinistrés dans les ménages

C5 : Manque de ressources financières

R5 : Mobiliser les fonds auprès des partenaires

Contingence 3 : INCENDIES ET ACCIDENTS TECHNOLOGIQUES

Scénario du meilleur cas	Un petit stock de munitions a explosé dans un camp militaire du pays, provoquant l'incendie. L'intervention rapide et efficace des sapeurs-pompiers a fait que le feu soit maîtrisé, d'où quelques dégâts matériels n'ont été enregistrés.				
Scénario le plus probable	Un stock de munitions a explosé dans un camp militaire, provoquant l'incendie. L'intervention rapide des sapeurs-pompiers n'a pas empêché que 20 blessés soient enregistrés.				
Scénario du pire cas	Un stock de munitions a explosé dans un camp militaire. Malgré l'intervention des sapeurs pompiers, on signale 50 cas de décès, 250 blessés, 7 camions endommagés, 30 maisons voisines brûlées, un stock de vivres et non vivres des militaires incendiées avec un hôpital d'à côté partiellement endommagé.				
Scénario du pire cas :	Indicateurs/Eléments déclencheurs	Conséquences humanitaires potentielles / besoins	Population affectée/ Localisation	Acteurs disponibles	Contraintes dans la réponse/ Facteurs aggravants
	<p><u>Indicateurs</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'infrastructures et équipement affectés -Cas de blessés et décès -Périmètre atteint <p><u>Éléments déclencheurs</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Présence d'engins explosifs défectueux dans un magasin - Mauvais entreposage des armes et absence de système de protection -Système d'installation électrique dans les magasins d'armements -Mauvais emplacement des magasins d'armement (zones 	<p><u>Conséquences</u></p> <ul style="list-style-type: none"> -50 décès -250 blessés -7 camions endommagés -30 maisons détruites -Un hôpital partiellement détruit <p><u>Besoins</u></p> <ul style="list-style-type: none"> -Evacuation des blessés - Gestion des cadavres -Les médicaments - Les vivres et non vivres - Les tronçonneuses -Abris des familles touchées 	<p><u>Localisations</u></p> <p>Dans une des agglomérations du pays abritant un camp militaire</p> <p><u>Nombre populations affectées</u></p> <p>1.500</p>	<ul style="list-style-type: none"> -Les personnes qui ne sont pas affectées - Le Gouvernement - Les sapeurs-pompiers -Croix Rouge Burundi - Société civile - Les ONG - Les agences onusiennes 	<p><u>Contraintes</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance des camions anti-incendie -Insuffisance des ambulances -Insuffisance des structures sanitaires -Pas de tronçonneuses <p><u>Facteurs aggravants</u></p> <ul style="list-style-type: none"> -Les réseaux téléphoniques coupés -Le courant électrique coupé

	non protégées) - Présence de sites de produits inflammables et d'explosifs anarchiques dans les agglomérations				-La pénurie d'eau potable
	<p>Hypothèses de planification, contraintes et réponses</p> <p>H1 : Etablir le périmètre de sécurité C1 : Insuffisance du personnel policier R1 : Demander le renfort de personnel</p> <p>H2 : Recherche et sauvetage des victimes C2 : Insuffisance du personnel qualifié et matériels adaptés R2 : Formation du personnel et achat du matériel</p> <p>H3 : Soigner les blessés C3 : Insuffisance du personnel soignant et des médicaments R3 : Mobiliser les moyens et les médicaments</p> <p>H4 : Gestion des cadavres C4 : Insuffisance du matériel pour l'inhumation (cercueil, couverture, draps...) R4 : Faire recours au Ministère de la Solidarité Nationale, les Droits de l'Homme et du Genre</p> <p>H5 : Chercher un abri provisoire C5 : insuffisance de tentes, de vivres et des non vivres R5 : Faire recours au Ministère de la Solidarité Nationale, les Droits de l'Homme et du Genre</p>				

Contingence 4 : INONDATIONS ET FORTES PLUVIOMETRIE.

Scénario du meilleur cas	Durant les périodes de forte pluviométrie (novembre-décembre et mars-avril), des cas d'inondations sporadiques sont enregistrés mais avec des dégâts mineurs.
Scénario le plus probable	Durant les périodes de forte pluviométrie (novembre-décembre et mars-avril), les fortes pluies provoquent l'inondation dans les zones de la plaine de l'Imbo et dans les marais des plateaux centraux (Gitega, Karusi, Ngozi et Kayanza) ainsi que des cas d'éboulement dans la région de la crête Congo Nil. Des dégâts sur quelques habitations des agglomérations dans la plaine de l'Imbo y compris les quartiers périphériques de la ville sont enregistrés avec quelques ménages temporairement déplacés. En même temps les cultures des marais non ou mal aménagés des plateaux centraux sont détruites. Dans la région de la crête Congo Nil, les cas de glissements de terrains restent limités avec des dégâts mineurs. L'administration et les partenaires de proximité suivent de près la situation et arrivent à mobiliser des ressources indispensables pour assister les plus vulnérables (Vivres et non vivres).
Scénario du pire cas	Durant les périodes de forte pluviométrie (novembre-décembre et mars-avril), les fortes pluies occasionnent simultanément des cas d'inondation et de glissement de terrain avec au passage plus d'un millier de ménages sans abris et sans ressources alimentaires. Environ 20.000 ménages sérieusement affectés dont 1000 ménages sont sans abris dans la plaine de l'Imbo et doivent être installés temporairement sur un site non inondé avec besoin d'accès aux autres ressources fondamentales (Eau, assainissement, vivres, non vivres) et sont à risque d'épidémies. Les 20.000 ménages dans la plaine de l'Imbo et dans les zones des plateaux centraux ont perdu la totalité de leur récolte dans les marais et ont besoin d'une assistance alimentaire et en semences.

Scénario du pire cas :	Indicateurs/ Eléments déclencheurs	Conséquences humanitaires potentielles / besoins	Population affectée (nbre)/ Localisation	Acteurs disponibles	Contraintes /Facteurs aggravants
	<p><u>Indicateurs</u></p> <ul style="list-style-type: none"> -Habitations détruites -Marais/sites inondés -Populations déplacées -Eboulements de terrains -Crues sur les rivières Kajeke, Mpanda, Nyabagere, Ruvubu, rusizi, Mugere,... 	<p><u>Conséquences</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Dégâts humains (accidents) -Destruction des cultures -Déplacements des ménages -Destructions des infrastructures (routes, canaux d'irrigations,...) et des habitations -Sites temporairement non accessibles et non viables 	<p><u>Localisations</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Provinces de -Bujumbura -Bubanza -Cibitoke -Ngozi -Kayanza -Karusi 	<ul style="list-style-type: none"> - PFN -Mini Solidarité - MinAgri - Administrations locales -PAM -UNICEF -FAO -OMS UNHCR 	<p><u>Contraintes</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Difficultés d'identification et de viabilisation des sites d'installation en cas d'urgence - Insuffisance de stocks de vivres et non vivres pour les grandes urgences -difficulté de coordination
	<p><u>Éléments déclencheurs</u></p> <p>Des journées voire des semaines de fortes pluies</p>	<p><u>Besoins</u></p> <ul style="list-style-type: none"> -sites d'installation viables avec accès à l'eau et à assainissement - Transport et soins des blessés -vivres, médicaments, DMU-SSR - Données socio- démographiques des sinistrés (UNPFA / HCR -Abris (shittings, perches, etc.) -semences pour la saison suivante -Combustibles 	<p><u>Nombre populations affectées</u></p> <p>20.000ménages sont particulièrement affectés et doivent être secourus dans les meilleurs délais (dont 1.000 dans l'Imbo sont sans abris)</p> <p><u>Seuil d'alerte</u> Quartiers et/ou exploitations complètement inondés.</p> <p><u>Seuil d'activation</u> 5.000 personnes déplacées</p>	<ul style="list-style-type: none"> -CARITAS - MSF -ONGS locales -CRB 	<ul style="list-style-type: none"> -identification des plus nécessaires <p><u>Facteurs aggravants</u></p> <ul style="list-style-type: none"> -Marais non aménagés -Collines non protégés sans dispositifs antiérosifs -Constructions anarchiques -Exploitations anarchiques des terrains sans respect des normes environnementales

Scénario du pire cas	<p>Hypothèses de planification, contraintes et réponses</p> <p>H1 : Identifier les sites et construire des abris pour les sinistrés sans abris (+/-1000 ménages) C1 : Insuffisance des sites viables et des matériaux de construction R1 : Sensibiliser l'administration locale et les services techniques pour l'identification des sites et la mobilisation de matériaux locaux et mobiliser des ressources supplémentaires pour les abris.</p> <p>H2 : Apporter des vivres et non vivres aux ménages sinistrés (+/- 20.000menages) C2 : insuffisance de vivres et de non vivres dans les stocks d'urgence R2 : Mobiliser les partenaires pour disponibiliser des stocks en suffisances</p> <p>H3 : Assister en eau et assainissement des sites (latrines) C3 : Absence de l'eau sur les sites R3 : Mobiliser les partenaires pour alimenter les sites en eau et doter éventuellement les sites de toilettes mobiles</p> <p>H4 : Assister les ménages sinistrés en semences C4 : Pas de stocks de semences d'urgence dans le pays R4 : Mobiliser les fonds et activer rapidement les mécanismes d'acquisition des semences</p>
-----------------------------	---

Contingence 5 : TERRORISME

Scénario du meilleur cas	Depuis quelques temps des éléments suspects sont repérés dans certains endroits de la ville. Des rafles sont organisées par les forces de sécurité et des éléments affiliés au mouvement Al Shabaab sont arrêtés et des documents en rapport sur l'attaque sont saisis.				
Scénario du cas le plus probable	Deux éléments membres du mouvement Al Shabaab se font exploser sur le parking du centre-ville ; trois personnes sont tuées sur le champ tandis cinq autres sont blessées dont deux grièvement. Les forces de l'ordre font bouclage de la ville tandis que d'autres font la fouille des lieux. Les morts et les blessés sont évacués et la situation est rétablie après trois heures.				
Scénario du pire cas	Plusieurs lieux publics de la capitale sont attaqués par des terroristes au même moment, causant des dégâts matériels et humains importants. Le réseau de communication est interrompu, les hôpitaux sont débordés de telle manière que la capacité nationale de réponse se retrouve être dépassée.				
Scénario du pire cas :	<u>Indicateurs</u>	<u>Conséquences humanitaires potentielles</u>	<u>Amplitude</u>	<u>Acteurs disponibles</u>	<u>Contraintes</u>
	Infiltration des	– Pertes de vies humaines			-Insuffisance du matériel

	<p>personnes suspectes, des tracts et des menaces téléphoniques</p> <p>Attaque dans les pays impliqués dans l'AMISOM</p> <p><u>Éléments déclencheurs</u></p> <p>Présence de l'armée burundaise dans l'AMISOM</p>	<ul style="list-style-type: none"> – Séparation des familles et enfants non accompagnés – Destruction des infrastructures – Epuisement des stocks de médicaments – Déplacement massif de la population – Interruption du réseau communication – Le trafic aérien est momentanément suspendu – pillage <p><u>Besoins</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Élément de protection avec matériel adapté ; - Equipe de tireurs d'élite et d'intervention rapide ; - Matériel de protection et de détection ; - Aménagement des abris et sites d'accueil des blessés ; - Evacuation des morts et des blessés ; - Equipe de secouristes - Denrées alimentaire, médicaments, eau, 	<p>La capitale</p> <p><u>Localisation</u></p> <p>Le centre-ville de Bujumbura</p> <p><u>Effectif de la population</u></p> <p>100.000 personnes affectées de près ou de loin,</p>	<p>PFN</p> <p>Ministère de la Santé</p> <p>Ministère de la Sécurité publique</p> <p>Ministère de la Défense</p> <p>Ministère de la Solidarité</p> <p>Ministère de l'Intérieur</p> <p><u>Partenaires</u></p> <p>CRB</p> <p>Nations Unies (BNUB, OHCHR, UNHCR, ...)</p> <p>Ambassades (USA,...)</p> <p>ONGs- urgence</p>	<p>approprié ;</p> <p>Coordination ;</p> <ul style="list-style-type: none"> -Insuffisance des effectifs pour contenir l'espace ; -Gestion des curieux ; -Insuffisance des structures de soins et du personnel soignant, médicaments et équipements <p><u>Facteurs aggravants</u></p> <ul style="list-style-type: none"> -Pillage dans les ménages et magasins -Coupure du réseau téléphonique et éclairage -Pénurie de carburant -Pénurie de produits de premières nécessités
<p>Scénario du pire cas :</p>	<p>Hypothèses de planification, contraintes et réponses</p> <p>H1 : Etablir le périmètre de sécurité C1 : Insuffisance du personnel R1 : Demander le renfort</p> <p>H2 : Recherche et sauvetage des victimes C2 : Insuffisance du personnel qualifié et matériels adaptés R2 : Faire appel aux renforts et aux spécialistes</p>				

	<p>H3 : Subvenir aux moyens de premières nécessités, Soigner les blessés et inhumer les morts C3 : Insuffisance de moyens de premières nécessités, du personnel et des médicaments et du matériel R3 : Mobiliser les moyens humains, matériels et les médicaments</p> <p>H4: relancer les activités pour les services minima C4 : Insuffisance d'infrastructures et du personnel R4 : recruter et/ou réquisitionner le personnel et louer les immeubles</p>
--	---

Contingence 6 : INSECURITE ALIMENTAIRE

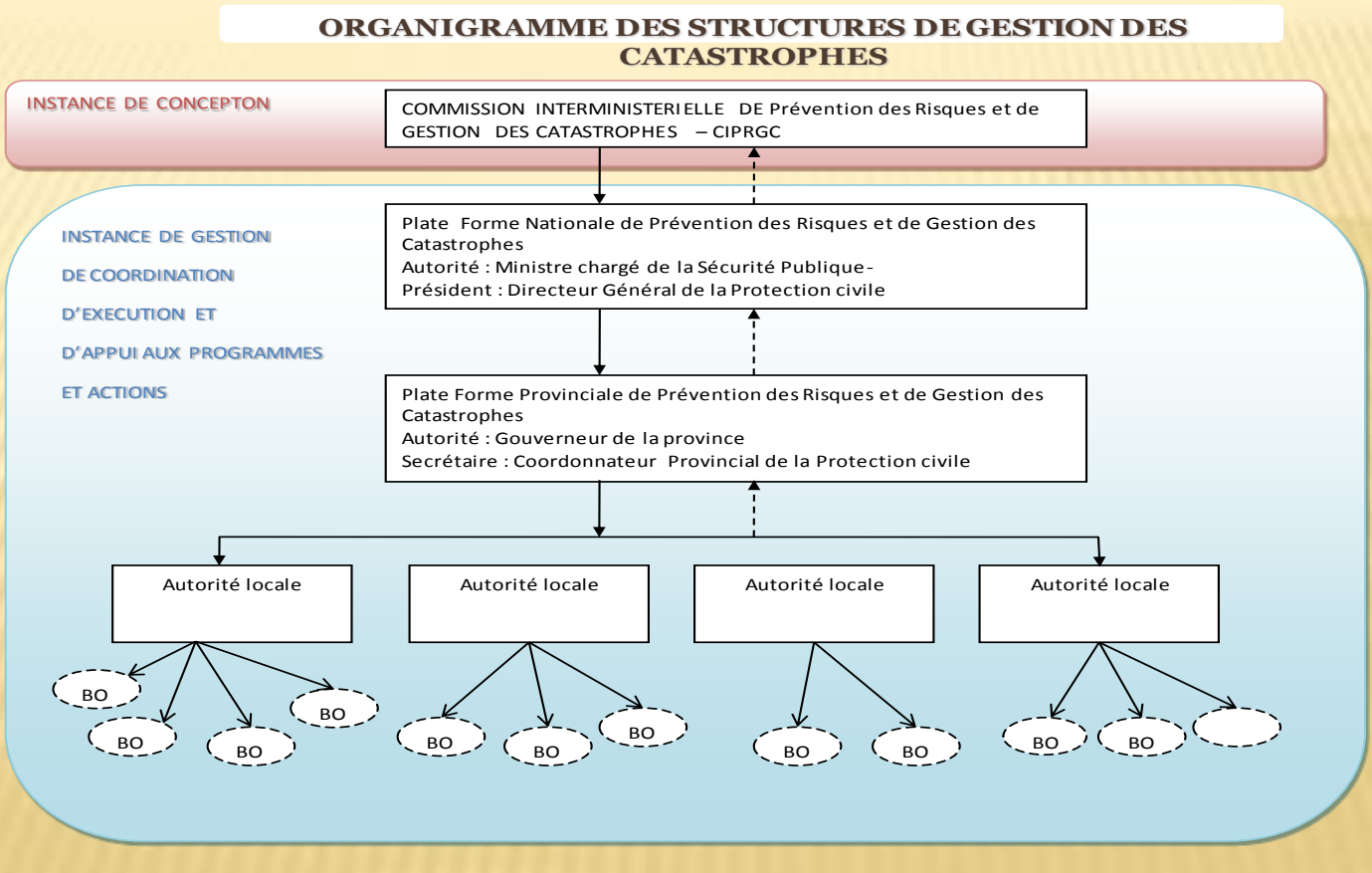
Scénario du meilleur cas	La population de 4 Provinces de l'Est du Pays est touchée d'une disette les mois d'Octobre – Novembre 2013 ; néanmoins grâce à la vigilance de la population locale, de l'administration et des ONG qui sont intervenus à temps, aucun dégât n'est à déplorer.
Scénario le plus probable	La population des 4 Provinces de l'Est du Pays a été touchée d'une disette les Mois d'Octobre – Novembre 2013 ; 50% des ménages ont été touchés ; on observe un déplacement de quelques familles vers d'autres provinces, des récoltes sur pieds et le petit bétail et quelques abandons scolaires sont observés. L'administration et quelques partenaires sont au courant de la situation et des mesures immédiates viennent d'être arrêtées.
Scénario du pire cas	La population de 4 Provinces de l'Est du Pays a été touchée d'une disette les Mois d'Octobre – Novembre 2013 ; 85% des ménages ont été touchés. Les faits suivants sont observés : Des cas de vols dans les champs, plus de 60% de la population active est partie vers les pays voisins et dans les autres provinces voisines, 60 cas de décès enregistrés en un seul mois surtout chez les enfants et les personnes âgées. Des cas de malnutritions se sont accentués. Tout le bétail et les semences ont été vendus et consommés.

Scénario du pire cas :	Indicateurs/ Eléments déclencheurs <u>Indicateurs</u> -Taux élevé d'abandon scolaire (40/100) -Vente accélérée des biens productifs -Cas de vols dans les champs -Cas de malnutrition -Consommation des semences - Vente du bétail -Cas de migrations	Conséquences humanitaires potentielles / besoins <u>Conséquences</u> -malnutrition sévère -perte des vies humaines -mouvement des populations -maladies carencielles	Population affectée (nbre)/ Localisation <u>Localisations</u> Provinces de -Rutana -Ruyigi -Cankuzo -Muyinga	Acteurs disponibles -Gouvernement -PAM -UNICEF -FAO -CARITAS - MSF -ONGs locales -CRB	Contraintes /Facteurs aggravants <u>Contraintes</u> -insuffisance de vivres dans les stocks d'urgence -difficulté de coordination -identification des plus nécessiteux
	<u>Éléments déclencheurs</u> -Sécheresse - Inondations ou pluies torrentielles - Grêle sur de grandes étendues - Mouvement de terre (érosion, glissement de terrain,..) -Inflation des prix de consommation - Chute de la production agricole et animale	<u>Besoins</u> -vivres, médicaments -semences pour la saison suivante -cantines scolaires -Bois de chauffage	<u>Nombre populations affectées</u> 1.200.000 personnes 60 cas de décès en un mois (enfants, personnes âgées et vulnérables)		<u>Facteurs aggravants</u> -insuffisance des vivres sur les marchés -infrastructures routières impraticables -pénurie de carburants

Scénario du pire cas	Hypothèses de planification, contraintes et réponses H1 : Secourir toute la population touchée en lui apportant des vivres et non vivres ; médicaments et semences. C1 : insuffisance de vivres dans les stocks d'urgence R1 : recourir à l'achat des vivres sur les marchés locaux et dans les pays voisins H2 : Distribuer les semences sélectionnées et adaptées C2 : Insuffisance des stocks de semences sélectionnées R2 : Mobiliser les partenaires pour fournir des semences H3 : Assister les malnutris C3 : Insuffisance des centres nutritionnels R3 : Mobiliser les partenaires spécialisés dans l'assistance des malnutris H4 : Activer les moniteurs agricoles dans l'encadrement vers la rentabilisation de la production C4 : Manque de moyens financiers et ressources humaines R4 : Mobiliser les fonds
-----------------------------	---

MECANISMES GENERAL DE COORDINATION ET GESTION DES OPERATIONS

4.1 Schéma de montage institutionnel national de coordination



Note bien : BO signifie base opérationnel

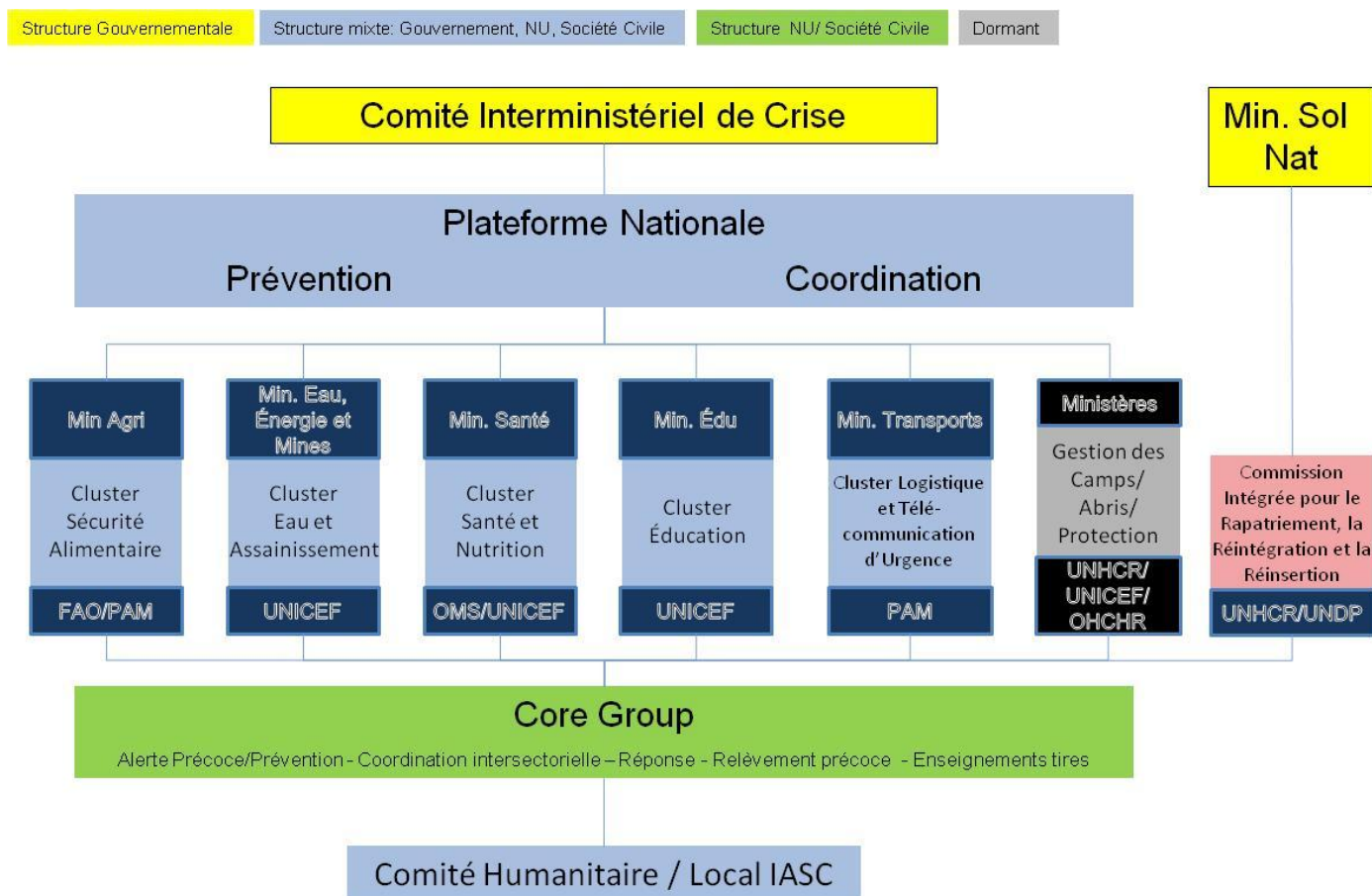
Le Président de la Plate-forme Nationale coordonne toutes les activités en matière de Prévention des Risques et de Gestion des Catastrophes. Il entretient un cadre de consultations permanentes avec tous les intervenants dans ce domaine :

- Les Comités Techniques établis au sein des Ministères ;
- Les Etablissements publics ;
- Les Plates-Formes Provinciales de Prévention des Risques et de Gestion des Catastrophes ;
- Les Plates-Formes Communales de Prévention des Risques et de Gestion des Catastrophes ;
- Les Agences du système des NU ;
- Le Secteur Privé ;
- Les confessions religieuses ;
- La Société Civile ;
- Les ONGs ;

Les interventions aux différents niveaux se font selon un processus d'intensification d'après lequel le niveau directement hiérarchique n'intervient que sur demande formulée quand les capacités de réponse du niveau inférieurs avèrent insuffisants ou inefficaces.

L'appel à la Communauté internationale est fait par le 1^{er} Vice-Président de la République quand les capacités nationales de réponse sont dépassées.

4.2 Schéma de coordination sectorielle des crises



En cas de désastre naturel ou en cas d'urgence complexe, lorsque la capacité de la commune ou province est dépassée, le leadership de la coordination intersectorielle revient à la direction de la Plate-forme Nationale de Gestion et Réduction des Catastrophes/PNGRC (voir tableau ci-dessus) à travers la cellule de crise, appuyée notamment par le Bureau du Coordonnateur Humanitaire, la Croix-Rouge du Burundi, la protection civile et les clusters. La cellule de crise aura comme chef de file le « Ministère de tutelle » selon la nature de la catastrophe et le mandat dudit Ministère. Le Ministère de tutelle sera désigné par le gouvernement selon la nature de la catastrophe. Le bureau du Coordonnateur Humanitaire appuyé par le cluster lead ayant un mandat correspondant viendra en soutien à l'action du Gouvernement et de la Plateforme Nationale de Gestion et Réduction des Catastrophes.

Avec la configuration actuelle du Gouvernement, le Ministère de Tutelle en cas de retour des réfugiés sera le Ministère de l'Intérieur, en cas de catastrophe naturelle le Ministère de Tutelle sera le Ministère de la Solidarité Nationale, en cas de déplacement interne le Ministère de Tutelle sera le Ministère de la Solidarité Nationale, en cas d'attaque terroriste, le Ministère de Tutelle sera le Ministère de la Sécurité Publique, en cas de crise épidémique le Ministère de Tutelle sera le Ministère de la Santé Publique etc...La cellule de crise sera soutenue par les clusters.

Du côté des agences humanitaires le « **Groupe Intégré de Préparation et Réponse aux Urgences (GIPRU ou Core Group en anglais)** », constitué des responsables de groupes à responsabilité sectorielle au niveau technique (clusters leads), des ONGs internationales et du Mouvement de la Croix Rouge et se réunira régulièrement pour s'assurer, inter alia, la coordination inter-cluster et l'intégration des thèmes transversaux dans la réponse.

La déclaration d'une urgence qui nécessiterait l'activation du plan de contingence national est du ressort du Gouvernement en consultation avec le Coordonnateur Humanitaire et le Comité

Humanitaire (qui réunit les chefs d'agences opérationnelles ONU, des représentants du CICR et des ONGs internationales).

MECANISMES DE MOBILISATION DES RESSOURCES

5.1 Aperçu du système de financement

Des fonds exceptionnels sont débloqués par le Gouvernement pour appuyer les départements ministériels clés en matière de PRGC et les régions sinistrées. Quelques structures intervenant dans la réponse aux urgences sont subventionnées par l'Etat. En dépit des efforts déployés par le Gouvernement, la tendance à dépendre des aides et financements extérieurs pour les secours d'urgence est encore marquée.

Au Burundi, les sources de financement dans le domaine de la Prévention des Risques et de la Gestion des Catastrophes ne sont pas structurées, ni prédéfinies. Quelques modestes financements sont rarement octroyés pour les secours d'urgence.

Les ressources des phases pré catastrophes : la prévention et l'atténuation sont quasi inexistantes et sont dépendantes des projets financés par les bailleurs de fonds. Ces ressources proviennent souvent des aides et dons en nature ou en espèce.

Il faudrait noter que les fonds alloués aux activités de rétablissement et de reconstruction s'avèrent nettement insuffisants par rapport aux dégâts enregistrés en cas de survenue d'une catastrophe.

Différents ministères techniques mobilisent leurs propres ressources pour apporter la réponse aux urgences.

Il serait important de s'assurer que les ressources limitées disponibles sont investies de manière à maximiser leurs impacts. Aussi, la coordination et la complémentarité des divers projets et programmes doivent être un principe de base dans l'utilisation des fonds nationaux et internationaux.

Quelques défis financiers.

- 1) Les dépenses sont mobilisées par le gouvernement à chaque apparition de catastrophes.
- 2) La faiblesse du budget national peut également expliquer l'absence d'une ligne budgétaire pour la Réduction des Risques de Catastrophes.
- 3) La majorité des localités ne disposent pas de ressources financières suffisantes pour les activités de secours.
- 4) Les faibles revenus associés à l'absence de la culture du risque s'ajoutent à la non disponibilité des services d'assurance contre les risques de catastrophes.
- 5) L'insuffisance des frais de fonctionnement des Plates formes de PRGC.

5.2 Mécanismes de financement durables

Des ressources propres internes devraient être programmées dans le Budget National. Néanmoins, ces ressources sont limitées et ne permettent pas au Gouvernement de couvrir les besoins liés à l'ampleur des catastrophes. L'Etat est obligé de mobiliser ponctuellement un budget additionnel. Pour pouvoir répondre

efficacement et dans un délai limité, les structures en charge de la Prévention des Risques et de la Gestion des Catastrophes devraient disposer d'un fonds dénommé « Fonds Spécial de PRGC »⁶.

Aux ressources financières provenant du budget ordinaire de l'Etat s'ajoutent les financements du secteur privés, des sociétés d'assurance et des aides extérieures.

Les mécanismes financiers encouragent les acteurs aux différents niveaux à:

- Développer des mécanismes de prévention des risques de catastrophes
- Définir clairement les objectifs de chaque phase de gestion des risques de catastrophes
- Réagir rapidement à toute urgence et coordonner l'intervention pour minimiser l'impact des catastrophes.

5.3 Mobilisation des ressources financières additionnelles

- Les aides humanitaires : Des fonds d'urgence peuvent être actives a travers le Bureau du Coordonnateur Résident des Nations Unies (Fonds CERF), le Secrétaire General de la Croix Rouge du Burundi (DREF) ou encore à travers les consortiums d'ONGs internationales, les Ambassades et les coopérations multilatérales.
- Les contributions du secteur privé : Le Gouvernement peut solliciter les acteurs privés pour contribuer à la réponse aux urgences.

⁶ Le détail sur le mécanisme de gestion du Fonds Spécial de PRGC est présenté en annexe.
Plan de Contingence National – Octobre 2013

6. PLANS DE PREPARATION ET DE REPONSE GLOBAUX

6.1. Grandes lignes du plan de préparation global pour les six contingences:

- Renforcer les **mécanismes d'Alerte précoce** par type de risques potentiels identifiés et des **mécanismes de coordination** à travers l'appui de la Plate Forme Nationale et mettre en place les organes du Plan d'Organisation de la Réponse de Sécurité Civile (PLAN ORSEC) ;
- Mettre en place des **fiches d'évaluation multirisques**, formation des équipes de réponses et promotion des clusters ;
- Aménager les **sites d'accueil** et constituer les **stocks de réserves** en vivres, non vivres et des produits de santé ;
- **Renforcer les capacités** des forces de sécurité ; Evaluer et renforcer les capacités de tous les acteurs à travers les formations, appui en ressources humaines, matérielles et financières ;
- Assurer la disponibilité des **moyens logistiques, financiers et techniques** nécessaires pour la gestion des urgences ;
- Mettre en place des **outils d'Information, Education et Communication** pouvant servir dans la mobilisation de la population pour la promotion de la résolution pacifique des conflits ;
- Organiser des **exercices de simulation** pour vérifier l'efficacité des dispositions prises et des capacités d'action des organes de gestion de la réponse au niveau national afin d'y apporter des corrections éventuelles.

6.2 Grandes lignes du plan de réponse global pour les six contingences :

- Activer le Plan ORSEC : les mécanismes d'alerte précoce, les cadres et mécanismes de gestion internes établis au niveau national pour faire face aux urgences ;
- Organiser une réunion d'urgence de tous les intervenants en matières des urgences surtout tenant compte de tous les clusters ;
- Mener une évaluation rapide de la situation, des besoins et du degré d'organisation et de cohésion sociale des populations affectés par tous les acteurs en vue de déterminer l'action humanitaire en faveur des enfants, des femmes et des autres catégories plus vulnérables ;
- Identifier les sites d'accueil et entrepôts de vivres et non-vivres ;
- Assister les victimes pour satisfaire les besoins vitaux et transférer les blessés vers les structures sanitaires proches;
- Installer les sinistrés dans les sites d'accueil ;
- Protéger les sites d'accueil et promouvoir les conditions d'hygiène et d'assainissement ;
- Assurer l'intégration effective de tous les éléments du DMU-SSR⁷ dans les interventions d'urgence ;

⁷ Dispositif Minimum d'Urgence en Santé Sexuelle et Reproductive
Plan de Contingence National – Octobre 2013

- Aménager les espaces récréatifs pour l'éveil, la stimulation et le développement de l'enfant ainsi que l'adoption des mécanismes qui permettent la poursuite de la scolarisation des enfants affectés ;
- Mobiliser auprès des partenaires des ressources opérationnelles pour les distributions des vivres et non vivres et l'appui matériels aux structures de santé par la fourniture des médicaments consommables et matériels médicaux et chirurgicaux, y compris les kits DMU-SSR ;
- Promouvoir la restauration de la confiance entre les parties prenantes en conflits à travers les dialogues et la concertation ;
- Assurer la réhabilitation, la reconstruction et la réinsertion des populations sinistrées.

6.3. Plans de préparation par acteur

Contingence 1: Conflits sociaux

Acteurs	Objectif et bénéficiaires	Axe de réponse	Activités	Qui ? Responsable	Ressources à mobiliser (FBU)
Ministère de l'intérieur (Chef de file)	-Pacifier la population et Coordonner les activités. -réconcilier les parties prenantes	-Ramener le calme et Normaliser la situation	-Préparer les réunions de pacifications et de rétablissement de l'autorité à la base -Mise en place des comités de crise	-les Gouverneurs et le Ministre de l'intérieur et de la sécurité publique -Plateformes Nationales et Provinciales	22.000.000
-Ministère de la sécurité publique	-Arrêter les hostilités, protéger et assurer la sécurité de la population et leurs biens -Sauver les vies humaines et prévention d'autres catastrophes	-Restaurer la paix, rétablir l'ordre et normaliser la situation -Sauvetage	- Créer une équipe pour sécuriser les sites de déplacés et les infrastructures économiques et financières. -Mettre en place une équipe des secouristes -S'assurer de la disponibilité des ambulances et équipements de secours -Mettre en place des plans d'évacuation des victimes aux structures de soins, de transport des cadavres vers les morgues -Mettre en place des plans de distribution de l'eau dans les camps des déplacés	-Ministre de la sécurité publique (DG. Police nationale et DG. Protection civile)	100.000.000
-Ministère de la santé publique	-Sauver les vies humaines	- Assurer la disponibilité des médicaments et le personnel soignant -Réduire les cas des décès	-Préparer l'évacuation des blessés - Préparer la construction et équipement des centres de traitement d'urgence -Plaider auprès des partenaires pour le soutien selon les domaines d'intervention	-Ministère de la Santé et de Lutte contre le SIDA -Médecins Provinciaux	50.000.000

Ministère de la solidarité	-Sauver les vies humaines	- Subvenir aux besoins vitaux	Mettre en place des mécanismes d'Accueil et orientation des sinistres et d'Identification des bénéficiaires Préparer des missions d'évaluation des besoins	- Cabinet du Ministère - PARESI	
- Croix-Rouge.	-Soulager les souffrances des vulnérables	-Secourir les victimes	- Assurer la disponibilité/Inventorier le matériel, équipement et personnel de secours disponible --Former et recycler les secouristes et les brigadiers d'urgence - Recenser la capacité des structures de soins et préparer un schéma d'évacuation rapide des blessés et enterrement des morts - Assurer le prépositionnement des bladders et la disponibilité des camions citerne et matériel de désinfection; - Mettre en place un dispositif de recherche et réunification familiale.	-Secrétaire général de la croix –Rouge Tél : 22217080	80.000.000
- Ministère de l'éducation	-Assurer la continuité de l'enseignement des enfants	-Continuer la scolarisation des enfants	-Créer les espaces pour les classes mobiles -Mener un plaidoyer pour du kit scolaire -Recruter les enseignants -Protéger les infrastructures et les équipements scolaires	- Cabinet du Ministre -DPE, DCE	30.000.000
-Ministère de la communication.	-Informer le publique et les humanitaires sur la situation	-Contribuer à l'apaisement de la situation par des messages	-Préparer des plans de collecte et de diffusion des informations	- Cabinet du Ministre	10.000.000
Ministère de l'agriculture	-assurer la sécurité alimentaire	- Diminuer les cas d'insécurité alimentaire	- Mettre en place un mécanisme d'approvisionnement et de distribution de semences et petit élevage aux déplacés réinstallés dans les nouvelles zones	- Le cabinet du Ministre	

<p>- les Institutions nationales et ONG internationales</p>	<p>-Survenir aux besoins de première nécessité de la population</p>	<p>-Diminuer les cas des décès - Assurer la sécurité alimentaire -Assurer la continuité de l'enseignement -Calmer les esprits des personnes affectées</p>	<p>-Préparer une assistance en vivres - Assurer la logistique et transport des déplacés, des vivres et non vivres - Préparer les sites d'accueil des déplacés, abris et non vivres - Activer l'approche inter-agence d'assistance PDI (cluster) - Assurer eau et assainissement sur les sites des déplacés - Préparer la distribution des semences et matériel agricole - Préparer la distribution des médicaments, l'installation de centre de traitement d'urgence. - Préparer la distribution des kits scolaires. - Télécommunication / IT - Préparer les plans de sécurité</p>	<p>-PAM ; Caritas - PAM, IRC, HCR - HCR, UNICEF, PNUD, IRC - UNICEF - FAO -MSF -UNICEF/ HCR -PAM/UNICEF/ BINUB - UNDSS</p>	<p>150.000.000</p>
---	---	---	---	---	--------------------

Contingence 2 : Afflux massif des populations

Acteurs	Objectif et bénéficiaires	Axe de réponse	Activités	Qui ? Responsable	Ressources à mobiliser (FBU)
PFN	Gérer d'une façon efficace la catastrophe Bénéficiaires : les populations qui arrivent	Répartition des tâches des équipes sectorielles	-Sensibiliser et Organiser les intervenants au plan de préparation aux urgences - Tenir des réunions de coordination - S'assurer du travail des groupes sectoriels - Informer sur la situation	Président du PFN	0
Administration locale (gouverneur de province)	Accueillir les populations qui arrivent dans la dignité humaine	Installation des populations qui arrivent	-Identifier des sites d'accueil -Préparer des plans de mobilisation rapide des partenaires locales et les communautés -Assurer le Relais avec les services techniques-	Les Gouverneurs	1 140 000
Mini Santé	Sauver les vies des populations qui arrivent	Maitriser les cas de maladies qui peuvent surgir	- Préparer l'installation des centres de soins temporels - Préparer les outils d'identification des malades - Préparer l'assistance médicale des populations qui arrivent -Prévention, Consultation et administration des soins	Cabinet du Ministre de la Santé publique	50000000
Ministère de la Sécurité Publique	Assurer la sécurité et les premiers secours des populations	Sécurité total des populations ; sauver les vies des victimes	- Assurer la disponibilité des policiers et le matériel de secours sur les sites d'accueil - Mettre en place des mécanismes d'urgence d'Autorisation de l'accès au territoire et d'octroi de permis de séjour temporel	D G PNB D G PC	1 000 000
CRB	Alléger les souffrances de la population	Sauver les vies des populations qui arrivent	-- Assurer la disponibilité/Inventorier le matériel,équipement et personnel de secours disponible --Former et recycler les secouristes et les brigadiers d'urgence - Recenser la capacité des structures de soins et préparer un schéma d'évacuation rapide des blessés -Assurer la disponibilité et entretenir les camions citernes et bladders	Secrétaire Général de la Croix Rouge Tél : 22217080	55.000.000
- les Institutions et ONG	-Subvenir aux besoins de première nécessité	-Diminuer les cas des décès	- Préparer une assistance en vivres	-PAM ; Caritas - PAM, IRC, HCR	

nationales et internationales	de la population	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer la sécurité alimentaire - Assurer la continuité de l'enseignement - Calmer les esprits des personnes affectées 	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer la logistique et transport des déplacés, des vivres et non vivres - Préparer les sites d'accueil des déplacés, abris et non vivres - Assurer eau et assainissement sur les sites de déplacés - Préparer la distribution des semences et matériel agricole - Préparer la distribution des médicaments, l'installation de centre de traitement d'urgence. - Préparer la distribution des kits scolaires. - Télécommunications / IT - Préparer les plans de sécurité 	<ul style="list-style-type: none"> - HCR, UNICEF, PNUD, IRC - UNICEF - FAO - MSF - UNICEF/ HCR - PAM/UNICEF/ BINUB - UNDSS 	
-------------------------------	------------------	--	--	---	--

Contingence 3 : Incendie et accidents technologiques

Acteurs	Objectif et bénéficiaires	Axe de réponse	Activités	Qui ? Responsable	Ressources à mobiliser (FBU)
Protection civile	Réduire les impacts pour 1500 personnes	Eteindre le feu	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer la disponibilité, les camions Anti-incendie et les ambulances -Equiper les sapeurs pompiers en matériels - Rendre disponible et fonctionnel les équipements/matériel -Former et recycler les sapeurs-pompiers -Sensibiliser la population sur le système d’Alerter précoce -Installer les sites de munitions et engins explosifs en dehors des agglomérations urbaines - Organiser des exercices de simulations 	DGPC/DPOS Tél : 22236225	5.000.000
Croix -Rouge Burundi	Réduire les impacts pour 1500 personnes	Secourir les victimes	<ul style="list-style-type: none"> -Former et recycler les secouristes et les brigadiers d’urgence -Constituer et réapprovisionner les troussees en consommables -Assurer la disponibilité et entretenir les camions citernes -Identifier les sources d’approvisionnement -Améliorer le système d’alerte précoce -Sensibiliser la population sur la culture du risque 	Secrétaire Général de la Croix Rouge Tél : 22217080	PM
Direction générale de la police nationale du Burundi	Réduire les impacts	Promouvoir les connaissances des policiers en matière de sécurisation des lieux du sinistre	<ul style="list-style-type: none"> -Renforcer les capacités des policiers - Rendre disponible un stock d’équipement et du matériel 	Chef BIOT	PM
Force de défense nationale (G3)	Réduire les impacts	Sécuriser les stocks de munitions	<ul style="list-style-type: none"> -Renforcer les capacités des armuriers 	Commandants des camps militaires	PM
MINI SANTE	Réduire les impacts	Sauver les vies humaines	<ul style="list-style-type: none"> -Recruter et former le personnel soignant -Rendre disponible un stock de matériel et de médicaments 	Médecin provincial	PM
AUTORITE DE L’AVIATION CIVILE	Réduire l’impact	Eteindre le feu	<ul style="list-style-type: none"> -Renforcer les capacités des sapeurs pompiers -Assurer la disponibilité le matériel anti-incendie 	Directeur Général	35.000.000 et 15.000.000 disponible
ADMINISTRATI ON	Réduire les impacts	Coordonner les acteurs	Mobiliser la population	Gouverneur	PM
MASS-	Réduire les impacts	Informers le public sur le	Sensibiliser la population sur les engins explosifs	Directeur Général	PM

MEDIAS		danger de la mauvaise conservation des explosifs	Mettre en place une stratégie de communication	de la RTNB, Radios privées	
CARITAS	Réduire les impacts	Distribuer les vivres	Constituer les stocks des vivres	Représentant de la Caritas	350.000.000 avec 45.000.000 disponible
MSF	Réduire les impacts	Soins d'urgence	Assurer la disponibilité du matériel et les médicaments Préparer l'installation de centre de traitement d'urgence.	Représentant de MSF	355.000.000 avec 55.000.000 disponible
PAM	Réduire les impacts	Assistance alimentaire d'urgence	Préparer une assistance en vivres d'urgence Apprêter les outils d'évaluations rapides des besoins d'urgence	Représentant du PAM	550.000.000 avec 150.000.000 disponible
FAO	Réduire les impacts	Assistance en semences (Réhabilitation)	- Préparer la distribution des semences et matériel agricole aux sinistres	Représentant du FAO	6500.000.000 avec 150.000.000 disponible
UNICEF	Réduire les impacts	Assistance scolaire matériel scolaire	Préparer la distribution du matériel scolaire aux écoliers	Représentant de l'UNICEF	PM
Ministère de la solidarité	Réduire les impacts	Secours d'urgence	Constituer un stock stratégique pour les secours d'urgence (tôles, vivres et non vivres)	Cabinet du Ministre	PM

Contingence 4: Inondations et fortes pluviométries (Assistance urgente en vivres et non vivres pour 20.000 personnes dont 1.000 sans abris)

Acteurs	Objectif et bénéficiaires	Axe de réponse	Activités	Qui ? Responsable	Ressources à mobiliser, (FBU)
PFN (Coordination)	Gérer la coordination technique et efficacement la catastrophe Bénéficiaires : 100.000 personnes	Répartition des tâches des équipes sectorielles	<ul style="list-style-type: none"> - Tester le plan ORSEC, Sensibiliser et Organiser les intervenants au plan de préparation aux urgences -Mettre en place une stratégie de mobilisation des fonds - Tenir des réunions de coordination - S'assurer du travail des groupes sectoriels - Informer sur la situation 	Président du PFN	?
Administration locale (gouverneur de province)	Identification des sinistrés et des sites de réinstallation	Identification et installation des bénéficiaires.	<ul style="list-style-type: none"> - En concertation avec les services techniques concernés identifier les sites viables pour accueillir les sinistrés -S'assurer de la disponibilité outils d'identification des sinistrés -Relais avec les services techniques 	Les Gouverneurs	?
Mini Solidarité (Chef de file)	Liste des bénéficiaires par catégories de vulnérabilité Assurer la coordination de l'assistance en vivres et non vivres en tenant compte des besoins spécifiques pour les plus vulnérables	Assistance en vivres et non vivres	<ul style="list-style-type: none"> - Valider les listes des vulnérables et spécifier les besoins par catégorie de vulnérabilité - Mobiliser les vivres et non vivres pour les sinistrés - Coordonner l'assistance 	Cabinet du Ministre de la solidarité	
Protection civile	Réduire l'impact pour 150.000 personnes	Eteindre le feu et assurer le secours à personne	<ul style="list-style-type: none"> - Déployer les équipes des sapeurs pompiers et des secouristes - Déployer les équipes d'artificiers - Assurer la disponibilité les camions Anti-incendie et les ambulances - Equiper les sapeurs pompiers en matériels - Rendre disponible et fonctionnel les équipements/matériel - Former et recycler les sapeurs-pompiers et les secouristes - S'assurer de la disponibilité des bouches et poteaux d'incendie 	DGPC/DPOS Tél : 22236225	
Mini Santé	Sauver les vies des populations qui arrivent	Maitriser les cas de maladies qui peuvent surgir	<ul style="list-style-type: none"> - Préparer les outils d'identification des malades -Prévention, Consultation et administration des soins 		
Ministère de l'agriculture	-assurer la sécurité alimentaire	- Diminuer les cas d'insécurité alimentaire	<ul style="list-style-type: none"> -Préparer les outils d'évaluation des besoins pour assurer la sécurité alimentaire - Mettre en place des mécanismes de collaboration avec les partenaires pour l'approvisionnement et de distribution de semences et petit élevage aux déplacés réinstallés dans les 	- Le cabinet du Ministre	

			nouvelles zones		
PAM	Pourvoir l'assistance alimentaire des sinistrés durant toute la période du sinistre (100.000 personnes pour 3 mois)	Sécurité total des populations ; sauver les vies des victimes	Préparer un approvisionnement et distribution en vivres Préparer l'appui à la logistique de transport	Représentant du PAM	1.350.000USD ⁸
HCR	Protection et l'assistance des populations qui arrivent	Fournir des abris aux populations qui arrivent	- Préparer les sites d'accueil des déplacés, abris et non vivres Assurer la logistique de transport des déplacés, des vivres et non- vivres	Représentant du HCR	
UNICEF	Hygiène et assainissement des sites		Préparer l'approvisionnement en eau et l'assainissement sur les sites de déplacés Préparer la distribution de matériel scolaire aux écoliers	Représentant de l'UNICEF	
FAO	Assistance en semences		Préparer la distribution des semences et matériel agricoles aux sinistrés	Représentant de la FAO	
MSF			Assurer la disponibilité du matériel et les médicaments Préparer l'installation de centre de traitement d'urgence. Préparer l'assainissement sur les sites	Représentant de MSF	
CRB	Monter les abris pour 1000 sinistrés Apporter les 1ers soins aux blessés et assurer leur transfert au milieu hospitalier	Assurer les premiers secours	- Former et recycler les secouristes et les brigadiers d'urgence -Assurer la disponibilité/Inventorier le matériel, équipement et personnel de secours disponible -Constituer et réapprovisionner les troussees en consommables -Assurer la disponibilité et entretenir les camions citernes -Identifier les sources d'approvisionnement -Améliorer le système d'alerte précoce -Sensibiliser la population sur la culture du risque	Secrétaire Général de la Croix Rouge Tél : 22217080	

⁸Estimation sur base de 0.15USD/per/jr durant 3 mois.
Plan de Contingence National – Octobre 2013

Contingence 5: Terrorisme

Acteurs	Objectif et bénéficiaires	Axe de réponse	Activités	Qui ? Responsable	Ressources à mobiliser, (FBU)
PFN	Réduire l'impact pour 150.000 personnes	Activer le Plan ORSEC et coordonner	<ul style="list-style-type: none"> - Tenir des réunions de coordination - S'assurer du travail des groupes sectoriels - Informer sur la situation - Tester le plan ORSEC, renforcer des capacités des acteurs, former les évaluateurs, activer les clusters et mettre en place une stratégie de mobilisation des fonds 	Président de la PFN Tél : 22241768	
Protection civile	Réduire l'impact pour 150.000 personnes	Eteindre le feu et assurer le secours à personne	<ul style="list-style-type: none"> - Déployer les équipes des sapeurs pompiers et des secouristes - Déployer les équipes d'artificiers - Assurer la disponibilité des camions Anti-incendie et les ambulances - Equiper les sapeurs pompiers en matériels - Rendre disponible et fonctionnel les équipements/matériel - Former et recycler les sapeurs-pompiers et les secouristes - S'assurer de la disponibilité des bouches et poteaux d'incendie 	DGPC/DPOS Tél : 22236225	
Croix -Rouge Burundi	Réduire l'impact pour 150.000 personnes	Secourir les victimes et évacuation des morts et des blessés	<ul style="list-style-type: none"> - Rendre disponible les secouristes et les brigadiers d'urgence - Constituer et réapprovisionner les troussees en consommables - Assurer la disponibilité et entretenir les camions citernes - Identifier les sources d'approvisionnement 	Secrétaire Général de la CRB Tél : 22217080	
Direction générale de la police nationale du Burundi (Chef de file)	Réduire les impacts	Promouvoir les connaissances des policiers en matière de sécurisation des lieux du sinistre	<ul style="list-style-type: none"> - Déployer les éléments bien équipés sur les lieux du sinistre - Renforcer les capacités des policiers - Rendre disponible un stock d'équipement et du matériel 	Chef BIOT	
Force de défense nationale (G3)	Réduire les impacts	Sécuriser les stocks de munitions	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les capacités des armuriers - déployer les renforts sur les lieux du sinistre 	Commandants des unités d'intervention	
MINI SANTE	Réduire les impacts	Sauver les vies humaines	<ul style="list-style-type: none"> - Rendre disponible le personnel soignant - Rendre disponible un stock de matériel et de médicaments 	Médecin provincial	
AUTORITE DE L'AVIATION CIVILE	Réduire l'impact	Eteindre le feu	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les capacités des sapeurs pompiers - Assurer la disponibilité du matériel anti-incendie 	Directeur Général	

MASS-MEDIAS	Réduire les impacts	Informers le public	- Mettre en place une stratégie de communication	Directeur Général de la RTNB, Radios privées	
CARITAS	Réduire les impacts	Distribuer les vivres	Constituer les stocks des vivres	Représentant de la Caritas	
MSF	Réduire les impacts	Sauver des vies humaines	Assurer la disponibilité du matériel et des médicaments Préparer l'installation	Représentant de MSF	
PAM	Réduire les impacts	Acheter les vivres	Préparer l'approvisionnement et la distribution des vivres d'urgence	Représentant du PAM	
Ministère de la solidarité	Réduire les impacts	secours d'urgence	Constituer un stock stratégique pour les secours d'urgence (tôles, vivres et non vivres)	Cabinet du Ministre	
Ambassade des USA	Réduire les impacts	Former à la lutte anti-terrorisme	Formation spécifique des intervenants Distribution du matériel et équipements anti-terroristes	Ambassadeur	
Mini FINANCES	Réduire les impacts	Relancer les activités pour les services minima	- Mettre en place des mécanismes de déblocage de fonds d'urgence - donner des crédits aux sinistrés	Cabinet du Ministre	
Ligues des droits de l'Homme	Réduire les impacts	Faire respecter les droits de l'Homme	- Protection des groupes vulnérables - recenser les cas de violation des droits de l'Homme - Faire des plaidoiries	Ligue Iteka, Sonera, OHCHR	

Contingence 6: Insécurité alimentaire

Acteurs	Objectif et bénéficiaires	Axe de réponse	Activités	Qui ? Responsable	Ressources à mobiliser (FBU)
PFN	Coordonner la réponse	Mobiliser les partenaires	Tester le plan ORSEC, renforcer des capacités des acteurs, former les évaluateurs, activer les clusters et mettre en place une stratégie de mobilisation des fonds	Président de la PFN	30.000.000
Ministère a la SOLIDARITE (chef de file)	Secours en vivres pour 120 000 personnes	Sensibiliser les partenaires et coordination de l'assistance	Réunir les partenaires Organisation et distribution	Ministre de la solidarité	3 600 000
PAM, CARITAS		Rendre disponible les vivres	Préparer l'approvisionnement et la distribution des vivres d'urgence	Représentant PAM, Coordonnateur national CARITAS	3 200 000 0
MINAGRIE		Suivi des distributions en semences	Préparer les mécanismes de suivi de la distribution et le monitoring	Ministre de l'agriculture	20.000.000
MINISANTE,	Secours en médicaments pour les personnes 500 atteintes par les maladies carencielles	Rendre Disponibles les équipes soignant et médicaments	- Identification des centres de soins et de prise en charge, - Prévoir l'affectation du personnel soignant et le stock des médicaments	Ministre de la santé Ministre de la santé	200.000.000 avec 160.000.000 disponible 600.000.000 avec 100.000.000 disponible
OMS,MSF, UNICEF		Rendre Disponibles les médicaments et les suppléments nutritionnels Former le personnel	- Prévoir un stock de médicaments, de suppléments nutritionnels - Former le personnel soignant	Représentant de l'OMS et d'UNICEF, Chef de mission MSF	OMS : 0 avec 20.000.000 disponible MSF : 0 avec 15.000.000 disponible UNICEF : 0 avec 40.000.000 disponible

MINEDUC	Créer et faire fonctionner 560 cantines scolaires	Rendre disponibles les locaux et le personnel	Identifier/réhabiliter les locaux Affecter le personnel Sensibiliser les parents et enseignants	Ministre de l'éducation	100.000.000
PAM		Donner de la nourriture a au moins la moitié des enfants de l'école primaire	Prévoir un stock de nourriture	Représentant PAM	0 avec 200.000.000 disponible
UNICEF		Rendre disponible l'eau potable	Préparer l'approvisionnement en eau potable dans les écoles	Représentant	0 avec 15.000.000 disponible
MINAGRIE, FAO, CARITAS	Fournir 1200 tonnes de semences de Maïs, 4900 tonnes de haricots et 600 000 Sachets de semences maraichères (choux, aubergine et carottes)	Rendre disponibles les semences pour toutes les victimes	Préparer la distribution des semences nécessaires pour la saison suivante	Ministre de l'agriculture Représentant FAO Coordinateur National CARITAS	20.000.000 0 avec 40.000.000 disponible 0 avec 30.000000 disponible
Administration	Rendre disponible l'information sur la situation	Alerter et éclairer les partenaires humanitaires	Tenir régulièrement les réunions de sensibilisation	Ministre de l'intérieur	5.000.000
Médias		Alerter et éclairer les partenaires	Mettre en place une stratégie de communication	Ministre ayant en charge la communication	15 .000.000

6.4 Plans de réponse aux crises par acteur

Contingence1 : Conflits sociaux

Acteur	Axe de réponse	Activités	Nom du Responsable	Quand ?														Ressources évaluées en argent (FBU)	
				2 4 h	3 j	semaines								mois				disponi ble	à mobiliser
						1	2	3	4	5	6	7	8	3	4	5	6		
Ministère de l'intérieur	Ramener le calme et Normaliser la situation	-Tenir des réunions de pacifications et rétablir l'autorité à la base	les Gouverneurs et le Ministre de l'intérieur et de la sécurité publique	x	x	x		x		x		x		x	x	x	x		
		- Rappports circonstanciels de sécurité à qui de droit																	
	Coordonner la réponse	- Organiser une réunion de concertation et de partage d'informations avec les ministères concernés et le SMT des UN , -Mise en place des comités de crise -Préparer une mission conjointe (gouvernement, SNU et ONG) d'évaluation rapide des besoins	-Plateformes Nationales et Provinciales	x	x														
Ministère de la sécurité publique	Restaurer la paix, rétablir l'ordre et normaliser la situation	- Créer une équipe pour sécuriser les sites de déplacés et les infrastructures économiques et financières. -Mettre en place une équipe des secouristes - Rendre disponible les ambulances -Evacuer les victimes aux structures de soins -Acheminer les cadavres vers les morgues -Distribuer de l'eau dans les camps des déplacés.	-Ministre de la sécurité publique (DG.PNB, DG.PC)		x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x		
-Ministère de la santé publique	- Rendre disponible les médicaments et le personnel soignant -Réduire les cas des décès	-Evacuation des blessés	-Ministère de la Santé et de Lutte contre le SIDA -Médecins Provinciaux	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x			
		-Construire et équiper les centres de traitement d'urgence			x	x	x												
		-Plaider auprès des partenaires pour le soutien selon les domaines d'intervention			x	x	x	x	x										

- Croix rouge.	-Secourir les victimes	-Administrer les PS, -Evacuer les blessés vers les structures de soins, -Enterrer les morts, -Distribuer l'eau par camion citerne, -Désinfecter les lieux, -Recherche et réunification familiale	-Secrétaire général de la croix rouge	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x			
-Ministère de l'éducation	-Continuer la scolarisation des enfants	-Créer les espaces pour les classes mobiles -Mener un plaidoyer pour du kit scolaire -Recruter les enseignants -Protéger les infrastructures et les équipements scolaires.	-Ministre de l'éducation -DPE, DCE																		
-Ministère de la communication.	-Contribuer à l'apaisement de la situation et sauvetage des victimes.	-Diffuser toutes les informations utiles	-Ministre de la communication -Ministre de l'intérieur	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x			
- les ONG et organisations nationales et internationales	-Diminuer les cas des décès -Assurer la continuité de l'enseignement -Calmer les esprits des personnes affectées	- Préparer une mission conjointe (gouvernement, SNU et ONG) d'évaluation rapide des besoins	-PAM -FAO -MSF -UNICEF	x	x	x															
		- Evaluer rapidement les besoins humanitaires, Recenser les populations victimes et faire leur profilage			x	x	x														
		Préparer une assistance en vivre -Distribution des semences -Distribution des médicaments et soigner les blessés -Distribution des kits scolaire.					x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x			

Contingence 2: Retour massif des populations immigrées

Acteur	Axe de réponse	Activités	Nom du Responsable	Quand ?																Ressources évaluées en argent (FBu)	
				2 4 h	3 j	semaines								mois				disponi ble	à mobiliser		
						1	2	3	4	5	6	7	8	3	4	5	6				
PFN	Coordonner la réponse	- Organiser une réunion de concertation et de partage d'informations avec les ministères concernés et le SMT des UN , -Mise en place des comités de crise -Préparer une mission conjointe (gouvernement, SNU et ONG) d'évaluation rapide des besoins	Président plateforme	x															0	0	
Administ ration locale	Installation des populations qui arrivent	Rendre disponible du site d'accueil	Les Gouverneurs	X																	
		Mobilisation des partenaires locaux et les communautés	Les Gouverneurs	X															0	1 140 000	
		Relais avec les services techniques	Les Gouverneurs	X																	
		Organiser des réunions de pacifications			X	X	X	X	X	X	X	X	X								
Mini Santé	Maitriser les cas de maladies qui peuvent surgir	Installation des centres de soins temporels	Cabinet du Ministre		X													0	5000000		
		Identification des malades	Cabinet du Ministre		X	x															
		Assistance médicale des populations qui arrivent	Cabinet du Ministre		X																
		Prévention, Consultation et administration des soins	Cabinet du Ministre		X																
Mini Solidarit é	Assistance aux sinistrés et déplacés	-Organiser et coordonner les missions d'évaluation des besoins	Cabinet du Ministre	X	X	X															
MSP	Sécurité total des populations ; sauver les vies des victimes	Rendre disponible les policiers et le matériel de secours sur les sites d'accueil	D G PNB & D G PC	x														0	1 000 000		
		Autoriser l'accès au territoire	D G PNB D G PC	x																	
CRB	Sauver les vies des populations qui arrivent	Installation des postes secours	SG CRB		X													0	150.000.000		
		Assurer les premiers secours en vivres et en non vivres	SG CRB		X																

		Installation des bladers, et aménagement du site	SG CRB				X												
--	--	--	--------	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Contingence 3 : incendie et accidents technologiques

Acteur	Axe de réponse	Activités	Nom du Responsable	Quand ?																Ressources évaluées en argent (FBu)							
				24h	3j	semaines								Mois				disponible	à mobiliser								
						1	2	3	4	5	6	7	8	3	4	5	6										
Protection Civile	Eteindre le feu	-Rendre disponible les camions anti-incendie et les ambulances -Equiper les sapeurs pompiers en matériel -Mobiliser la population pour secourir les victimes -Déclencher le système d'alerte précoce	DGPC/DPOS Tél : 22236225	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X														50.000.000
Croix-Rouge Burundi	Secourir les victimes	-Assurer la disponibilité et réapprovisionner les troussees en consommables -Apprêter et entretenir les camions citernes -Evacuer les blessés -Assurer les premiers soins -Distribuer les vivres	Secrétaire général de la CRB	X	X	X																				20.000.000	
DGPNB	Sécuriser le lieu de l'incident	-Mobiliser les policiers pour sécuriser le lieu de l'incident -Rendre disponible un stock d'équipement et du matériel	DG	X	X																					10.000.000	
Force Défense Nationale	Participer à éteindre le feu	-Sécuriser le lieu de l'incident -Réhabiliter les lieux	État-Major Général	X	X															X						2.000.000	
MINISANTE	Sauver les vies humaines	-soigner les victimes - Rendre disponible le stock des médicaments	BPS	X	X	X																				3.000.000	
AUTORITE DE L'AVIATION CIVILE	Eteindre le feu	Rendre disponible les sapeurs pompiers et les camions anti-incendie	DG	X	X																					1.000.000	
ADMINISTRATI ON	Coordonner les acteurs	-Tenir des réunions de sensibilisation -Evaluer les dégâts -Activer le plan ORSEC	Gouverneur	X	X																					0	
MASS MEDIA	Informar la population et les partenaires	Rendre disponible le matériel d'information	DG RTNB et les médias prives	X	X	X	X																			5.000.000	

CARITAS	Distribuer les vivres	-Coordonner la distribution des vivres	Représentant de CARITAS			X	X												25.000.000
MSF	Sauver les humaines	-Soigner les victimes	Représentant de MSF	X	X	X													10.000.000
PAM	Assister les victimes	-Distribuer les vivres	Représentant du PAM			X	X												30.000.000
FAO	Assister les vies humaines	Distribuer les semences	Représentant FAO																25.000.000
UNICEF	Assister les enfants en matériels scolaires	Distribuer le matériel scolaire	Représentant UNICEF																15.000.000
Ministre de la solidarité	Rendre disponible un stock stratégique pour les secours d'urgence	Distribuer les vivres et les non vivres, les tôles	Cabinet du Ministre		X	X													40.000.000

Contingence 4: Inondations et pluies diluviennes

Acteurs	Axe de réponse	Activités	Nom du Responsable	Quand ?																Ressources évaluées en argent (FBU)								
				24h	3 j	semaines								mois				disponible	à mobiliser									
						1	2	3	4	5	6	7	8	3	4	5	6											
PFN	Coordination et organisation de la réponse	-Organiser une réunion d'information	Plateforme	x	x																							
		-Préparer et organiser une mission conjointe d'évaluation rapide		x																								
		-Informer les medias ;		x																								
		-Coordonner et mobiliser les partenaires																										
		-Faire le suivi et l'évolution de la situation		x	x	x																						
Ministère de la Solidarité (CF)	Mobilisation	Mobiliser les ressources et coordonner l'assistance aux sinistrés	Cabinet du Ministre		x	x	x	x	x	x	x	x	x	x														
PF/Administration/MTE/REGID ESO/CRB	Aménagement sites et Abris	-Identifier les sites d'accueil des sinistrés	Administration	x	x																							
		-Mobiliser les équipements et autres ressources pour l'aménagement du site d'accueil	Plate forme		X	X																						
		Aménager sites d'accueil des sinistrés	CRB			x	x	x	x																			
		Distribuer Shittings/tôles	UNHCR/CRB		x	x																						
UNICEF/CRB/PF/Regideso/Mini Santé	Hygiène et Assainissement	Distribution de l'eau (citernes d'eau)	UNICEF/CRB		x	x	x	x	x	x	x	x	x															
		Rendre disponible les toilettes	UNICEF/Mini Santé		x	x	x	x	x																			
PAM/ Mini Sol/ONGs	Assistance en vivres et non vivres	- Rendre disponible les vivres	MiniSol/PAM		x	X	X	x	x	x	x	x																
		-Transporter les vivres	PAM/MiniSol		x	x	x	x	x	x	x	x	x															

		- Distribuer les vivres	CRB/ONGs		x	x	x	x	x	x	x	x									
		Rendre disponible et distribuer les non vivres	CRB/ONGs			x	x	x	x												
MiniSanté/ OMS/UNI CEF/CRB	Soins d'urgence et suivi épidémiologiques	Installation des postes de secours	CRB	x	x	x															
		Administration des soins d'urgence	MiniSanté/CRB	x	x	x	x	x	x												
		Suivre les épidémies	OMS/MiniSanté		x	x	x	x	x	x	x	x	x								
FAO/MinA gri	Assistance en intrants agricoles	Rendre disponible et distribuer les semences	FAO/MinAgri							x	x	x	x	x	x	x					

Contingence 5: Terrorisme

Plan de Contingence National – Octobre 2013

Acteur	Axe de réponse	Activités	Nom du Responsable	Quand ?																Ressources financières en FBu		
				2 4 h	3 j	semaines								mois				disponible	à mobiliser			
						1	2	3	4	5	6	7	8	3	4	5	6					
PFN	Activer le Plan ORSEC et coordonner	<ul style="list-style-type: none"> - Tenir des réunions de coordination - S'assurer du travail des groupes sectoriels - Informer sur la situation via les médias. - Donner un message d'apaisement - Lancer un appel à la solidarité internationale si besoin il y a 	Président de la PFN Tél : 22241768	x	x	x	x	x														
Protection civile	Eteindre le feu et assurer le secours à personne	<ul style="list-style-type: none"> - Déployer les équipes des sapeurs pompiers et des secouristes - Déployer les équipes d'artificiers - Assurer la disponibilité des camions Anti-incendie et les ambulances - Equiper les sapeurs pompiers en matériels - Former et recycler les sapeurs-pompiers et les secouristes - S'assurer de la disponibilité des bouches et poteaux d'incendie 	DGPC/DPOS Tél : 22236225	x	x	x	x	x														
CRB	Secourir les victimes et évacuation des morts et des blessés	<ul style="list-style-type: none"> - Rendre disponible les secouristes et les brigadiers d'urgence -Constituer et réapprovisionner les troussees en consommables -Assurer la disponibilité et entretenir les camions citernes -Identifier les sources d'approvisionnement 	Secrétaire Général de la CRB Tél : 22217080	x	x	x	x	x														
DG/ PNB	Promouvoir les connaissances des policiers en matière de sécurisation des lieux du sinistre	<ul style="list-style-type: none"> - Déployer les éléments bien équipés sur les lieux du sinistre - Renforcer les capacités des policiers - Etablir un périmètre de sécurité - Assurer la sécurité routière - Mener des enquêtes 	Secrétaire Général de la CRB Tél : 22217080	x	x																	
			DG PNB	x	x																	
				x	x	x	x	x														
						x	x	x														
Forces Défenses Nationales (G3)	Appuyer la PNB dans la sécurisation du lieu de l'incident	<ul style="list-style-type: none"> - Sécuriser les lieux - Neutraliser les terroristes - détruire les engins piégés - Rendre disponible un stock d'équipement et du matériel 	Etat- Major Général		X	x	x	x														
					x	x	x															

		- Renforcer les capacités des armuriers - déployer les renforts sur les lieux du sinistre		x	X	x	x	x												
MINI SANTE	Sauver les vies humaines	- Rendre disponible le personnel soignant - Rendre disponible un stock de matériel et de médicaments	Cabinet du Ministre	x	X	x	x													
AUTORITE DE L'AVIATION CIVILE	Eteindre le feu	- Renforcer les capacités des sapeurs pompiers en ressources humaines et matérielles - Assurer la disponibilité le matériel anti-incendie	Directeur Général	x	X	x	x													
MASS-MEDIAS	Informers le public	-Donner des informations à temps	Directeur Général de la RTNB, Radios privées	x	X	x	x	x												
BNUB	Assister les forces de Défense et de sécurité	-- Rendre disponible un stock d'équipement et du matériel -Assister dans l'organisation des forces de sécurité	Officier chargé de la Sécurité	x	X	x	x	x												
MSF	Sauver des vies humaines	Assurer la disponibilité le matériel et les médicaments	Représentant de MSF			x	x													
PAM & FAO	Acheter les vivres	Assurer la disponible les stocks des vivres	Représentant du PAM et de FAO				x	x												
UNICEF	Acheter le matériel scolaire	Distribuer des non vivres	Représentant de l'UNICEF				x	x												
Ministère de la solidarité	Constituer un stock stratégique pour les secours d'urgence	Fournir les tôles, vivres et non vivres	Cabinet du Ministre				x	x												
MINI FINANCES	Relancer les activités pour les services minima	- Location des immeubles - Faire refunctionaliser les institutions financières - Donner des crédits aux sinistrés	Cabinet du Ministre								x	x	x	x	x	x				
Communauté Internationale via les Ambassades	Fournir des experts	Fournir des experts, du matériel et équipements anti-terroristes	Ambassadeur				x													

Contingence 6: insécurité alimentaire

Acteurs	Axe de réponse	Activités	Nom du Responsable	Quand ?												Ressources évaluées en argent (FBu)		
				3j	semaines								mois				disponible	à mobiliser
					1	2	3	4	5	6	7	8	3	4	5	6		
Administration	Coordonner les intervenants pour l'assistance alimentaire et médicale	-Recueillir toutes les informations sur la nature et l'ampleur de l'insécurité alimentaire ;	Administration	X				X					X				0	10.000.000
Plateforme		-Organiser une réunion d'urgence des partenaires ; - Organiser une mission conjointe d'évaluation de la situation -Mobiliser les aides et déployer les équipes de distribution des aides -Faire le suivi et l'évolution de la situation	Plateforme	X													0	400.000.000
				X	X													50.000.000
PAM, ONGs	Assister les victimes en vivres et non vivres	Distribuer les vivres et non vivres	Représentant		X	X	X	X	X	X	X	X	X				10.000.000	0
Médias	Informar l'opinion tant communautaire qu'internationale sur la situation	Alerter les partenaires impliqués	Le Ministre de la Communication	x	X	X	X	X	X	X	X	X						5000.000
MSF	Assister la population sinistrée en médicaments	Fournir des médicaments divers	Chef de mission		X	X	X											10.000.000
FAO	Fournir des semences à la population sinistrée	Distribuer des semences	Représentant FAO		X	X		X					X					50.000.000
UNICEF	Assister les enfants sinistrés	-Assurer le fonctionnement des cantines scolaires et suppléments nutritionnels -Distribuer le matériel scolaire	Représentant de l'Unicef		X				X	X	X							100.000.000

7. CONCLUSION

Le Burundi vient de se doter pour la toute première fois, d'un plan de contingence actualisé conjointement par la partie gouvernementale et le Système des Nations-Unies. Ce plan résulte d'un travail conjoint d'une équipe restreinte regroupant les techniciens de la Plate-Forme Nationale et du Système des Nations-Unies. Cette équipe s'est penchée sur une harmonisation du contenu du Plan de contingence national, actualisé lors de l'atelier de Gitega (du 23 au 26/7 /2013) avec celui du Plan de contingence Inter-Agences. Il s'agit d'un pas important marqué dans le domaine de prévention de risques et de gestion des catastrophes au Burundi, particulièrement en matière de coordination de la préparation d'une réponse efficace en cas de catastrophe. Car, en l'absence d'efforts concertés s'attaquant à leurs causes profondes, les catastrophes représentent un obstacle de plus en plus grave à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

Le renforcement de la préparation aux catastrophes porte essentiellement sur deux objectifs, à savoir (i) accroître la capacité de prévoir, de suivre l'évolution de la situation, (ii) d'être prêt à réduire les dommages ou à contrer les menaces potentielles et renforcer la préparation afin de répondre en cas d'urgence et d'assister les populations affectées.

Parmi une longue liste de risques de catastrophes accentuant la vulnérabilité des populations burundaises, le présent outil de planification des urgences se concentre sur six principaux risques de catastrophes. Les risques majeurs retenus après analyse du contexte et leur évaluation sont les suivants : les conflits sociaux, le retour massif des populations immigrées, les incendies et accidents technologiques, les inondations, le terrorisme et l'insécurité alimentaire.

Le présent Plan de Contingence oriente les intervenants sur des actions pertinentes pour une préparation d'une réponse efficace en cas de catastrophe. Il met particulièrement l'accent sur les plans de préparation et de réponse par acteur. Tout le processus de planification, depuis la définition des scénarii avec hypothèses de planification, passant par les plans de préparation et de réponse jusqu'aux mécanismes de mobilisation de ressources et de coordination des interventions, s'est focalisé sur les six contingences ci-haut marquées.

La présente planification qui intègre des actions du relèvement précoce, afin d'assurer une réelle articulation entre urgence et développement, pour des communautés résilientes face aux catastrophes, s'est basée sur les données recueillies auprès des représentants des acteurs ou groupes d'acteurs impliqués dans la préparation de la réponse aux catastrophes œuvrant au Burundi.

Le présent Plan de Contingence du Burundi, actualisé avec l'appui financier de la coordination des Nations-Unies, est une troisième version qui prend en compte les aspects du DMU-SSR et l'intégration des thématiques transversales comme genre, l'enfant et les femmes sans oublier les autres vulnérables en situation d'urgence.

L'efficacité de ce plan de contingence requiert l'appropriation effective de son contenu par tous les acteurs clés. La dissémination de ce contenu après avoir testé son efficacité à travers des exercices de simulation, contingence par contingence. En plus de l'opérationnalisation des groupes sectoriels et clusters, l'élaboration et/ou la mise à jour des plans sectoriels faciliteraient la mise en œuvre du présent plan de contingence.

ANNEXES

Annexe 1 : Analyse du contexte actuel

Annexe 2 : Chronogramme du plan de réponse rapide du SNU

Annexe 3 : Membres de la Plateforme de Réduction des Risques et la Gestion des Catastrophes

Annexe 4: Contacts principaux par secteur/institution

Annexe 5 : Mécanismes de gestion du Fonds Spécial de PRGC

Annexe 6 : Plans de réponse par acteur et par contingence

Annexe 7: Stocks d'urgence disponibles pour la période octobre 2013-octobre 2014

Annexe 1 : Analyse du contexte actuel

SECTEUR	SITUATION SOCIALE		
	ETAT DES LIEUX	FORCES	FAIBLESSE
1. Secteur Socio économique, Politique	- Démographie galopante	<ul style="list-style-type: none"> - Discours de sensibilisation sur le problème démographique - Existence de structures étatiques et programme de santé de la reproduction - Existence de plusieurs intervenants dans la planification familiale (PNSR, Pathfinder International, ABUBEF, GIZ, etc.) - Existence d'un programme d'éducation et de formation patriotique. 	<ul style="list-style-type: none"> - Absence de document de stratégie nationale en matière de démographie ; -Manque de moyen pour assurer le suivi des activités des différents intervenants.
		<p>RISQUES</p> <ul style="list-style-type: none"> - insécurité alimentaire ; - Augmentation des conflits sociaux. 	<p>VULNERABILITES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Taux d'analphabétisme élevés ; - Menace sur l'environnement ; - Délinquance juvénile.
	- Violences basées sur le genre	<p>FORCES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Existence des textes, outils et organes nationaux et internationaux pour la promotion du genre ; - Existence des structures étatiques décentralisées et différents acteurs impliqués dans la lutte contre les violences basées sur le genre; - Existence d'un code pénal réprimant les violences basées sur le genre. - Existence d'un forum national des femmes et celui des enfants. 	<p>FAIBLESSES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tabous ; - Barrières culturelles ; - Persistance des préjugés liés au sexe ; - Impunité ; - Faible sensibilisation des communautés ; - Faible intégration de la lutte contre les violences basées sur le genre dans le PMA/PCA ; - Insuffisance de centres de prise en charge des victimes ; - Banalisation de l'acte du viol ; - Insuffisance de formation en matière de prise en charge des victimes des VBG ; - lacunes du système judiciaire en matière de protection des victimes.

		<p>RISQUES</p> <ul style="list-style-type: none"> - VIH/SIDA - Conflits liés au genre - Stigmatisation et discrimination - Traumatisme physique et psychologique 	<p>VULNERABILITES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Situation monoparentale, enfants non accompagnés, enfants chefs de ménages, veuves, divorcées ; - Faible taux d’instruction - Phénomène d’infanticide, d’analphabétisme et de vagabondage sexuel.
	<p>- Taux de chômage</p>	<p>FORCES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mesures d’encouragement d’investisseurs nationaux et internationaux ; - Intégration sous régionale et régionale ; - Instauration du cours d’entrepreneuriat dans les cursus de formation dans les établissements d’enseignement supérieur ; - Chambre de commerce active. - Culture de redevabilité. - Existence des plans communaux de développement communautaire. - Evaluation des performances des communes. <p>RISQUES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Banditisme, délinquance, Alcoolisme et drogues ; - Refuge dans les activités de forces négatives 	<p>FAIBLESSES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Niveau d’investissement bas ; - Privatisation précoce ; - Faible culture du risque ; - Faible accès au microcrédit ; - Absence de vision, planification ; - Inadéquation entre formation et débouché. <p>VULNERABILITES</p> <ul style="list-style-type: none"> - PIB très faible ; - Endettement ; - Clientélisme politique (recrutement et promotion).
	<p>- Violations des droits humains et procédures judiciaires</p>	<p>FORCES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Outils et structures en matière de droits humains ; - Commission nationale indépendante des droits de l’homme; - Appareil judiciaire existant - Implication active de la société civile et des médias dans la promotion et défense des droits humains ; - Quelques efforts en direction de punir les magistrats coupables de corruption. 	<p>FAIBLESSES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Capacité faible en matière judiciaire ; - Corruption ; - Impunité dans certaines mesures ; - Existence de quelques magistrats corrompus.

		<ul style="list-style-type: none"> - Existence de la stratégie nationale de lutte contre la corruption - Existence des comités de lutte contre la corruption. <p>RISQUES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Disfonctionnement de l'appareil judiciaire; - Règlement de compte avec assassinat ciblé. 	<p>VULNERABILITES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mauvaise gouvernance ; - Pauvreté économique.
	SITUATION POLITIQUE		
	<p>-Problèmes de cohabitation des partis politiques</p>	<p>FORCES</p> <ul style="list-style-type: none"> -Existence d'un cadre de dialogue entre les partis politiques ; -Liberté d'opinion et d'expression -Institutions démocratiquement élues. - Existence d'une feuille de route vers les élections de 2015 - Retour des leaders des partis politiques en exil - Consensus sur les amendements du code électoral de 2009 - Environnement propice pour les élections libres, apaisées et transparentes de 2015 - Existence d'un statut de l'opposition politique <p>RISQUES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assassinats ciblés ; - Recrudescence des abus/violation des droits humains ; - Réticence des bailleurs à investir au Burundi. 	<p>FAIBLESSES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Refus de certains partis politiques de participer au forum du cadre de dialogue ; - Certains partis politiques ne remplissent pas les conditions de la loi révisée régissant l'organisation et le fonctionnement des partis politiques actuellement (loi du 10 /9/2011) ; - Existence des partis politiques qui présentent des listes des membrés fictifs (existant de nom seulement) - Absence de coalition responsable des partis politiques - Absence de fusion des partis politiques - Absence des adresses (permanences) connues des partis politiques - Absence de la loi sur le financement des partis politiques. <p>VULNERABILITES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Faible culture démocratique ; - Pauvreté économique ; - Analphabétisme élevé. -

	SITUATION ECONOMIQUE	FORCES	FAIBLESSES
	-Faible pouvoir d'achat des populations suite aux maigres salaires, à la flambée de prix, à la faible production, faible revenu des ménages	<ul style="list-style-type: none"> - Trois saisons culturales ; - Variétés de cultures adaptées ; - Voies de communication routières et lacustre accessibles ; - Intégration sous-régionale et régionale. - Existence de la politique nationale de subvention des engrais chimiques - Existence des PNIA et PPIA <p>RISQUES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Insécurité alimentaire ; - Accès limités aux services de base. 	<ul style="list-style-type: none"> - Hausse des prix des documents de voyage - Inadéquation « formation-emploi » - Manque de spécialisation régional dans la production agricole - Exigüité des terres arables - Dégradation des sols - Les marrais non aménagés - Economie basée sur une agriculture d'autosubsistance <p>VULNERABILITES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Faible PIB et faible indice de développement humain (IDH) ; - Faible budget alloué aux secteurs vitaux ; - Dépendance chronique.
	Insuffisance production énergétique	<p>FORCES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Coopération régionale et sous-régionale ; - Réseau hydraulique dense. <p>RISQUES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Hypothèque du développement social et économique. 	<p>FAIBLESSES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Monopole dans le système d'exploitation énergétique ; - Sources énergétiques non diversifiées ; - Investissement freiné en la matière. <p>VULNERABILITES</p> <p>Insuffisance de moyens et équipements.</p>
EDUCATION	ETAT DES LIEUX	FORCES	FAIBLESSES

	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'écoles maternelles publiques et privées ; - Existence d'écoles Publiques et Privées d'Enseignement Primaire ; - Existence d'Etablissements d'Enseignement Secondaire Général et Pédagogique ; - Etablissements d'Enseignement Technique et Professionnel ; - Etablissements d'Enseignement des Métiers ; - Institutions d'enseignement supérieur publiques et privées ; - Existence d'Enseignants à temps plein à l'enseignement supérieur privé ; - Existence d'Institutions publiques de Recherche : (UB, INSP, ISABU, CNTA, INECN, IRAZ, IGEBU, ISTEEBU, Labo National Vétérinaire de BJM, REGIDESO, Centre national d'Insémination Artificielle, Centre de Civilisation Burundaise, GD Energie et DG Géologie et Mines) ; - Existence d'Institutions privées de Recherche : 06 (Centre Agropastorale de Mutwenzi, Institut de Développement Economique (IDEC), Université de Ngozi (FacAgro), Agro-biotechnologie, ACVE, Burundi Nature Action). 	<ul style="list-style-type: none"> -Existence d'un outil de pilotage du système éducatif : Le Plan Sectoriel de Développement de l'Education et de la Formation ; - Volonté politique : Mesures d'exemption des frais de scolarité au Primaire, construction des infrastructures scolaires ; <ul style="list-style-type: none"> • Formation des enseignants. - Démarrage de l'école fondamentale - Infrastructures inaugurées lors de la célébration du cinquantenaire de l'indépendance du Burundi - Décentralisation de l'enseignement (DCE) 	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance des enseignants ; - Infrastructures scolaires ne peuvent répondre à l'afflux récent d'élèves ; - Outils pédagogiques et autres intrants scolaires en nombre limité ; - Financement insuffisant du secteur.
		<p style="text-align: center;">Risques</p> <ul style="list-style-type: none"> -Afflux de rapatriés et de réfugiés au niveau régional -Mouvements des personnes déplacées internes (IDP) 	<p style="text-align: center;">Vulnérabilités</p> <ul style="list-style-type: none"> -Infrastructures scolaires disponibles insuffisantes ; -Outils pédagogiques et autres intrants scolaires en nombre limité
SECTEUR	ETAT DES LIEUX	FORCES	FAIBLESSES
2. Santé/Nutrition	<p>Situation de la santé</p> <ul style="list-style-type: none"> - Espérance de vie à la naissance : 49 ans - Taux de mortalité maternelle : 499/100000 Naissances Vivantes; - Taux de mortalité infantile : 59/1000 - Taux de Mortalité infanto-juvénile : 96/1000 - Taux de mortalité néonatale : 7.2/1000 	<ul style="list-style-type: none"> - Politique Nationale de Santé 2006-2015 disponible ; - Plan National de Développement Sanitaire (PNDS 2011-2015) disponible ; - Existence du cadre de partenariat pour la santé et le développement (CPSD) ; - Système National d'Information Sanitaire 	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance des centres d'urgences (CNTS- sécurité transfusionnelle) ; - Rupture fréquente de stocks d'urgence (sang, réactifs de dépistage VIH SIDA, IST, etc) ; - Equipements insuffisants pour la

	<ul style="list-style-type: none"> - Taux d'utilisation des services curatifs ambulatoires : 93,6 (Source CPSD 2010) - % de séroprévalence VIH/SIDA (15-49 ans) : 3,58% - Taux de couverture vaccinale Pentavalent 3 : 95,40% - % de couverture en contraceptive : 25% - % d'enfants qui dorment sous MII : 45,00% - Nbre de structures de soins publics et privés : 871 ; Hôpitaux : 64 ; Districts Sanitaires : 45 et Provinces Sanitaires : 17 (Source EPISTAT 2011) ; - % d'hôpitaux offrant les soins obstétriques et néonataux complets : 39 % ; - Taux d'accouchement assisté par un personnel de santé formé : 60 % - Taux femmes enceintes HIV sous PTME : 15% (Source CPSD2010) - Cholera Septembre 2012- Août2013 - Paludisme (Janvier –Décembre): - Taux de malnutrition globale : 59 % - Taux de Malnutrition chronique : Pour les enfants de moins 5ans : 58% ; - Moyenne des accidents de la route : 4cas/Jour rapportés ; - Taux de Couverture contraceptive environ 20% - Taux de couverture en ARV : 45% - Taux de couverture en ARV pour les enfants : 15% 	<p>fonctionnel (SNIS) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les mécanismes de gestion des urgences : Service National de gestion des Urgences Epidémiologiques, Risques et Catastrophes, Equipe Nationale d'Intervention Rapide ; - Existence d'une Equipe de Coordinateurs Nationaux DMU ; - Flexibilité de commande des Kits DMU ; - Le partenariat effectif dans la gestion des urgences (Association locales et organisations internationales ; - Processus d'intégration des différents domaines (Mini Agri Elevage, Mini Santé, Mini Solidarité, PFN) dans la gestion des Urgences en cours ; - Existence des réseaux communautaires pour l'Education et la Sensibilisations sur les différents domaines de la santé y compris les VBG ; - Existence des ASBL locales (SERUKA, NTURENGAHO, ABUBEF, SWAA, ANSS, RPB+....) et ONGs Internationales dans la lutte contre les BVG et le VIH/SIDA ; - Existence des cliniques mobiles SSR ; - Existence d'une équipe mobile IEC. - Existence d'une plate forme nationale sur la nutrition 	<p>préparation et la gestion des urgences (matériels roulants, de bureau, etc...) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> -Insuffisance du personnel compétent pour la gestion des urgences ; - Absence d'une Structure Nationale de Coordination DMU-SSR ; - Insuffisance de budget alloué à la gestion des urgences ; - Insuffisance de contrôle de la circulation routière ; - Absence du Plan Stratégique sur la préparation et réponse aux urgences ; - Problème de leadership (faible implication des autorités administratives dans la gestion des urgences, lenteur administrative dans la prise de décision, perception différente de notion d'urgence) ; - Culture qui considère que tout ce qui est lié au sexe est tabou ; - Insuffisance des centres de prise en charge neuro-psycho sociale. - Faible production agricole des ménages - Habitudes alimentaires qui ne fournissent pas d'aliments riches en nutriments.
--	--	--	--

	- Taux de coinfection TB - VIH : 26% Source : (i) PNDS 2011-2015 ; (ii) EDSB 2010 ; (iii) RGPH 2008 ; (iv) MICS 2005 ; (v) ENS ; (vi) ENP TB-VIH		
		Risques	Vulnérabilités
		-Epidémies (Paludisme, Cholera, Rougeole, Méningite, dysenterie bacillaire, IRA,) ; -Insécurité alimentaire ; - Grossesses à risques et non désirées ; - Violences sexuelles basées sur le genre ; - Accroissement de la morbidité, mortalité maternelles et infantiles ainsi que l'avortement;	- Insuffisance d'eau potable, d'abris, de nourriture, d'éclairage, etc. ; - Manque d'hygiène et assainissement; - Insuffisance d'information de la communauté sur les différentes maladies contagieuses ; - Surpopulation et promiscuité.
SECTEUR	ETAT DES LIEUX	FORCES	FAIBLESSES
3. Eau, hygiène et assainissement	Accès à l'eau potable (urbain et rural) - Taux national de couverture en eau en 2009 : 85% milieu urbain (50% en milieu rural) (Note d'Orientation secteur Eau et assainissement CSLPII) ; - Couverture du réseau d'adduction en eau potable (REGIDESO et DGHER): 2,5% de la population ; - Accès à un point d'eau potable à moins de 500m : 52% des ménages (Note d'Orientation secteur Eau et assainissement CSLPII) ; - Accès a l'eau dans les centres de santé : 61%(Note d'Orientation secteur Eau et assainissement CSLPII) - EP disposant des points d'eau potable fonctionnel : 27% (Note d'Orientation secteur Eau et assainissement CSLPII)	- Engagement politique manifeste : -création du ministère de l'Eau, de l'Environnement, Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme; - Création de la DG de l'eau et de l'assainissement ; -Politique Nationale de l'eau adoptée en 2009 ; - Stratégie Nationale de l'eau adoptée et validée en 2011 ; - Plan législatif et réglementaire : code de l'eau; -Code d'Hygiène et Politique Nationale de l'Assainissement en cours d'élaboration ; -Institution en charge de la collecte des données : IGEBU ; -Institution chargée d'alimentation en eau potable et d'assainissement : REGIDESO, DGHER, SETEMU ;	- Faible couverture nationale d'accès à l'eau potable ; - Coupures fréquentes et régulières d'eau du réseau REGIDESO et problèmes de gestion des points d'eau publics ; - Accès limité à l'information sur hygiène et assainissement (les populations sont informées seulement quand épidémie > peu / pas de prévention sur les maladies hydriques) ; -Utilisation de l'eau du lac et des rivières ; - Pas de données sur la qualité de l'eau des rivières et des lacs ;

	<ul style="list-style-type: none"> - Dépenses publiques dans le domaine de l'assainissement urbain : 2.7 %(Note d'Orientation secteur Eau et assainissement CSLPII) -Taux d'Ecoles Primaires disposant des lave-mains et des latrines en milieu urbain en 2008 : 77% et rural : 27% (Note d'Orientation secteur Eau et assainissement CSLPII) - Taux de centre de santé avec latrines améliorées ; - Taux de logements en briques adobes ; - Maisons couvertes par des tôles ; - % des ménages utilisant des installations sanitaires améliorées en milieu rural en 2007: 39%(Note d'Orientation secteur Eau et assainissement CSLPII) -Taux des ménages propriétaires en 2008 : 96,2% mais la grande totalité des ménages urbains sont locataires - Moyen de production de déchets par ménages en 1993 : 0,4kg /hab/Jour -(Note d'Orientation secteur Eau et assainissement CSLPII) - Réseau d'égouts : 200km linéaire pour une population de 12 (réf Lettre No 531.0201/1192 /CAB/jkw2011 SETEMU Sept 2011). <p>Ouvrages Hydrauliques</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sources aménagées : 25. 597 %(Note d'Orientation secteur Eau et assainissement CSLPII) ; - Sources non-aménagées - Adduction en eau potable - Systèmes de Captage des Eaux Pluviales : - Puits et forages ; - Réservoirs d'eau 	<ul style="list-style-type: none"> -Plan digitalisé des réseaux en voies d'achèvement ; -Carte des potentialités en eau souterraine disponible ; -Existence d'un cadre légal sous-régionale de coopération ; -Acteurs intervenant en Eau Hygiène et Assainissement et coordination dans le secteur est établie ; -Existence du cluster eau, hygiène et assainissement qui peut être activé en situation d'urgence ; -Coordination entre cluster santé et cluster WASH ; -Existence des associations de salubrité et des agents de santé communautaire. -Existence des comités d'eau et d'hygiène ; -Disponibilité de données détaillées dans le secteur / province ; -Existence d'un plan de contingence cholera dans le secteur santé ; -Existence de ressources humaines formées au niveau des acteurs. - Existence d'un protocole national de prise en charge du cholera 	<ul style="list-style-type: none"> - Stress hydrique dans certaines régions ; - Problème de protection de la ressource eau ; -Pas de contrôle sur le rejet des déchets industriels : pollution ; -Pas de stock de sécurité / stratégique / de réponse en cas d'urgence au niveau du Ministère, des provinces, des Centres de Santé; -Instruments législatifs et réglementaires sont pour la plupart incomplet faute de textes complémentaires d'application dans le secteur eau ; -Faible mobilisation des moyens pour : le relèvement du taux de desserte, la gestion professionnelle des infrastructures et des services, la maîtrise de l'eau pour différents usages -Habitat dispersé entravant l'approvisionnement en eau en milieu rural. -Faible prise de conscience par la population des impacts négatifs d'une forte démographie et les ressources en eau ; -Faible pouvoir d'achat des services d'eau et d'assainissement pour les pauvres et les vulnérables ; -Capacité financière limitée de l'état -Insuffisance du personnel en qualité et en quantité dans ce domaine. <p>Hygiène et assainissement</p>
--	--	---	--

			<ul style="list-style-type: none"> -Insuffisance et vétusté des infrastructures d'assainissement existantes; -Manque des latrines et des points d'eau publique; -Faible niveau d'encadrement, de sensibilisation de la population, éducation en matière d'hygiène et de l'assainissement ; -Déficiency en ressources humaines dans l'assainissement global et la gestion des déchets solides ; -Absence de perfectionnement et de recherche en cours d'emploi ; -Absence d'action contraignante pour amener les industriels au traitement des eaux usées avant leur rejet ; -Insuffisance de moyens d'investissement en infrastructure d'assainissement et de traitement des déchets ; -Insuffisance du matériel logistique adéquat ; -Absence d'une banque de données actualisées en matière d'hygiène et assainissement ; -Faible échange d'expérience régionale et international. - Mauvaise planification de l'évacuation des eaux de pluies dans les centres urbains - Mauvais système d'évacuation des déchets en provenance des latrines.
		Risques	Vulnérabilités

		<ul style="list-style-type: none"> -Epidémie choléra, -Inondations -Pollution de l'eau, de l'environnement - Pollution due au rejet de déchets industriels et ménagers dans les rivières et les lacs. 	<ul style="list-style-type: none"> -Pauvreté, -Rareté chronique / insuffisance de la ressource en eau potable, -Consommation d'eau non potable -Manque d'investissement dans le secteur.
SECTEUR	ETAT DES LIEUX	FORCES	FAIBLESSES
4. Agriculture et élevage / sécurité alimentaire	<p>Agriculture</p> <p>De 2005 à 2010, un taux d'accroissement de la production a augmenté de 9,89% sur les 5 ans Budget alloué au secteur agricole : 6.7% en 2011 ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Maladies des plantes (Flétrissement bactérien du bananier, mosaïque du manioc ; striure brune du manioc -Insectes ravageurs (chenilles, criquets ; -Disparition de certaines cultures vivrières (colocase, ignames ; -Problèmes d'Accès aux fertilisants (Cherté, insuffisance -Insuffisance des semences sélectionnées ; -Amenuisement des terres cultivables ; -Perturbations climatiques ; -Pratiques agricoles rudimentaires ; -Pratique d'irrigation non suffisamment vulgarisée ; - Insuffisance des systèmes de collecte et conservation des eaux pluviales. <p>Elevage</p> <ul style="list-style-type: none"> -Fièvre aphteuse ; -Insuffisance de races améliorées ; -Prédominance de l'élevage traditionnel ; -Faible accès aux produits vétérinaires ; -Manque de pâturages suffisants ; 	<p>Agriculture</p> <ul style="list-style-type: none"> - Existence de 3 saisons culturales ; - Augmentation du budget agricole ; - Existence d'un PNIA ; - Existence de moniteurs agricoles sur les collines ; -Beaucoup d'intervenants dans le secteur agricole ; -Existence de centres de recherches (ISABU, IRAZ, -Existence d'intervenants privés dans le secteur ; -Existence de plaines et marais aménageables ; -Une forte main d'œuvre (+90% de la population) ; -Potentiel maraicher. <p>Elevage</p> <ul style="list-style-type: none"> -Existence de structures gouvernementales ; Existence de politique de repeuplement du cheptel amélioré ; -Beaucoup d'intervenants dans le repeuplement du cheptel ; Existence d'encadreurs vétérinaires ; -Présence des lacs pour la pêche, -Existence d'un département charge de la pêche et 	<p>Agriculture</p> <ul style="list-style-type: none"> -Insuffisance de multiplicateurs semenciers ; -Inefficacité des moniteurs agricoles au niveau des collines ; -Absence d'analyse du sol ; -Techniques de transformation-conservation faiblement développées ; -Absence de politique de régulation des prix des produits vivriers ; -Faible coordination des intervenants ; -Faible progression du transfert des technologies agricoles ; - Non subvention du secteur agricole - Non maîtrise de la gestion des eaux - Faible aménagement des bassins versants et marais. <p>Elevage</p> <ul style="list-style-type: none"> -manque de stratégie de mise en œuvre de la politique de modernisation de l'élevage ; -Insuffisance de formation et du nombre des encadreurs vétérinaires ; -Cherté des produits vétérinaires ; -Techniques d'insémination artificielle non suffisamment vulgarisé ; -Absence de postes de contrôle des

	<ul style="list-style-type: none"> -Manque d'espaces pour les cultures fourragères ; -Deeping tank non réhabilité et non fonctionnels, -Pas de couloirs d'aspersion -Insuffisance de structures de transformation et de distribution des produits d'élevage ; <p>Pêche</p> <ul style="list-style-type: none"> -Non vulgarisation de techniques piscicoles et apicoles ; -Non modernisation de la pêche (outils et techniques). -Pauvreté/faible pouvoir d'achat ; -Flambée et problème de contrôle des prix des denrées, -Existence de hangars de conservation. -déficit alimentaire récurrent -faible capacité d'importation commerciale. 	<p>pis culture ;</p> <p>Pêche</p> <ul style="list-style-type: none"> -Engagement politique des dirigeants politiques ; -Beaucoup d'intervenants (projets, ONG, -Existence de groupements au niveau local. 	<p>maladies des animaux importés ;</p> <ul style="list-style-type: none"> -absence des techniciens formés en zootechnie, - Absence de deeping tank et des couloirs ; d'aspersion pour les soins primaires ; <p>Pêche</p> <ul style="list-style-type: none"> -Faibles moyens du gouvernement ; -Pauvreté de la population.
		Risques	Vulnérabilités
		-Sécheresse ; Conflits fonciers ; Crise nutritionnelle ; accidents (noyades dans les lacs) ; Epidémies, Inondation, grêle, vents violents	-Famine -Insuffisance de la production.
SECTEUR	ETAT DES LIEUX	FORCES	FAIBLESSES
5. Environnement et climat	<p>La situation environnementale</p> <ul style="list-style-type: none"> - Exploitation anarchique des matériaux de construction (argile, moellons, sable), des carrières et des minerais (or, colta, cassitérite...) - Déboisement ; - Feux de brousses et pratiques culturelles sur brûlis dans les marais ; 	<p>Au niveau de l'environnement</p> <ul style="list-style-type: none"> - Code foncier ; - Code forestier ; - Code de l'environnement ; - Code de l'eau ; - Décret loi portant création des lacs du nord comme aires protégées ; - Programme National de Reboisement ; 	<p>Au niveau de l'environnement</p> <ul style="list-style-type: none"> - Méconnaissances des différents codes ; -Textes non vulgarisés ; - Exiguïté des terres ; - Pratique de l'élevage traditionnel d'où divagation du bétail dans les boisements et sur les bassins versants aménagés ; - Non respect des clauses de l'Etude

	<ul style="list-style-type: none"> - Destruction des réserves naturelles ; - Mauvaises pratiques culturales favorisant l'érosion et la dégradation des bassins versants ; - Densité élevée de la population ; - Emission des Gaz à Effets de Serres ; 	<ul style="list-style-type: none"> - ONG's, Projets, Services de l'Etat décentralisés et Programmes intervenant dans la protection de l'environnement surtout le reboisement et la lutte anti érosive ; - Service Forestier, INECN... ; - Existence des associations œuvrant dans la protection de l'environnement ; - Une partie de la population sensibilisée sur la protection de l'environnement ; - Etude d'impact environnemental exigé par la Direction Général des Forêts et de l'Environnement. 	<p>d'impact environnemental par les exploitants des mines et des carrières ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Certaines gens n'adhèrent pas à la politique de protection de l'environnement ; - Non actualisation du code minier (le code minier existant date de 1976) ; - Réticences sur la politique de limitation des naissances ; - Manque /insuffisance d'information sur l'utilisation des fertilisants et pesticides agricoles.
	<p>Situation climatique</p> <ul style="list-style-type: none"> - Beaucoup des précipitations sur une courte période dans certaines régions ; - Déficit hydrique sur une longue période dans certaines régions. - Ensoleillement prolongé dans le nord ouest du pays en province Cibitoke, et au nord est dans la région du Bugesera. 	<p>Au niveau du climat</p> <ul style="list-style-type: none"> - Présence de stations météorologiques - Mise en place de nouvelles stations météorologiques. - Une Institution de l'Etat qui fait le contrôle météorologique (IGEBU) 	<p>Au niveau du climat</p> <ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance d'essences forestières résistant à la rigueur du climat ; - Stations météo non équipées ; - Manque de politique adéquate d'adaptation au changement climatique ; - Insuffisance de moyens et équipements techniques pour informer la population sur les changements climatiques ; - Manque de moyens et de techniques pour le traitement les polluants organiques et chimiques
	<p>Risques</p>	<p>Vulnérabilités</p>	
	<p>Erosion, sécheresse, épidémies, éboulement, Inondation, glissement de terrain.</p>	<p>Faible production, pauvreté chronique et malnutrition.</p>	

SECTEUR	ETAT DES LIEUX	FORCES	FAIBLESSES
6. Abris & Protection	<p>Situation de l'abri :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La plupart d'habitats non adaptés à l'environnement ; - Terrains non aménagés ; - Maisons d'habitation en paille - Non application du schéma directeur d'aménagement du territoire. <p>Situation de la Protection (droit de l'homme)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des cas de violation des droits de l'homme ; - Détention arbitraire ; - Détention des mineurs ; - Quelques cas de torture - Exécutions extrajudiciaires. <p>Facteurs d'insécurité</p> <ul style="list-style-type: none"> - Vol à main armée ; - Confit foncier ; - Détention illégale d'armes ; - Insuffisance d'encadrement des jeunes; <p>Situation des VBG et SSR</p>	<p>Au niveau de l'abri</p> <ul style="list-style-type: none"> - Existence des écoles et églises ; - Existence des infrastructures publiques et privées - Existence des services d'urbanisme - Espaces disponibles <p>Au niveau de la protection</p> <ul style="list-style-type: none"> - existence des ligues des droits de l'homme ; - prise de conscience des pouvoirs publics et privés ; - Disponibilités des textes de lois pour la protection des DH - Nouveau code de procédure pénale. <p>Au niveau de la Sécurité</p> <ul style="list-style-type: none"> - Existence des corps de défense et de sécurité ; - Quadrilogie administration - population- forces de l'ordre et justice ; - Existence d'une commission de désarmement de la population civile ; - Projet professionnalisation de la Police ; - Formation de masse sur le DH, Genre lutte contre les VBG et la Police de proximité. <p>Au niveau des VBG et SSR</p>	<p>Du point de vue de l'abri</p> <ul style="list-style-type: none"> - insuffisance de maisons d'habitation décentes ; - absence d'abris aménagés ; - manque de fonds. <p>Du point de vue de la protection</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pas d'indépendance de la magistrature ; - Méconnaissance de la loi par les victimes. - Corruption <p>Du point de vue de la Sécurité</p> <ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance de moyens ; - Manque de professionnalisme dans certains domaines ; - Forte pression démographique ; - Existence des armes au sein de la population; - Insuffisance des données ; - Faiblesse de conscience du phénomène par la communauté. <p>Du point de vue des VBG et SSR</p>

	Intensification de :Viol, violence domestique, mariage précoce, en grossesse de jeunes filles, harcèlement sexuel, grossesse non désirée et à risque.	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'un ministère ayant le genre et droits de l'homme dans ses attributions ; - Nouveau code de procédure pénale - stocks de munitions et explosifs des agglomérations dans les centres urbains -Existence de quelques structures de prévention et de prise en charge ; -Existence d'un Plan d'action du DMU-SSR. 	<ul style="list-style-type: none"> - Capacité d'accueil limitée ; - Barrière culturelles (coutumes, culture) ; - Faible représentation des femmes dans la prise de décision -Manque de données ; - Faiblesse de conscience du phénomène par la communauté.
		Risques	Vulnérabilités
		<ul style="list-style-type: none"> - Troubles socio politiques ; - Destruction des abris par les aléas ; - Explosions des munitions et explosifs dans les centres urbains 	<ul style="list-style-type: none"> - La pauvreté ; - Instabilité politique ; - La démographie galopante ; - Mauvaise gouvernance ; - Abandon scolaire.
SECTEUR	ETAT DES LIEUX	FORCES	FAIBLESSES

<p>7. EDUCATION</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Existence des écoles maternelles publiques et privées ; -Existence des écoles Publiques et Privées d’Enseignement Primaire - Etablissements de l’Enseignement Secondaire Général et Pédagogique - Présence d’Etablissements d’Enseignement Technique et Professionnel Etablissements d’Enseignement des Métiers : Filles et garçons tous à l’école ; - Institutions d’enseignement supérieur publiques et privées - Nombre d’étudiants attendus en 2014-2015 : 50. 984 (Source Banque Mondiale 2007) ; -Institutions publiques de Recherche : 14 (UB, INSP, ISABU, CNTA, INECN, IRAZ, IGEBU, ISTEEBU, Labo National Vétérinaire de BJM, REGIDESO, Centre national d’Insémination Artificielle, Centre de Civilisation Burundaise, GD Energie et DG Géologie et Mines) ; - Institutions privées de Recherche : 06 (Centre Agro-pastorale de Mutwenzi, Institut de Développement Economique (IDEC), Université de Ngozi (FacAgro), Agro-biotechnologie, ACVE, Burundi Nature Action 	<ul style="list-style-type: none"> -Existence d’un outil de pilotage du système éducatif : Le Plan Sectoriel de Développement de l’Education et de la Formation - Volonté politique : Mesures d’exemption des frais de scolarité au Primaire, construction des infrastructures scolaires -Formation des enseignants 	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance des enseignants ; - Infrastructures scolaires ne peuvent répondre à l’afflux récent d’élèves ; Outils pédagogiques et autres intrants scolaires en nombre limité ; - Pas de bâtiments résistant aux catastrophes ; - Pas de loi applicable en cas de survenue des catastrophes ; - Notions de RRC ne sont pas intégrés dans les programmes scolaires ; - Formation des enseignants en RRC ; - Financement insuffisant du secteur ;
	<p>Risques</p>	<p>Vulnérabilités</p>	
	<p>Afflux de rapatriés et de réfugiés au niveau régional Mouvements des personnes déplacées internes (IDP)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Infrastructures scolaires disponibles insuffisantes ; - Outils pédagogiques et autres intrants scolaires en nombre limité - Pauvreté - Secteur non priorisé. 	

Annexe 2 : Chronogramme du plan de réponse rapide du SNU

Premières 24 Heures			
N°	Activités	Par qui ?	Quand ?
1	Contacter les partenaires gouvernementaux pour confirmer le degré de crise	Bureau du Coordonnateur Humanitaire et Résident	Immédiatement
2	Contacter le-les Coordonnateurs Résidents/Coordonnateurs Humanitaires des pays voisins pour confirmer le degré d'alerte	Bureau du Coordonnateur Humanitaire et Résident	Immédiatement
3	Contacter les structures nationales partenaires (Dir. de la Protection civile, ONPRA, autorités sanitaires, Ministre de la Solidarité Nationale)	Bureau du Coordonnateur Humanitaire et Résident	Immédiatement
4	Organiser une réunion urgente de l'équipe pays pour déterminer les actions à entreprendre	Bureau du Coordonnateur Humanitaire et Résident	Immédiatement
5	De concert avec UNDSS s'assurer que toutes les mesures de sûreté/sécurité sont prises et respectées	Bureau du Coordonnateur Humanitaire et Résident	Immédiatement
6	Informers les sièges (premier situation report)	Bureau du Coordonnateur Humanitaire et Résident	Immédiatement
8	Donner des instructions au personnel des sous bureaux et au personnel en mission hors capitale	Bureau du Coordonnateur Humanitaire et Résident	Immédiatement
9	Plaidoyer auprès des instances gouvernementales pour faciliter l'accès des réfugiés et le respect des principes humanitaires	Bureau du Coordonnateur Humanitaire et Résident	Immédiatement
10	Préparer un communiqué de presse	Bureau du Coordonnateur Humanitaire et Résident	Immédiatement
11	Mettre en place une évaluation multi sectorielle rapide et s'assurer que tous les dispositifs prévus par les agences sont fonctionnels	Bureau du Coordonnateur Humanitaire et Résident	Immédiatement
12	Procéder au monitoring des points d'entrée aux frontières	UNHCR	Immédiatement
48 Heures – 1 Semaine			
13	Envoyer l'équipe inter agences identifiées préalablement	Bureau du Coordonnateur Humanitaire et Résident	J+1
14	Réunion avec la protection civile et la cellule de crise de la Plateforme Nationale de Prévention et Gestion des Risques de Catastrophes	Core Group/Cluster Leads	J+1
15	Feedback aux groupes sectoriels	Core Group/Cluster Leads	J+1
16	Contacters les UNCT des pays voisins	Bureau du Coordonnateur	J+1

		Humanitaire et Résident Core Group/Cluster Leads	
17	Assurer la mise en œuvre des activités correspondant à l'état de préparation minimale définie dans ce plan de contingence.	Core Group/Cluster Leads Bureau du Coordonnateur Humanitaire et Résident	Continu
18	Analyser les données du monitoring dans les zones pertinentes	Core Group/Cluster Leads	Continu
19	(En cas de déplacement et si nécessaire) Ouvrir / équiper les éventuels sites de transit	Cluster Leads	J+5
20	Préparer un Flash Appeal	Bureau du Coordonnateur Humanitaire et Résident Core Group/Cluster Leads	J+3
Dans les 2 Premières Semaines			
21	Préparer le plan de réponse en détaillant les activités à entreprendre et les ressources nécessaires (financières et en ressources humaines)	Core Group/Cluster Leads Bureau du Coordonnateur Humanitaire et Résident	J+7
22	Veiller à une coordination des différents domaines d'intervention pour assurer la complémentarité et la synergie des secteurs d'intervention.	Core Group/Cluster Leads Bureau du Coordonnateur Humanitaire et Résident	Continu

Annexe 3 : Membres de la Plateforme de Réduction des Risques et la Gestion des Catastrophes

Institutions Gouvernementales	Organisations Onusiennes et intra-gouvernementales	Société Civile
Première Vice Présidence	BNUB	Croix Rouge du Burundi
Ministère de la Sécurité Publique (DG et DG-adjoint protection civile, Assistants du DG, Directeur des Operations, DG PNB)	FAO	CICR
Ministère de la Santé Publique et de la lutte contre le SIDA	OMS	ONGs nationales et internationales
Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre	PAM	
Ministère de l'Eau, de l'Environnement de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme	PNUD	
Ministère de la Défense Nationale	UNHCR	
Ministère des Finances	UNICEF	
Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage	Bureau du Coordonnateur Résident et Coordonnateur Humanitaire	
Ministère des Relation Extérieurs et des relations internationales		
Ministère de la Communication		
Ministère de l'enseignement supérieur et recherche scientifique		
Ministère des transports et équipement		
Université du Burundi		
Secrétariat Permanent au Conseil National pour la Sécurité		

Groupes Sectoriels de préparation et réponse aux urgences		
Groupes sectoriels	Chefs de file	Membres
Sécurité	Ministère Sécurité Publique	BNUB
Sécurité Alimentaire	Ministère Solidarité Nationale	Min Agri, FAO, PAM, CRB, ONGs
Éducation	Ministère de l'éducation	UNICEF, CRB, UNHCR, ONGs,
Santé et Nutrition	Ministère de la sante	OMS, UNICEF, CRB, MSF, coopération bilatérale et multilatérale
Eau Assainissement et Hygiène	MEETU	UNICEF, GIZ, CICR, CRB, IRC
Protection /Droits humains	Ministère Solidarité Nationale	Mininter, UNHCR, OHCHR, UNICEF
Logistique et Télécommunications d'Urgence	Ministère des Travaux Public et équipements	Mini Def, WFP, UNICEF, UNHCR, BNUB

Annexe 4: Contacts principaux par secteur/institution

LES POINTS FOCALX DES AGENCES

Prenom	Nom	Agence chef de file	Groupe Cluster	Téléphone	Adresse électronique
Prosper	Ruberintwari	FAO	Séc. alimentaire	22 21 75 47 75 536 984	Prosper.ruberintwari@fao.org
Anne-Michèle	Paridaens	PAM	Séc. alimentaire	79967728	annemichele.paridaens@wfp.org
Rémy	Nahimana	PAM	Logistique et Télécommunication d'urgence	22214971 79922422	Remy.nahimana@wfp.org
Therese	Ndayisenga	PNUD	Réintégration/ Relèvement Précoce	22 30 11 15	Therese.ndayisenga@undp.org
Charles	Mballa	UNHCR	Protection	22 22 32 45	mballa@unhcr.org
Matteo	Frontini	UNICEF	Emergency Specialist	2220 24 79 937 505	mfrontini@unicef.org
Sophie	Leonard	UNICEF	Santé et nutrition	22 20 20 40 79 052 210	sleonard@unicef.org
Georges	GAHUNGU	UNFPA	Santé Nutrition	78959182	gahungu@unfpa.org
Joyce Patricia	Bheeka	UNICEF	Éducation	22 20 20 30	
Jérôme	Ndaruhutse	OMS	Santé et Nutrition	77757207	ndaruhutsej@bi.afro.who.int

LES PARTENAIRES INTERNATIONAUX

Nom	Prénom	Responsabilité	Organisation	Téléphone	E-mail
Petridis	Loukas	Chef de délégation	CICR		Bujumbura.buj@icrc.org
Duchene	Bruno	Chef de mission	MSF/B	-	msfocb-bujumbura-hom@brussels.msf.org
BINDARIYE	Raphael	-	Oxfam Novib	-	Raphael.bindariye@oxfamnovib.dl
KATIYUNGURUZA	Anselme	Secrétaire Général	Croix Rouge du Burundi	79 924 108	Katiyunguruza@yahoo.fr
Alessandro	BINI	Country Director	Concern World Wide BURUNDI	76 639 579	Alessandro.bini@concern.net

PARTENAIRES GOUVERNEMENTAUX

Nom	Prénom	Responsabilité	Service	téléphone	e-mail
CPP NIBIGIRA	Edouard	DGPC/ PPFN	Protection Civile	22 24 17 68 78650448	nibigiraed@yahoo.fr

NYAWAKIRA	Godefroid	Directeur	Direction de l'Action Humanitaire (MSNRR)	22 21 63 03 /77 792 445	godenyawak@yahoo.fr
NDUWIMANA	Jean Bosco	Coordonnateur	ONPRA	79 921 351	coldinzi@yahoo.fr
SINDIBUTUME	Célestin	Directeur Général	Direction Générale du Rapatriement (MSNRR)	79 984 173	csindibutume@yahoo.fr

LES REGIONS MILITAIRES

GRADE & NOM	REGION	TELEPHONE
Col. KABISA Domitien	1ère Région	22 214469
Col. NGENDABANKA Marius	2ème Région	22 402609
Col. NDUWAYO Pierre- Claver	3ème Région	22 305513
Col. BIGIRIMANA Gérard	4ème Région	22 306798
Col. NTIRANDEKURA Gabriel	5ème Région	22 270001

Première Région militaire: Provinces de Bujumbura Mairie, Bubanza, Cibitoke and Bujumbura Rural

Deuxième Région Militaire : Gitega, Ruyigi, Karuzi

Troisième Région Militaire : Muramvya, Kayanza, Mwaro

Quatrième Région Militaire : Muyinga, Ngozi, Karuzi, Cankuzo

Cinquième Région Militaire : Bururi, Makamba, Rutana

GOUVERNEURS DE PROVINCES/PRESIDENTS DES PLATEFORMES PROVINCIAUX POUR LA GESTION DES CATASTROPHES

NOM & Prénom	TITRE	BUREAU	SECRETARIAT
Anselme NYANDWI	Gouverneur de Bubanza	22 261103	22 261133
	Commissariat Bubanza	22 261104	22 261113
MINANI Jacques	Gouverneur de Bujumbura	22 236223	22 236223
	Commissariat Bujumbura	22 213507	22 224718
NIMENYA Glorioso	Gouverneur de Bururi	22 502352	22 502352
	Commissariat Bururi	22 502313	22 502314
NIRAGIRA J. Berchmans	Gouverneur de Cankuzo	22 407116	22 407121

	Commissariat Cankuzo	22 407126	-
NSABIMANA Anselme	Gouverneur Cibitoke	22 262101	22 262135
	Commissariat Cibitoke	22 262107	22 262107
SINDAYIHEBURA Sylvestre	Gouverneur de Gitega	22 402040	22 402116
	Commissariat Gitega	22 402623	-
Richard NZOKIZWANIMANA	Gouverneur de Karuzi	22 408105	22 408105
	Commissariat Karuzi	22 408116	
Athanase NBONABUCA	Gouverneur de Kayanza	22 305599	22 305508
	Commissariat Kayanza	22 305582	22 305515
NZIGAMASABO Révérien	Gouverneur de Kirundo	22 304604	22 304604
	Commissariat Kirundo	22 304672	22 304629
NIBAYBAHE Vincent	Gouverneur de Makamba	22 508200	22 508029
	Commissariat Makamba	22 508003	22 508017
NDAYIZIGA Oscar	Gouverneur de Muramvya	22 263011	22 263011
	Commissariat Muramvya	22 263116	22 263123
Ildéphonse NTAWUNKUNDA	Gouverneur de Muyinga	22 306741	22 306741
	Commissariat Muyinga	22 306707	-
Polydor NDAYIRORERE	Gouverneur de Mwaro	22 264172	22 264164
	Commissariat Mwaro	22 264232	22 264208
NAHAYO Claude	Gouverneur de Ngozi	22 302064	22 302064
	Commissariat Ngozi	22 302192	22 302149
Juvénal NDAYIRAGIJE	Gouverneur de Rutana	22 505025	22 505025
	Commissariat Rutana	22 505026	22 505026
Cyriaque NSHIMIRIMANA	Gouverneur de Ruyigi	22 276124	22 276102
	Commissariat Ruyigi	22 276130	22 276135
SAIDI Juma	Maire /Ville de Bujumbura	22 246621	22 224525
	Commissariat Municipal	22 221657	22 14842

Annexe 5 : Mécanismes de gestion du Fonds Spécial de PRGC

Le Fonds Spécial de PRGC sera établi sur base d'une approche « tous risques ». Il sera alloué aux activités et projets relatifs à la prévention, la préparation et l'atténuation des risques et catastrophes, mais également les activités de réponse.

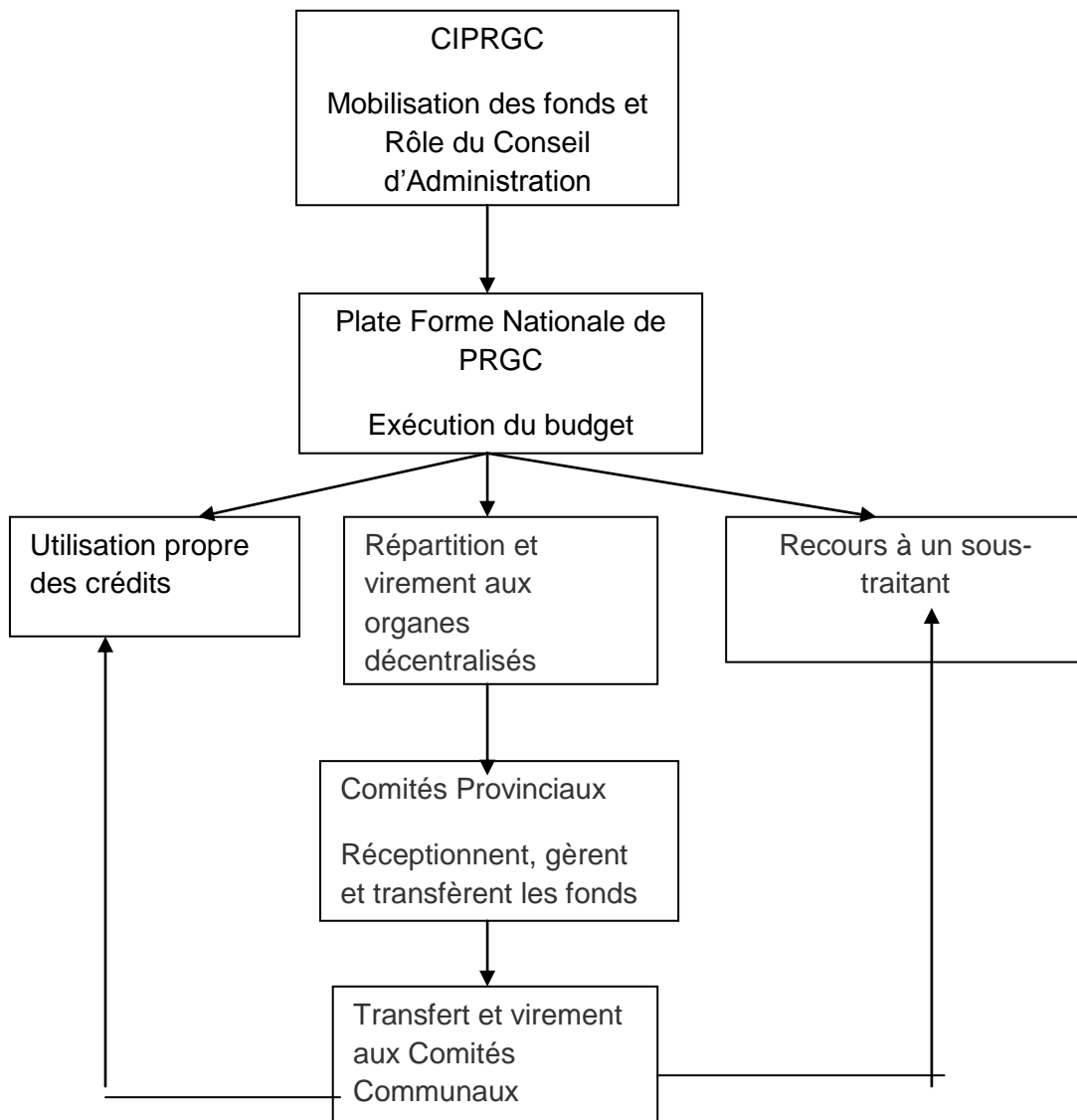
Le Fonds Spécial de PRGC serait géré selon les règles de la comptabilité publique. Des mécanismes de déblocage rapide et souple sont à utiliser à partir de l'adoption de la réglementation y relative. Les fonds additionnels seront intégrés dans ledit Fonds dans le cadre d'une loi de finances rectificative.

Pour avoir accès à ce Fonds Spécial décentralisé jusqu'au niveau de la Commune, le Représentant de la structure en charge de la gestion des catastrophes au niveau affecté par une situation d'urgence devra déclarer officiellement la catastrophe en suivant les procédures connues.

Une comptabilité devra être tenue à tous les niveaux de gestion pour s'assurer que les dépenses ont réellement eu lieu et des systèmes de contrôle des comptes seront instaurés. Pour une gestion saine et transparente, les rapports seront mis à la disposition de tous les intervenants.

En vue d'une optimisation de l'utilisation des ressources, les procédures, le système de réapprovisionnement, le suivi et contrôle à travers les différentes phases de gestion sont à déterminer de manière précise. Il en est de même pour les instruments de contrôle et d'audit.

Schéma récapitulatif de mécanismes de gestion



Annexe 6 : Plans de réponse par acteur et par contingence

A. Sécurité Alimentaire

Préparation pour 20.000 personnes sur 6 mois

- Agriculture : 10 000 ménages⁹ affectés par les aléas climatiques (inondations /glissements terrain ou sécheresse)
- Surveillance épidémiologique (Grippe aviaire H5N1 et Fièvre de la vallée du Rift)
- Assistance alimentaire d'urgence

Agence leader : FAO/PAM

Agences/Institutions partenaires: UNICEF, RESO, Ministère de l'agriculture et de l'élevage/DPAE, OMS, Ministère de la Santé Publique

.....
.....

Situation de la situation de la sécurité alimentaire:

Selon la dernière analyse IPC, la partie Est du pays incluant la région du Moso est située dans la phase III et constitue une zone de concentration des ménages vulnérables. Près de 10% de la population (800 000 personnes, soit 160 000 ménages) sont en ont besoin d'une assistance d'urgence. Les provinces concernées sont aussi celles qui ont enregistré de grands retours de rapatriés ces dernières années et qui en attendent d'autres en provenance de la Tanzanie (35 000 sont attendus au cours de l'année 2012). Suivant les estimations récentes, 20 000 ménages (soit 100.000 personnes) des provinces de l'Est (Cankuzo et Ruyigi) sont affectés par les aléas naturels (déficit hydrique endémique) et plus particulièrement par l'attaque progressive de la striure brune du manioc sur un fond de persistance de la mosaïque sévère.

De son cote, le PAM exécute un programme de relèvement communautaire couvrant la période de janvier 2011 au 31 décembre 2012. Ce programme vise de sauver les vies des communautés affectées par le conflit et les crises alimentaires récurrentes et en même temps proposer des solutions durables aux ménages vulnérables. Le programme concentre ses efforts dans les zones a insécurité alimentaire du Burundi a savoir la région du nord, au nord- est du pays et dans les régions de retour des réfugiés.

Les objectifs spécifiques du programme sont :

- Sauver les vies et maintenir un état nutritionnel des réfugiés, les rapatriés et les malnutris (ive 1).
- Restaurer et réhabiliter les ménages rapatriés et refugies vulnérable et les communautés d'accueil périodiquement affectés par les shocks dues aux aléas climatiques

Tout en se référant aux données du diagnostic de base à faire dans la zone d'action avant l'intervention, le ciblage mettra en exergue les critères ci après :

- les femmes vulnérables chefs de ménage avec de très jeunes enfants à leur charge
- les hommes veufs en charge d'enfants mineurs et les ménagés gérés par des couples vulnérables âgés et en charge de leurs petits fils.

Description des priorités dans le pays pour 2012

⁹ Sur base des hypothèses retenues pour la situation d'urgence liée aux catastrophes/désastres naturelles où le plus possible scénario porte les estimations autour de 20 000 personnes avec une moyenne de 5 personnes par ménage et dont 20 000 sont déplacés en dehors de leurs exploitations.

Parmi les grandes priorités de la FAO, il y a l'appui à la réintégration durable des sinistrés (rapatriés, ex combattant et déplacés internes) et le soutien à la reprise des activités agricoles en faveur des ménages victimes des aléas climatiques. Malgré les efforts des différents intervenants dans le secteur de la sécurité alimentaire dont le fonds CERF, qui ont permis de nettes améliorations au cours de la saison 2011B surtout dans la province de Kirundo, la situation de la sécurité alimentaire au Burundi reste préoccupante au niveau national. Les aléas climatiques récurrents entraînent en effet des pertes énormes de récoltes au moment où les moyens de production ne sont pas encore reconstitués après plus d'une décennie de guerre. A cette situation de précarité s'ajoute des facteurs structurels dont le redressement ne se fera que lentement au fur des années notamment l'exiguïté des terres et l'infertilité des sols. Ce contexte d'insécurité alimentaire élevé rend de plus en plus difficile la réintégration socio-économique des rapatriés et personnes déplacées dont une bonne partie est encore à venir de la Tanzanie (environ 35 000).

Les principales activités sont :

- La provision d'intrants de base aux populations vulnérables affectées par les aléas climatiques;
- l'appui à la production et la diffusion de matériel génétique assaini et tolérant aux maladies,
- l'assistance agricole aux populations vulnérabilisées par le conflit et en phase de réinstallation et/ou réinsertion des rapatriés/déplacés internes sur leurs anciennes et nouvelles terres,
- l'appui à la recapitalisation des ménages affectés par la crise à travers le repeuplement du cheptel et à l'initiation d'activités génératrices de revenus.

La FAO va alors contribuer aux programmes alimentaires et nutritionnels destinés à venir en aide aux populations vulnérables pour relever les niveaux alimentaires à des seuils acceptables. Elle se propose de réduire l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans les provinces de l'Est en phase III de l'IPC avec des appuis spécifiques de production et des meilleures approches d'appropriation des interventions (FFS). **Une proposition de USD 1 200 000** est fondée sur l'expérience confirmée de la FAO dans la coordination des initiatives appropriées aux ménages vulnérables et sur des besoins d'assistance non couverts.

Objectifs opérationnels :

- Fournir les intrants agricoles essentiels aux ménages vulnérables affectés par les désastres/catastrophes naturelles
- Répondre rapidement et de manière adéquate aux besoins alimentaires requis des populations vulnérables victimes des désastres/catastrophes naturelles et humaines (20.000 réfugiés, 20.000 déplacés, 200 000 personnes victimes des catastrophes naturelles, 20 000 personnes victimes d'une épidémie).

Surveiller les risques de maladies des plantes et éradiquer les foyers dès leur apparition.

Ressources disponibles immédiatement : CERF 2011 et 2012

Stratégies:

- Assistance agricole : Répondre aux besoins alimentaires par une distribution mensuelle intrants agricoles aux populations vulnérables affectées.
- Distribution de l'aide alimentaire (FAO) et la ration de protection des semences (PAM)

Agriculture : Restaurer rapidement les moyens d'existence basés sur l'agriculture pour améliorer durablement la sécurité alimentaire des personnes affectées.

B. Protection/Abris d'urgence/La Gestion des Camps

Les clusters pour les secteurs protection, abris d'urgence et gestion des camps en cas de déplacement interne n'ont pas encore été lancés au Burundi. La décision de lancer ces trois clusters (soit comme cluster conjoint ou plusieurs clusters distincts) sera prise par le coordinateur humanitaire en concertation avec l'UNHCR, l'UNICEF et l'OHCHR dès que la situation la mérite. Il est bien possible qu'il y aura aussi divers sous-clusters comme par exemple la protection des enfants, la violence liée au genre, la protection de la propriété et les biens avec les divers chefs de file. Il est possible aussi qu'autres agences humanitaires (comme le CNR, la Croix Rouge Burundaise, l'Oxfam par exemple) jouerait un rôle chef de file selon leurs capacités dans les secteurs abris d'urgences et gestion des camps.

Cette fiche sectorielle prévoit donc l'action prévue par ces trois secteurs en termes généraux.

Préparation pour 10.000 personnes sur 6 mois

Le Ministre de la Solidarité Nationale (MNS) et UNHCR pour l'abri d'urgences (en cas d'urgences non naturelles) et ? (en cas de catastrophe naturelle),
 Le MNS et soit HCR soit CNR pour la gestion des camps
 Le MNS et OHCHR ou UNHCR ou UNICEF (selon les causes du déplacement et les capacités) pour la protection
 Agences / Institutions partenaires : CNR, La Croix Rouge, IRC (selon la situation)
 Agences/institutions observatrice : CICR, MSF,

Secteur: Protection, Abris d'urgence et Gestion des Camps

Objectifs opérationnels :

1. Apporter une réponse multisectorielle immédiate en fonction des scénarii identifiés (afflux de 10.000 déplacés internes).
2. Coordonner la mise en œuvre de l'opération d'urgence dans le cadre des mécanismes de coordination existants
3. Assister les autorités burundaises pour la protection et assistance des déplacés internes en accord avec les principes directeurs sur le déplacement interne, le droit international des droits humains et le droit international humanitaire

Ressources disponibles immédiatement / localement

Stocks (matrice en annexe) : Non Vivres essentiels disponibles dans le stock HCR détaillés en annexe. Les vivres pour la réponse d'urgence et les autres biens et équipements nécessaires sont détaillés dans les fiches des autres clusters.

Cash: budget requis

Personnels: personnel déployé dans le pays. Déploiement d'équipes d'urgence en cas de nécessité

Stratégies:

1. La réponse aura comme but principal l'appui au et le renforcement des capacités gouvernementales dans les secteurs d'abris d'urgence, de gestion des camps et de protection.
2. Dans le cas de déplacement interne l'établissement des camps sera évité lors de la situation le permet. La réponse aux besoins des déplacés tiendra en compte la possibilité de la création des « pullfactors » et ciblera les familles d'accueils ainsi que déplacés qui se trouvent dans les camps de déplacement.
3. La réponse humanitaire visera aussi à assurer la protection des déplacés et le respect des normes du droit international des droits humains et du droit humanitaire.
4. Minimiser le stress et la souffrance en établissant le plus tôt possible les services communautaires
5. Respecter l'unité familiale et celle de groupe et en tenir en compte lors de l'installation des réfugiés ou des déplacés,
6. Faire le lien entre la réponse humanitaire et la transition/relèvement précoce
7. Les secteurs prendront en compte les leçons apprises qui alimenteront le renforcement des capacités et les activités préparatoires.

Eau, Assainissement et Hygiène (pour tous les profils d'urgence)

Préparation pour 20,000 personnes pendant 1 mois	Présidence CSLP : Min. Eau, de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme Leader Groupe sectoriel Eau et Assainissement : Coopération Technique Allemande Leads Humanitaire : UNICEF Acteurs : ONG internationales et locales, CICR, CRB (Cf. Mapping capacités cluster Wash)
Secteur: Eau, Assainissement et Hygiène	
Objectifs opérationnels : Subvenir aux besoins en Eau, Assainissement et Hygiène d'une population de 20,000 personnes pendant 1 mois Sur la base de 15 L/pers/jour et 1 latrine pour 20 personnes : <ul style="list-style-type: none">- Distribution d'eau potable = 300 m³/j- Construction de 1000 latrines	
Ressources disponibles immédiatement / localement :.....	
Stocks (Voir annexe) Cash: Non évalué Personnels: 3 ingénieurs 6 techniciens Équipements : Capacité journalière minimum de transport d'eau par camion-citerne = 107 m ³ (sur la base de 2 rotations par jour) Capacité totale de stockage d'eau = 682 m ³ Chloration par comprimés désinfectants pendant 1 mois = 20,000 personnes (15 L/pers/jour) dans le cas d'une turbidité < 10 NTU	
Besoins : Stocks 1 tonne sulfate d'alumine 600,000 doses individuelles « désinfectant+floculant » pour une chloration au bidon (15 L/j/pers pendant un mois) dans le cas d'une turbidité > 40 NTU Consommables pour les analyses bactériologiques et physico-chimiques de l'eau Cash: 956,000\$	

Personnels additionnels: 400 facilitateurs formés minimum (1 agent de santé communautaire/volontaire/animateur pour 10 familles) 1 coordinateur WaSH Cluster			
Équipements additionnels : 2 Camion-citerne 20 m ³ 2 pompes centrifuges 2" et 2 pompes centrifuges 4" 1 dewateringpump 500 m de tuyau distribution PE 63 mm			
Stratégies: Préparation, prévention, développement des capacités locales			
Activités de réponse + COÛTS (par phases)	Responsable	Périodes	Activités préparatoires + COÛTS
Évaluation des besoins en eau, hygiène et assainissement (\$ 5,000)	Ministère de l'Eau, de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme Ministère de la santé Publique, OMS, UNICEF	Jour 1-2	Mise en place d'un système d'alerte efficace Mise en place d'un système de surveillance communautaire Inventaire national du matériel d'urgence disponible et analyse des besoins en équipements additionnels
Convocation des membres actifs du cluster pour définition d'un plan d'action	Ministère de l'Eau, de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme UNICEF	Jour 2	Mise en place et animation du cluster Wash
Mobilisation des équipements, matériaux, consommables nécessaires à l'intervention (\$ 5,000)	Ministère de l'eau, de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme Ministère de la santé Publique UNICEF	Jour 2-7	Mise à jour des plans de contingences provinciaux Achat, transport et pré-positionnement de matériel d'urgence (\$ 425,000)
Promotion à l'hygiène (\$ 15,000) Renforcement de la mobilisation sociale au cours des épidémies	Ministère de la Santé Publique, DPSHA, et tous les acteurs locaux	Jour 3-fin de la crise	Formation des agents de santé, des volontaires de la CRB et des membres de la sécurité civile à la promotion à l'hygiène en situation d'urgences (\$ 20,000) Élaboration et reproduction d'outils didactiques et de communication pour les activités de promotion (\$ 5,000)
Installation de systèmes de distribution d'eau potable et approvisionnement par camion-citerne (\$214,500)	Ministère de l'Eau, de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme UNICEF	Jour 3-fin de la crise	Identification des points de branchements pour alimentation en eau des camions-citernes dans chaque province Prévisions budgétaires allouées au paiement de l'eau en cas d'urgence
Contrôle de la qualité de l'eau (\$ 3,000)	Ministère de la santé Publique	Jour 1-fin de la crise	Formation des coordinateurs des RCE et des CPPS aux analyses de la

	MEEATU, Regideso, UNICEF		qualité de l'eau (\$ 3,000)
Désinfection des puits et réservoirs d'eau (\$ 500)	Ministère de l'Eau, de l'Énergie et des Mines (DGHER) Regideso Ministère de la Santé (BPS) UNICEF	Jour 3-fin de la crise	Identifier méthodes appropriées de chloration et pré-positionnement de chlore dans les zones endémo-épidémiques
Mise en place de chloration au bidon (\$ 30,000)	Ministère de la Santé Publique, BPS, UNICEF	Jour 3-fin de la crise	Formation des ASC, volontaires CRB et titulaire des centres de santé à la préparation de solution chlorée dans les zones endémo-épidémiques
Désinfection des latrines et parcelles des ménages affectés par une maladie épidémique	Ministère de la Santé Publique, BPS, Ministère de l'Intérieur, Ministère de la Décentralisation et du développement communal	Jour 1 – fin de la crise	Achat et pré-positionnement de matériel de pulvérisation dans les zones endémo-épidémiques
Construction de latrines et douches d'urgence (30,000\$)	Ministère de la Santé Publique Ministère de l'Intérieur, Ministère de la Décentralisation et du développement communal UNICEF	Jour 3-fin de la crise	Élaboration et diffusion de plan et devis type pour la construction de latrines d'urgence
Distribution d'articles d'hygiène essentiels (savons, récipients, SRO, désinfectant-floculant) (200,000\$)	UNICEF, OMS	Jour 3-fin de la crise	Pré-positionnement de stocks d'urgence Formation des TPS et ASC à l'utilisation SRO
Suivi de la réponse aux urgences et partage d'informations	Ministère de l'Eau, de l'Environnement, Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, Ministère de la Santé Publique, UNICEF	Jour 1 – fin de la crise	Mise en place et animation du cluster Wash
Mise en place d'une stratégie de retrait des équipes d'urgence à travers des solutions durables	Ministère de l'Eau, de l'Environnement, de l'aménagement du territoire et de l'Urbanisme, Ministère de la Santé Publique, Coopération Technique Allemande, UNICEF	Avant, pendant et après la crise	Coordination effective avec le cluster « Relèvement précoce » et la coordination sectorielle Eau et Assainissement

d. Santé/Nutrition

Préparation pour 20.000 personnes sur 6 mois		Agence leader : OMS/UNICEF Agences / Institutions partenaires : MSP, ONGs, CNCA, Croix Rouge	
Secteur: Santé et Nutrition			
Objectifs opérationnels: Assister jusqu'à 20.000 personnes immédiatement en soins de santé de base dès la première semaine pendant 3 mois.			
Ressources disponibles immédiatement / localement : MSPLS (CAMEBU, BPS, BDS, CDS), SNU (OMS, UNICEF, PAM), ONG, Coopération Bilatérale et Multilatérale Stocks (matrice en annexe) Personnels: Disponible sur le terrain mais à encadrer et appuyer en logistique Équipements : Disponible au MSPLS, dans les structures de soins et chez les partenaires Besoins : Renforcement de capacités du Système d'Information Sanitaire à être plus opérationnel et à jour Stocks Cash: ? Personnels additionnels: En fonction de l'ampleur du problème			
Stratégies:			
Activités de réponse (par phases)	Responsable	Périodes	Activités préparatoires + COÛTS
4 Kits d'urgence pour la prise en charge des cas / appui en médicaments essentiels	OMS/UNICEF	-	En stock
Vaccins contre la rougeole	UNICEF	Deux premières semaines suivant l'afflux	
Appui au renforcement de la surveillance épidémiologique	OMS	Immédiatement après l'afflux	
Intrants et produits thérapeutiques nutritionnels : lait thérapeutique, plumpynut médicaments systématiques, kits anthropométriques (couverture de 450 enfants)	UNICEF	Deux premières semaines suivant l'afflux	En stock
Formation du personnel	OMS/UNICEF		
Activités de mobilisation sociale sur l'hygiène, la prévention du VIH/SIDA	OMS/UNICEF	Immédiatement après l'afflux	
Matériel de laboratoire pour le diagnostic des épidémies	OMS		
Appui logistique	OMS/UNICEF	Immédiatement après l'afflux	
Lits choléra dans 4 BPS	4 BPS	Immédiatement	
Solutés et SRO	CAMEBU/UNICEF	Immédiatement	

Plan de Contingence Choléra et Grippe Aviaire disponibles	OMS/UNICEF	Disponibles	
--	-------------------	--------------------	--

e. Logistique et Télécommunication d'urgence (WFP)

Préparation pour 50.000 personnes sur 6 mois	Agence leader : PAM Agences / Institutions partenaires : UNICEF		
Secteur: Logistique et télécommunication d'urgence			
Objectifs opérationnels : assurer la logistique pour faire arriver les vivres et les non-vivres 50.000 personnes sinistrées sur différents sites ainsi que permettre la communication des agents humanitaires déployés sur terrain avec leur base.			
Ressources disponibles immédiatement / localement :			
Stocks (matrice en annexe)			
Cash:			
Personnels:			
Équipements : 4 machines portables, 6 antennes internet			
Besoins : 5 groupes électrogènes, 5 radio VHF, 5 machines portables, 5 imprimantes, 5 stabilisateurs, 5 antennes relais, 5 kit panneaux solaires/batteries			
Stocks (matrice en annexe) :			
Cash:			
Personnels additionnels: 1 Coordonnateur du cluster ; 1 Assistant transport ; 1 Assistant télécommunication ; 5 opérateurs radio, 1 Magasinier vivres ; 1 Magasinier non vivres			
Stratégie 1 : Fournir les moyens logistiques pour assister à temps les personnes sinistrées			
Stratégie 2 : Avoir les moyens de communication suffisants pour 5 sites opérationnels en même temps			
Activités de réponse + COÛTS (par phases)	Responsable	Périodes	Activités préparatoires
Stratégie 1 : Fournir les moyens logistiques pour assister à temps les personnes sinistrées			
Organisation des réunions de coordination	PAM	-	Réunion de coordination
Recrutement du personnel logistique	PAM		
Mobilisation des moyens logistiques	PAM		
Païement ITSH (7500T*6mois)	PAM		
Stratégie 2: Avoir les moyens de communication suffisante pour 5 sites opérationnels en même temps			
Formation du personnel pour l'utilisation des équipements	UNICEF/PAM	-	
Achat du matériel	UNICEF/PAM		
Recrutement du personnel de télécommunication	UNICEF		
Installation du matériel sur site	UNICEF/PAM		

f. Education

Préparation pour 20,000 personnes affectés soit 7,000 enfants de primaire, 3,000 de secondaire et 4,000 moins de 5 ans. Durée :6 mois	Présidence : Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire (MEPS) & Direction Provincial de l'Enseignement (DPE) Lead Humanitaire (Cluster Lead) : UNICEF, MEPS Agences / Institutions partenaires : Conseil Norvégien pour les Refugies (CNR), Croix Rouge Burundi (CRB), ConcernWorldwide Burundi, Action Aid, UNHCR, JRS/BJD, CARE/CRS, SAEB, Terre des Hommes, RET, ASB
Secteur: EDUCATION	
Objectifs opérationnels : Créer des espace d'enseignement/ récréation temporaires et semi-temporaire pour assurer la réinsertion scolaire et la continuation d'enseignement pour 14,000 enfants de 0 à 18 ans. i. Besoin: Au moins 140 salles de classe (50 élèves/salle; double vacation) (100 salles pour primaire et secondaire, et 40 salles pour pré-primaire)	
<u>I. Ressources disponibles immédiatement / localement :</u>	
Stocks : <ul style="list-style-type: none">- Kits scolaire disponible pour 7,000 enfants de primaire ;- Kit de récréation disponible pour 2,000 enfants de moins de 5 ans ;- Matériel de construction/réhabilitation pour 23 salles de classes (détaille dans la matrice en annexe)	
Cash: 0 USD\$ mais fonds des urgences mobilisables en 48 heures	
Personnels: (détaille dans la matrice en annexe)	
<u>Mobilisable par le Gouvernement et partenaires</u> <ul style="list-style-type: none">- 13 membres de Cluster- Education en Urgence- Personnel de DPEs et Inspections (3 personnes de DPE de Kirundo et Muyinga, Makamba et Ruyigi, formés en prévention des risques des catastrophes)- Directeurs, enseignants, éducateurs DIJE (préscolaire)- Formateurs des enseignants/ éducateurs: 25 (MEPS/BER), 21 (CNR), 26 (RET ; en citoyenneté responsables), 2,000 (ASB)- Enseignants : 3,576 enseignants qualifiés suppléants (MEPS), 200 TEP enseignants (CNR), 1200 formé à la prise en charge psychosociale (CARE/CRS),- Techniciens (construction) : CNR, UNICEF, HCR, ASB- Assistants psychosociaux/ sociaux : 100 (ASB), 10 (CRB) ; 46 (CARE/CRS) ; 8 (Terre des Hommes), TPO- Autres : 742 brigadiers d'urgence (CRB), 66 voltigeurs/ formateurs (CRB)- Volontiers : 20/ province (CRB)	
Équipements : Stocks de réponse aux urgences	
<u>II. Besoins :</u>	

Stocks : Kits de récréation pour 20,000 enfants de moins de 5 ans ; matériel de construction/réhabilitation pour 117 salles de classes			
Cash: US\$ 66,400			
Personnels additionnels: Au moins 3 personnes de DPE et 2 au niveau communal (Inspecteur Communal, Administrateur Communal) formés par province dans les provinces de ciblés (Kirundo, Muyinga, Ngozi, Kayanza, Makamva, Ruyigi) en 2010			
Stratégies: Préparation, prévention, développement des capacités locales			
Activités de réponse + COÛTS (par phases)	Responsable	Périodes	Activités préparatoires + COÛTS
Phase Initiale (Semaine 1-2)*		<i>* La durée de cette phase dépendra le type et la magnitude de la situation d'urgence.</i>	
Évaluation rapide et identification des besoins et recours disponible en éducation (enseignants et volontaires communautaires dans la population sinistrée, l'espace d'apprentissage et récréation, etc.)	MEPS, DPE, OCHA	Semaine 1	Identification de points focaux au niveau provincial et communal; Formation sur prévention et gestion des urgences au niveau provincial et communal ; La fiche d'évaluation rapide multisectorielle validé et disponible
Assurer l'hygiène, l'assainissement, la santé et la protection des enfants sinistrés en collaboration avec les Clusters- Eau et Assainissement, Sante et Nutrition et Protection.	Clusters Eau et Assainissement, Sante et Nutrition, et Protection	Semaine 1	Coordination avec les autres Clusters
Convocation des membres actifs du Cluster pour définition d'un plan d'action immédiate	MEPS	Semaine 1	Mis à jour de la cartographie des capacités ; validation de TdR Cluster-Education
Evaluation rapide sectorielle (Sector-specific rapid assessment)	MEPS, DPE, UNICEF, partenaires ONGs,	Semaine 2	Elaboration de la fiche d'évaluation rapide sectorielle
Identification des enfants avec besoins spéciaux (ex. enfants séparés) en collaboration avec la Comite de Protection des Enfants	DPE, CPE, UNICEF (Protection Section), partenaires ONGs	Semaine 2-	Formation des membres des CPEs
Phase Post-Initiale (Semaine 2-8)			
Mobilisation de tous les acteurs pour la planification et réponse (animateurs et formateurs des ONGs partenaires, et des	partenaires ONGs, DPE, Administration local, UNICEF	Semaine 2-	Mis à jour de la cartographie des capacités ; Mis à jour des listes des formateurs, animateurs, enseignants, etc. chaque trimestre

enseignants, éducateurs et volontaires dans la population sinistrée)			
Création des espaces temporaires pour la mise en place d'activités récréatives, éducatives et/ou psychosociales (dans l'espace disponible/ improvisé ou salles de classe temporaires)	DPE, partenaires ONGs, UNICEF	Semaine 2-	Mise à jour des plans de contingences provinciaux, élaboration de la cartographie des capacités au niveau provincial ; Élaboration et reproduction d'outils didactiques
Distribution du matériel scolaire et récréatif	UNICEF, CRB, DPE, partenaires ONGs,	Semaine 2-	Mis à jour de la cartographie des capacités (matrice de stock d'urgence)
(Si besoin) Formation accélérée des enseignants, éducateurs et/ou volontaires identifiés	MEPS, DPE, partenaires ONGs, UNICEF	Semaine 3-	Mis à jour de la cartographie des capacités ; Stock pilling des modules et autres outils pédagogiques
(Si besoin) Construction/ réhabilitation de salles de classe temporaires en collaboration avec la communauté locale	DPE, CNR, UNICEF, HCR	Semaine 4-	Mis à jour de la cartographie des capacités ; Élaboration de normes minimales de construction de salles de classe en urgence
(Si besoin) Construction/ réhabilitation de latrines d'urgence séparées pour filles et garçons	DPE, CNR, UNICEF (WaSH section), HCR	Semaine 4-	Élaboration de normes minimales de construction de latrines d'urgence
Activités continués			
Appui aux enseignants, éducateurs et volontaires ; Suivi et évaluation	DPE, partenaires ONGs, UNICEF	continu	Élaboration et reproduction d'outils didactiques
Sensibilisation et promotion sur l'éducation	DPE, partenaires ONGs, UNICEF	continu	Élaboration et reproduction d'outils de communication (IEC, BCC) pour les activités de sensibilisation/ promotion

En cas d'épidémie de cholera

Activités à mener	Responsables	Période
Prévention/sensibilisation		
Mobiliser les A.S.C., Chefs de quartiers, chefs de colline et les ABC en matière de lutte contre le cholera	T.P.S., Administration et ONG locales	Avant, pendant, après épidémie
Former / recycler les A.S.C. et ABC des zones endémiques	/B.P.S. / DS/ O.N.G.	Continue
Mobiliser/Sensibiliser la	T.P.S./A.S.C./Administration/Confessi	Continue

communauté	ons religieuses/C.O.S.A./ Personnel soignant, média	
Diffuser les messages de santé	Les églises et les Média, élus locaux T.P.S. / A.S.C./l'administration locale, IEC, FOSA	Avant, pendant, après épidémie
Multiplier les affiches	DPSHA / I.E.C./Partenaires /)	Continue
Tenir des réunions de sensibilisation avec l'administration	B.P.S./ DS/ comité de santé	Avant, pendant, après épidémie trimestrielles et selon l'urgence
Améliorer l'accès à l'eau potable et/ ou Traitement de l'eau à domicile	Tous les partenaires/Communauté	Continue
S'assurer du niveau de couverture et d'utilisation hygiénique des latrines dans les ménages.	T.P.S./A.S.C./OBC/ comité de santé/ POLICE de protection civile/Administration	Continue
Renforcer la protection du Lac Tanganyika et d'autres sources	Gouvernement (Protection Civile /Administration, Ministère de l'environnement)	Continue
Développer des activités de gestion de déchets (ordures ménagères).	Administration locale/ Urbanisme/ police de protection civile, SETEMU et DPSHA	Continue
Assurer la formation du personnel sur les mesures de prévention et de lutte contre le cholera.	B.P.S./DS/ O.N.G. Agents de la Protection Civile	PM Avant l'épidémie
Plaider auprès des partenaires pour le soutien selon les domaines d'intervention	Gouvernement/MSPLS	Continu
Assurer un approvisionnement en médicaments et autres matériels nécessaires	PARTENAIRES/ CAMEBU/DS/ BPS/ District	Continu
Réponse à l'urgence		

Construire et équiper des CTU (centres de traitement d'urgence)	MSPLS, DS/ B.P.S. en collaboration avec les partenaires	Pendant l'épidémie
Prendre en charge des cas de maladie	Personnel soignant et partenaires	Pendant l'épidémie
Assurer la gestion des déchets	TPS et responsable du Centre de Traitement	Continu
Désinfecter les ménages atteints et EPS à domicile	T.P.S/OBC /ASC/COSA,ONG Locale	Après déclaration d'un cas confirmé
Surveillance		
Assurer la surveillance de la maladie	EPISTAT, ENIR , BPS, EPIR, BDS, FOSA et associations locales	Avant, pendant, après épidémie
Faire un suivi- évaluation de l'évolution sur l'épidémie	EPISTAT, ENIR , BPS, EPIR, BDS, FOSA et associations locales	Tous les jours avant toute autres activité

Annexe 7 : Stocks d'urgence disponibles pour la période octobre 2013-octobre 2014

A. Matériel d'urgence Eau, Assainissement et Hygiène

Mise à jour Équipement	Unité	UNICEF	CICR	IRC	Total
Camion citerne (20 m3)		1	-	-	-
Camion citerne (15 m3)		1			
Camion citerne(5,3m3)			1		
Flocculant et desinfectantsachets(box 240)		780			
PVC spiralledhose 1" - avec raccords	mètre		120		120
PVC spiralledhose 2" - avec raccords	mètre		277		352
PVC spiralledhose 3" - avec raccords	mètre		285		285
Tuyaux flexible 3"	mètre			125	125
Tuyaux flexible 32 PN10	mètre			4500	4500
Flat hose - Tuyau pompier 3"	mètre				50
Flat hose - Tuyau pompier 2"	mètre		426		576
Tuyaux polyéthylène 1" - sans raccords	mètre		140		140
Bladder 10 m3	pièce	6		4	15
Bladder 15 m3	pièce		7		7
Bladder 20 m3	pièce			4	5
Bladder 4 m3	pièce		1		1
Bladder 5 m3	pièce	1	2		4
Bladder 6 m3	pièce				4
Jerrycan en plasticrigide de 10 l	pièce	1400	4000		9093
Jerrycan en plasticrigide de 20 l	pièce		31		31
Basic Family Water Kit	pièce	100			
Rampe de distribution	pièce	1	16	3	31
Rampe de distribution sans robinets	pièce				7
Réservoir Afri Tank 5000 l	pièce		1		1
Réservoir Oxfam 10 m3	pièce			3	3
Réservoir Oxfam 20 m3	pièce			5	5
Réservoir Oxfam portatif 2 m3	pièce			2	2
Réservoir Oxfam portatif 5 m3	pièce			1	1
Réservoirs 60 l	pièce		30		30
Seau en plastique 14 l avec couvercle	pièce	0			9716
Seau en plastique 20 l avec couvercle	pièce				1258
Tank onion 10 m3	pièce		2		2
Tank OXFAM 45 m3 - kit complet (kit bâche + toile)	Caisse				1
Tank Oxfam T 70 complet	Kit		1		1
Lining de tank oxfam 45 m3	pièce		1		1
Lining de tank oxfam 70 m3	pièce		1		1
Tapis de sol pour bladder	pièce				3
tôles supplémentaires	pièce		27		27
Chlorinetablets- aquatabs 33mg	Comprimé	16745			1104850

Chlore 1 G	Comprimé				25800
Chlorine tablettes - drum	drum		7		7
Chlore HTH 70 %	Kg				93
HTH Hypochlorite de calcium 45 kg	seau	0			35
Chlorinegranulates - drums 40/ 45 Kg	drum		12		12
Pool tester	Boîte		13		21
tablettes - free chlorine DPD n°1 (boîte)	boîte		8		8
tablettes - red PHENOL for PH control (boîte)	boîte		1		1
tablettes - total chlorine DPD n°3 (boîte)	boîte		1		1
Dissolving container - tablettes	tablette		13		13
Water purification unit - GBI	pièce		1		1
Water treatment - doser	pièce		1		1
Latrines, dalles plastiques	pièce		9		
GLASSES, clear rigid plastic, eyes front+sides	pièce	78	10	15	
Pulvérisateur à moteur	pièce		2		
SPRAYER, manual, back pack, 20l	pièce	77	25		
MASK, dustprotecting, size 1-5	pièce		1634		
MASK, air respirators, face piece n° 6300	pièce		5		
MASK, air respirators, cartidge n° 6300, 3M pair	pièce		5		
OVERALL BIB, blue cotton size L	pièce		5		
OVERALL BIB, blue cotton size XL	pièce		5		
Salopette impermeable	Pièce	76	10		
Botte en plastique	paire	70			
BOOTS, pair size (42,43,44,45)	paire	76	10		
Sac en polypropilene	pièce		700		
Deltamétrine liquide (1L)	litre		50		
Permétrine poudre (kg)	kg		100		
Savon blanc 100gr, crt de 48 pièces	crt	998			
Vanne à bille 2"	pièce				
Vanne à bille PVC 2"	pièce				
Scotch noir pour fuite (rouleau)	Rouleau				
Robinet poussoir 3/4	pièce				
Raccord symétrique réduit 3"x2"	pièce				
Demi-raccord symétrique non fileté de 3"	pièce				
Demi-raccord symétrique fileté de 2"	pièce				
Demi-raccord symétrique fileté de 3"	pièce				
Demi-raccord symétrique non fileté de 2"	pièce				
Bouchon pour demi-raccord symétrique de 2"	pièce				
Robinet Talbot 3/4"	pièce		13		
Raccord storz réducteur 3" x 2"	pièce		23		
Raccord storz avec collier de serrage de 2"	pièce		20		
Raccord storz avec collier de serrage de 3"	pièce		5		
Raccord storz à visse mâle	pièce		5		
Raccord storz à visse femelle	pièce		5		
Collier de serrage 1"	pièce		32		
Collier de serrage 2"	pièce		26		

Collier de serrage 3"	pièce		21		
Crépine 3"	pièce		1		
Pompes Afridev	pièce		6		
Moto pompe: Kit 2" 24m3/h at 20m	pièce		4		
Générateur Lombardini	pièce		1		
Camion-citerne 20 m3	pièce	2			
Camion-citerne 8 m3	pièce				
Moustiquaire imprégnée W180xL190xH150	pièce	5000			
Plastic sheeting 4x5m	pièce	5,953			

B. Santé

30 000 enfants	besoins	Quantité nécessaires	Quantités disponibles
	Measles vaccines, dose	30 000	30 000
	Long Lasting Insecticide treated Net, PC	5 000	5 000
	ORS, PAC-1000	40	67
	Zinc tablets, PAC-100	50	50
	Essential drugs kit, KIT	10	10
	Water Purification (NADCC) 33mg PAC 50	28	28
	Midwifery Kit Equipment	5	5
	Sodium Lactate inject Box20	50	50
	Glucose inj 5% 500ml Box 20	20	20

C. Education

	Les besoins	nécessaires	disponibles	A mobiliser
Pour une estimation de 20 000 enfants affectés	Recreation Kits	23	16	7
	EarlyChildhoodDevelopment Kit	80	38	42
	School in a box	88	88	-
	IronSheet	2 000	925	1 075
	Pré- scolaire : 4000	Portable backboard	50	12
Ecole primaire : 7000	A set of teacher's manual	50	0	50
3. Post primaire : 3000	A set of student text books	1 500	0	1 500
	Chalk, BOX-100	200	0	

D. Nutrition

Équipement	UNICEF
F-75, CAR 20	4
F-100, CAR 30	8
Therapeuticspread, CAR 150	360
BP 5 emergency food, 25x500 g	16
Resomal, CAR 130	3
Nut kit in patient	0
Multiple micronutrient, PAC-30	0
Vit A (retinol 200000 UI), PAC-500	60

E. Vivres et semences

Denrées	PAM et FAO
Vivres du PAM	En plus des vivres pour les programmes courants et dont le contenu change chaque jour suite aux opérations au quotidien, le PAM ne dispose pas de stocks de réserve, mais procède toujours par des emprunts dans la région avec une capacité logistique de les transporter jusqu'au Burundi dans 2 semaines en cas d'urgence.
Kit agricole de la FAO	la FAO ne peut pas avoir des stocks de semences en réserve suite au manque de technique de stockage et de conservation des semences appropriée. L'agence mobilise les fonds et fait les achats sur le marché burundais(foires semenciers) et régional en cas de besoins.

F. Protection

Équipement	Protection Civile
Camions anti-incendie	11 dont 5 en bon état
Ambulance	3 dont 1 en bon état
Trousse de premier secours	148
Brancards	296
Matelas coquille	1
Emulsifiant	200 litres
Groupe électrogène	5
Extincteurs	9
Tenue de feu	60
Casque de feu	20
Scie	19
Marteau piqueur	1
Houe	650
Pioche	697
pelles	638

Machettes	165
Veste d'intervention	25
Tensiomètre	2
Thermomètre électronique	3
Stéthoscope	3
Gants	258 boîtes
Biocarbonate	625 kg

Équipement	UNICEF
Recreation kit	20
Earlychildhooddevelopment kit	0
Tent	1
Cloths/pagnes en cotton	2000
Cotton blankets	6429
Plastic jerricans	6833
Tarpaulin	1350
Kitchen set	1560
Plastic mats	8197

G. Capacités logistiques (PAM, HCR, IRC)

Entreposage							
Localisation		CAPACITE (TONNES)					TOTAL
		PAM		HCR		IRC	
Bujumbura	1	5.000	5	2.625	1	500	12.322
Ngozi	1	8.500					8.500
Gitega	1	1.500					1.000
Makamba	1	700	4	844			1.548
Muyinga	0		4	465			1.069
Karuzi	0						300
Ruyigi			3	710			713
MOBILE (rubbhalls)		1.200					2.970
Total		16.900					28.422
Transport routier							
Localisation		CAPACITE (TONNES/JOUR)					TOTAL
		PAM		HCR/GTZ			
		charroi	Commercial				
Bujumbura	8	80.5		1.000	10	100	299
Ngozi	8	80.5	20	100			1.280
Gitega			2	50			102
Makamba			1		29	290	370
Muyinga					6	60	66
Ruyigi					9	90	99
TOTAL/jour		170		1.150		540	2.215

Total/mois		3.400		8.625		8.100	23.445
Transport lacustre							
		PAM					
Arnolac		4900	MT				
STOCK DE CARBURANT (capacité de stockage en litres)							
		PAM	HCR/GTZ			UNDP	TOTAL
Bujumbura	3	150.000		53.000		52.500	255.500
Ngozi	1	30.000					30.000
Muyinga				35.000			35.000
Ruyigi				32.000			32.000
Makamba				32.000			32.000
Total		180.000		152.000		52.500	384.500

H. Télécommunication

Équipement	PAM	UNICEF	BNUB	TOTAL
Handset	150	111	415	636
Mobile hf	25	12	41	61
Mobile VHF(véhicule)	48	20	198	266
Base hf	4	1	6	11
Base vhf	2	2	14	18
Cetified ETC/DC coordinator		2	2	4
Wireless Cisco bridges		8		8
Iridiums		4		4
Thuraya	5	12	5	22
THURAYA DSL(antenne internet)	5	2		7
Lenovo X61s Laptop		3		
HP printer 3005		1		
Bgan explora 500		2		
VH Motorola Radio		12		
Antenne internet	5	2		7
Antenne internet+phone	2	3		5
Wireless	5	7		12
Générateurs	15	8	35	58
Mobile télécom workshop	??		1	1
Localisation des bases radio HF/VHF				

	PAM	UNICEF	HCR	BNUB
Bujumbura	2	2	1	1
Gitega				1
Ngozi	1			1
Muyinga			1	
Ruyigi			1	
Makamba			1	

CROIX ROUGE BURUNDI

Description article	Uté	Stock Final théorique	PU (BIF)	Val. Stock final
Aquatabs	pce	34000	40	1360000
Assortissement d'outils pour electricien	caisse	4	500000	2000000
Assortissement d'outils pour section LI CON	caisse	4	500000	2000000
Attelle 1250*100mm fil de fer	pce	50	3500	175000
Attelle à dépression	kit	7	3500	24500
Bicyclette d'ordonnance avec frein A TA	pce	8	130000	1040000
Bidon à carburants 20l 350*170*470mm	pce	4	7000	28000
Blouses salopettes gris vert grandeurs DIV	pce	160	15000	2400000
Boille themos 20l en plusieurs parties	pce	20	15000	300000
Bol en plastique,0,90mm	pce	283	20000	5660000
Bottine	paire	66	16500	1089000
Brader	pce	0	100000	0
Brancard	pce	17	35000	595000
Brancard Mod 81	pce	23	35000	805000
Cache nez	pce	3750	400	1500000
Cagoule et masque de protection	Pce	56	400	22400
cahier de 60 feuilles	pce	21	450	9450
Caisse autocuiseur 15lt et 25 it complètes	caisse	20	20000	400000
Caisse de cuisine d'unité 73	caisse	10	20000	200000
Calcium hypochlorite	fut	16	30000	480000
Casquettes	pce	54	5000	270000
Cléorine	litre	1000	2425	2425000
Clous de 12cm	Kg	10	3125	31250
Couverture	pce	393	6500	2554500
Cuvette ST inoxydable avec couvercle	pce	20	10000	200000
Dispositif *4 à embouteiller le sac d'eau potable 20l	sac	30	120000	3600000

Fil à ligaturer	Kg	17	3500	59500
Gant de protection	paire	0	3500	0
Gobelets en plastique 250ml	pce	3000	450	1350000
Group el à essence MAG 400w, 24v, avec bidon à carburant	pce	2	150000	300000
Groupe électrogène 5KVA	pce	0	400000	0
Habits divers	Ballon	295	200000	59000000
Jacket fluorescent	pce	21	25000	525000
Jerrican de 20l	pce	866	6800	5888800
Jerricans (10l)	Pce	25	6800	170000
Jerrycan 20l	pce	565	5000	2825000
Jerrycan en plastique de 10l	pce	174	5000	870000
Jerrycans de 20l	pce	58	6800	394400
Jerrycans de 20l pliables	pce	1500	6800	10200000
Kichen set	Kit	20	42000	840000
Kitchen set	carton	66	42000	2772000
Lampe de distribution	pce	20	20000	400000
Lampes à pétroles	pce	113	7000	791000
Lunettes de protection	pce	0	14000	0
Machines à coudre	pce	6	100000	600000
Marteau perforateur à essence 78 dans CAI K19, 60	caisse	3	450000	1350000
Natte en plastique	Pce	79	5800	458200
Natte en plastique	pce	980	4800	4704000
Outils divers coffret pour travail du bois	caisse	4	60000	240000
Parapluie Allemand	Pce	96	6000	576000
Pelle	pce	51	4900	249900
Pioches	pce	200	6000	1200000
Sac de voyage	pce	228	10000	2280000
Sacs de ciment	Sac	108	23500	2538000
Sacs de ciment	Sac	0	23500	0
Savon 200g INDUBU	pce	12528	350	4384800
Savon blanc 100mg	pce	8640	350	3024000
Scie a monture 700mm	pce	12	1500	18000
Seaux en plastique de 10l	pce	45	6000	270000
Vélos pour homme adulte avec accessoire	pce	0	125000	0
Vélos unity avec outillage	pce	50	150000	7500000
Vélos unity avec pompes	pce	8	130000	1040000

Bottines	paire	15	16500	247500
Houes sans manche	Pce	786	4700	3694200
Pioche	Pce	586	3500	2051000
Pelle	Pce	972	4500	4374000
Habit divers	ballon	12	100000	1200000
Clous de 8cm	kg	10	0	0
Clous de 8cm	kg	20	0	0
Draps triangulaires	pce	4000	3850	15400000
Tôles BG32	pce	249	12300	3062700
Clous de 7cm	kg	20	3600	72000
Urée	kg	1500	1900	2850000
Chlore	fut	8	531000	4248000
Gobelets en plastique 250ml	Pce	5172	500	2586000
Imperméable	Pce	129	40000	5160000
Diatomite	sac	154	20000	3080000
Tente	Pce	322	50000	16100000
NPK	kg	1600	2500	4000000
Kit pour femme adulte	Kit	47	15000	705000
Kit Unicef	Carton	100	40000	4000000
Coupe-coupe	Pce	496	5000	2480000
Moteur à purifier	pce	3	780000	2340000
Parapluies avec logo SI	pce	261	8000	2088000
NPK	Kg	950	4500	4275000
Parapluie	pce	198	8000	1584000
Boite à image	bte	230	10000	2300000
Boite à image	bte	12	10000	120000
Moules métallique	pce	0	79200	0
Sacs de ciment	Sac	51	25000	1275000
Fer a béton de 6	Long	0	9950	0
Fil à ligaturer	Kg	0	4360	0
Sceaux en plastique	pce	12	8500	102000
Cisaille	pce	0	260000	0
Pelles	pce	0	9000	0
Décamètre	pce	4	18000	72000
Brouettes	pce	2	95000	190000
Urée	kg	0	2000	0
Dursuban	kg	0	18000	0

Ridomil	litre	0	20000	0
Arrosoir	pce	0	10000	0
Pulvérisateur Jacto	pce	0	100000	0
Corde en jute	pce	0	5000	0
Décamètre	pce	0	7000	0
Tavis	pce	0	90000	0
Sachet pour pépinière	pce	0	10000	0
Fil à plomb	pce	0	15000	0
Pelles	pce	0	5500	0
Pic	pce	0	11000	0
Bottines	paire	0	25000	0
Double décamètre	pce	0	4000	0
Vélos pour homme adulte avec accessoire	pce	7	168000	1176000
Sacs de ciment	sac	0	25000	0
Sacs de ciment	sac	0	24500	0
Fer a béton de 8	Long	40	13500	540000
Savons	pce	19320	250	4830000
Chaises en plastique	pce	200	20000	4000000
Sacs de ciment	Sac	92	24500	2254000
Fer à béton de 8	0	15	13500	202500
Parapluies	pce	193	6500	1254500
Sacs de ciment	sac	176	25000	4400000
Citerne afritank de 5000L	Pce	1	1050000	1050000
Tuyau pvc de 110 pn 10	Long	0	68800	0
Coude pvc de 110 pn 10	Pce	0	8500	0
Gouttière en pvc	Pce	16	20000	320000
Supports de gouttière pvc	Pce	220	2300	506000
Fer à béton de 10	Long	0	17500	0
Fer à béton de 8	Long	0	12500	0
Fer à béton de 6	Long	0	7100	0
Tôles BG28	Pce	0	28000	0
Feuilles plastique	Kg	350	3400	1190000
Tuyau pvc de 63 pn 10	Long	0	30500	0
Gaines en AG 2"1/2 de 50 cm de long	pce	0	48950	0
Tuyaux pvc de 110 pn 6	Long	0	16400	0
Sacs de ciment	Sac	130	24500	3185000
Fer à béton de 6	Long	94	9750	916500

Fer à béton de 8	Long	18	10500	189000
Fil à ligaturer	Kg	0	4000	0
Brouettes	pce	0	85000	0
Cicalite	Kg	0	9000	0
Tuyaux G.V 2"	Long	15	125000	1875000
Sacs de ciment	sac	0	24500	0
Sacoques	0	160	8000	1280000
Parapluies	0	160	9000	1440000
Tuyaux pvc de 50 pn10	0	0	16453	0
Paran	0	0	350000	0
Poulie	0	0	150000	0
Corde en nylon	0	149	3500	521500
Crochet	0	1	10000	10000
Bar à mine	0	1	30000	30000
Huile à graisse	0	1	3000	3000
Chlore	0	3	528000	1584000
Cahier de 100 feuilles#	0	4828	690	3331320
Cahiers de 100feuilles=	0	2762	690	1905780
Cahiers de 60feuilles#	0	7850	430	3375500
Cahiers de 36feuilles#	0	4698	430	2020140
Stylos rouge	0	6270	299	1874730
Stylos bleu	0	9415	299	2815085
Uniforme kaki 1er degré fille	0	240	5300	1272000
Uniforme kaki 1er degré garçon	0	160	5300	848000
Uniforme kaki 2ème degré fille	0	190	3900	741000
Uniforme kaki 2ème degré garçon	0	90	3900	351000
Uniforme noir et blanc fille	0	115	4200	483000
Uniforme noir et blanc garçon	0	75	4200	315000
Uniforme bleu blanc fille	0	103	6990	719970
Uniforme bleu blanc garçon	0	74	11490	850260
Boite mathématique	0	635	850	539750
Sacs de ciment	0	331	24500	8109500
Fer à béton de 6	0	900	9800	8820000
Fil à ligaturer	0	10	3950	39500
Kit cuisine	0	200	42500	8500000
Moustiquaire	0	250	8000	2000000
Pagne	0	200	8850	1770000

Seaux en plastique de 10l	0	200	5000	1000000
Jerrycans de 10l	0	400	6000	2400000
Couverture	0	800	8000	6400000
Plastic shetings	0	200	25000	5000000
Savons	0	2520	250	630000
Savons	0	15600	300	4680000
Tôles BG 28	0	80	13000	1040000
TOTAL	0	0	0	234.005.100